



BETHLÉEM > LE DILEMME D'ARAFAT	page A5	ISLAMABAD > LA FIDUCIE AL-RASHEED	page A7
RIMA ELKOURI > LA SEMAINE DES SEPT MARDIS	page E1	FORUM > JOUER AVEC LE FOUR	page A22

MONTRÉAL | MERCREDI 10 OCTOBRE 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117^e ANNÉE > NO 347 > 88 PAGES > 6 CAHIERS | 60 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢

La psychose s'empare de Montréal

SILVIA GALIPEAU

Tous les colis sont suspects, toutes les enveloppes louches, par les temps qui courent.

La preuve: une simple enveloppe reçue de Floride a provoqué tout un branle-bas de combat au centre-ville de Montréal hier. Immeuble évacué, rue barrée, policiers et pompiers interpellés, rien n'a été mis de côté. Tout cela pour une simple enveloppe toujours scellée.

Finalement, la fameuse enveloppe n'a jamais été ouverte, et Dieu seul sait ce qu'elle contenait. Mais qu'importe, rue Sherbrooke hier, on s'attendait à tout. Alerte à la bombe? Colis suspect? Lettre imbibée d'un liquide inconnu? Toutes les rumeurs, plus folles les unes que les autres, circulaient.

La rue Sherbrooke a été fermée pendant près de trois heures hier, de 15 h à 18 h, entre les rues de la Montagne et Bishop. L'entreprise Globe, rue Sherbrooke, avait reçu une enveloppe suspecte, de Sun Media en Floride, où l'on sait que deux employés ont été intoxiqués par des bactéries de la maladie du charbon (anthrax).

Les employés de l'immeuble ont tous été évacués. Ceux qui auraient pu avoir été en contact avec l'enveloppe ont été isolés quelques minutes, pour répondre à une série de questions.



PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

Un pompier tente d'expliquer aux employés de l'immeuble le pourquoi de l'évacuation.

Voir PSYCHOSE en A2

Washington se dit maître du ciel afghan

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

NEW YORK — Après avoir mené leurs premiers raids de jour sur Kandahar, capitale spirituelle des talibans, les États-Unis ont revendiqué hier la maîtrise du ciel afghan, se disant capables de réaliser des frappes pratiquement en permanence.

« Le ciel est maintenant libre pour permettre aux avions américains de voler sans être harcelés », a affirmé le président George W. Bush après une rencontre avec le chancelier

allemand Gerhard Schröder. « Les missions ont été un succès. »

Les bombardements de lundi soir ont cependant causé la mort de quatre civils afghans d'une agence de déminage travaillant pour l'ONU à Kaboul, selon l'organisation internationale. Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a qualifié cette nouvelle « de coup dur pour l'ONU ».

Annan a fait cette déclaration au sortir d'une réunion du Conseil de sécurité sur la situation humanitaire en Afghanistan. Il a déclaré aux journalistes que les membres du Conseil avaient discuté de cette affaire.

Voir CIEL en A2

Le Canada risque d'être la cible des terroristes, admet Chrétien

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le Canada pourrait être la cible des terroristes au cours des prochains mois, admet pour la première fois Jean Chrétien, au moment où son gouvernement s'apprête à resserrer les mesures de sécurité partout au pays.

M. Chrétien, qui a prononcé hier ses discours le plus belliqueux depuis les attentats du 11 septembre devant l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, à Ottawa, a indiqué que son gouvernement annoncera de nouveaux programmes en matière de sécurité aux frontières et aux aéroports au cours des prochains jours afin de contrer cette menace terroriste.

Parmi les mesures envisagées, Ottawa pourrait financer l'achat d'appareils plus sophistiqués aux aéroports pour détecter les

bombes, augmenter le nombre de gardes aux frontières et majorer le budget de la GRC, selon diverses sources.

Depuis que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont lancé dimanche leur offensive contre le régime des talibans au pouvoir en Afghanistan, tous les corps policiers au pays sont en état d'alerte maximale, notamment dans la région de la capitale nationale où se trouvent le parlement, divers ministères et les ambassades des pays étrangers.

Voir CANADA en A2

cyberpresse.ca Des fiches interactives, les analyses et les dernières nouvelles sur la riposte des alliés: www.cyberpresse.ca/attentats

Quebecor licencie à son tour

Quebecor World subit à son tour le contrecoup des événements du 11 septembre à New York et à Washington: cette filiale de Quebecor inc., qui est aussi la principale source de revenus du holding dirigé par Pierre Karl Pélaudeau, a annoncé hier qu'elle ferait sept imprimeries aux États-Unis et en Europe et qu'elle mettrait à pied de 2000 à 2500 employés, soit 6 % de son effectif. Aucune fermeture n'est prévue au Canada. Cette rationalisation coûtera 225 millions de dollars.

Voir nos informations en D1

Le « président Blair » et « Tony le missionnaire »

Réuni pour un débat d'urgence, le Parlement britannique était sous haute surveillance policière. En ces temps de crise, la tension était palpable aux Communes. Tony Blair venait de révéler en première mondiale les « preuves » liant Oussama ben Laden aux attaques du 11 septembre.

Nerveux, un député d'arrière-ban a voulu s'adresser au premier ministre: « Est-ce que le présid... » On ne l'a pas laissé finir. Malgré la gravité du moment, son lapsus a déchaîné l'hilarité générale. Même le « président Blair », si tragique et solennel depuis un mois, n'a pu s'empêcher de rire.

C'est que Tony Blair a hérité de ce surnom dans la presse britanni-



que, tant son éloquence fait de l'ombre au président des États-Unis depuis le début de la crise. Contrairement à George W. Bush, qui semble avoir de la difficulté à s'exprimer même quand ses discours sont écrits par ses conseillers, M. Blair a tout de suite trouvé le ton, le souffle, la vision.

Louangé en Grande-Bretagne et

à l'étranger, tout se passe comme si c'était lui le véritable leader de la croisade antiterroriste. C'est lui qui a présenté les preuves réunies par le FBI contre ben Laden. C'est lui qui a ouvertement prôné la chute du régime des talibans. Et c'est encore lui qui a entrepris un marathon diplomatique qui l'a mené de Paris à Islamabad, en passant par Moscou et Berlin, alors que M. Bush semble réticent à quitter Washington.

L'administration américaine ne pouvait demander mieux de la part de son « fidèle allié », le seul qui a participé aux frappes en Afghanistan jusqu'à présent.

Voir BLAIR en A20

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles - télévision	C1-C6	Loteries	A2, A19
Bandes dessinées	C2	Monde	A20-A24
Bridge	C7	Mots croisés	C7, S10
Carrières	D17	Mot mystère	C7
Décès	E7	Petites annonces	E4
Éditorial	E7	- immobilier	E4, E5
Êtes-vous observateur?	A22	- marchandises	E5
Feuilleton	E4	- emplois	E5, E6
Forum	C7	- automobile	E6-E8
Horoscope	A23	- affaires	D2
La Presse Affaires	E8	Politique	A15, A18
		Vacances-voyage	B6

MÉTÉO

Passages nuageux
Maximum 17 > minimum 8

6 21924 98765 1

Voir S16

Notre fort vous faire voyager, notre force votre fidélité.

CANADA 3000
VACANCES
a partir de
Puerto Vallarta **1 139 \$** Varadero **908 \$**
Puerto Plata **999 \$** Cayo Coco **898 \$**
Acapulco **898 \$** Cancun **1 159 \$**

ESPAGNE
COSTA DEL SOL
3 semaines
à partir de **1 399 \$** CAN
Promotion : 1 semaine
gratuite ou 3 jours/2 nuits
à Paris Taxes : 38 \$ CAN

Italie
15 jours
23 repas
à partir de **2 250 \$**
taxes inclus

En raison des contrôles sévères
le transport aérien n'a jamais été
aussi sécuritaire qu'aujourd'hui.
Voyagez en paix!!

multi-voyages
la Méga agence
(514) 858-0011 • 1 888 302-6221
jaibesoindevacances.com
Ouvert le dimanche jusqu'à 20 h

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



Aïe, Aïe, Aïe!

L'ail qui protège de toutes les douleurs, de tous les malheurs, l'ail qui conjure le mauvais sort. Demain dans le cahier Actuel, Ricardo Larrivée s'intéresse à l'ail, gage de mille bonheurs, et propose cinq recettes à base d'ail en plus d'une autre, un peu différente, du consommé à l'ail.

A lire demain dans le cahier ACTUEL

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Statistiques et résultats sportifs en direct cyberpresse.ca/sports

> Répondez aux lettres de lecteurs cyberpresse.ca/lecteurs

> 61 caméras pour suivre la circulation à Montréal cyberpresse.ca/circulation

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca , 7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

La Presse

	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h15 à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h30 à 17 h30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h00 à 17 h30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h30 à 21 h Vendredi: 8 h30 à 20 h30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	—	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5820	—	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



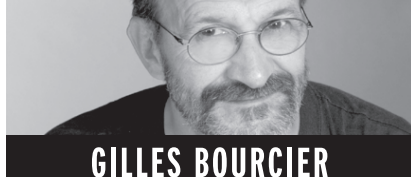
> Shankar

Interview avec le violoniste indien Shankar, demain dans le cahier Arts et Spectacles



> Rendez-vous

La directrice d'une banque de cerveaux demain dans le cahier Actuel



> Série Cart

Notre journaliste au Grand Prix Honda de Laguna Seca, ce week-end

LOTERIES

LA QUOTIDIENNE

> À trois chiffres : 1-0-3

> À quatre chiffres : 0-1-0-8

SUITES DE LA UNE

PSYCHOSE

Suite de la page A1

L'équipe de décontamination du Service de prévention des incendies de Montréal (SPIM) a été appelée sur les lieux. Les pompiers se sont vêtus de combinaisons de protection, deux couches plutôt qu'une, du bout des pieds jusqu'au bout des ongles. Armée de masques à oxygène et de bonbonnes, une petite équipe a pénétré l'immeuble évacué pour aller chercher la fameuse enveloppe.

Ce n'est qu'au bout de deux heures, et combien de spéculations plus tard, que les policiers sont finalement venus expliquer ce qui se passait.

De quoi avait l'air cette fameuse lettre suspecte? Une enveloppe brune? Un gros colis? Et que conte-

nait-elle? « C'est une enveloppe comme on en reçoit tous les jours, qui a été traitée de façon sérieuse étant donné le contexte que l'on vit actuellement », a commenté Michel Viau, chef aux opérations du SPIM, précisant qu'elle n'avait toujours pas été ouverte. Elle se trouverait actuellement dans un laboratoire policier, pour fin d'analyses.

« Comme l'enveloppe n'a pas été ouverte, nous croyons que, même s'il y avait eu de l'anthrax à l'intérieur, le risque que des personnes aient été exposées est pratiquement nul. Nous avons informé les gens et leur avons dit de ne pas s'inquiéter », a ajouté Paul Le Guerrier, médecin-conseil à la direction de la santé publique de Montréal-Cen-

tre. Seuls deux employés auraient manipulé l'enveloppe.

Alors quoi? Pourquoi tout cet énervement? « Chaque fois que nous croyons qu'il peut y avoir des risques, si minimes soient-ils, nous allons prendre les précautions qui s'imposent », a rétorqué André Du-rocher, commandant au Service de police de la CUM (SPCUM).

Il faut dire que l'Amérique entière vit dans un climat de psychose ces derniers jours, depuis la découverte de deux cas de maladie du charbon en Floride, dont un mortel. Les employés de Sun Media, où les deux cas ont été signalés, rapportent avoir reçus une lettre étrange, un courriel suspect. Hier, le métro de Washington a été ar-

rêté, un homme ayant aspergé le train d'un liquide inconnu, qui s'est avéré être du simple détergent. Même dans le métro de Montréal, tous les événements suspects sont traités avec le plus grand sérieux, tout étant vérifié deux fois plutôt qu'une.

Ce n'est pas la première fois au pays que l'on a affaire à un colis suspect pouvant contenir des bactéries de charbon. En février dernier, une enveloppe contenant une poudre bleuâtre a provoqué une véritable panique aux bureaux d'Immigration Canada à Ottawa. Verdict? Simple canular.

Cette fois, les choses sont différentes. Pour la première fois, le premier ministre Jean Chrétien a

admis que le pays pourrait être la cible d'un attentat terroriste. Aujourd'hui même, le ministre de la Santé Allan Rock doit annoncer la mise sur pied d'un plan pour aider les Canadiens à gérer le stress éprouvé par la menace terroriste.

Cette psychose est-elle normale? « Oui, parce que c'est la peur de l'inconnu », a commenté hier Michel Riberdy, ancien analyste du renseignement militaire aux Forces armées canadiennes. Est-elle justifiée? « Non, pas à l'heure actuelle. Logiquement, si un groupe de terroristes possédait des armes biologiques, il n'aurait pas hésité à les utiliser pour provoquer des pertes humaines massives. »

CIEL

Suite de la page A1

« Ils ont offert leurs plus profondes condoléances et leur sympathie aux familles de ces travailleurs humanitaires, et ont souligné que nous devions faire tout notre possible pour protéger la vie des civils innocents dans cette lutte », a-t-il dit.

Le secrétaire américain à Défense, Donald Rumsfeld, a affirmé ne pas être en mesure de confirmer que les bombardements soient responsables de la mort des quatre Afghans, qui se trouvaient dans un bâtiment situé à environ 300 mètres d'une tour de transmission.

« Nous n'avons pas d'information au sol pour vérifier cela, a-t-il dit. Néanmoins, nous regrettons ces pertes humaines. »

Les talibans ont pour leur part assuré que les frappes avaient fait un total de 35 victimes civiles depuis dimanche soir.

Pendant que les Américains se félicitaient du succès de la première

phase de l'opération Justice immuable, un porte-parole du réseau Al-Qaeda d'Oussama ben Laden appelait la jeunesse musulmane à la guerre sainte contre les États-Unis et leurs intérêts dans le monde entier.

Dans un enregistrement vidéo diffusé par la chaîne de télévision quatarie al-Jazira, Souleïman Bou Ghaïth a rendu hommage aux auteurs des attentats du 11 septembre qui ont fait plus de 5000 morts. Il a annoncé de nouveaux attentats suicide avec des avions détournés.

« Les Américains devraient savoir que la tempête des avions ne s'arrêtera pas, a-t-il dit. Car nous avons des jeunes gens qui aiment la mort autant que les Américains aiment la vie. » Et d'ajouter: « Cette bataille est une bataille décisive entre l'athéisme et la foi. »

Le porte-parole du réseau islamiste était apparu aux côtés de ben

Laden dans un autre enregistrement diffusé dimanche soir par la même chaîne arabe.

Les frappes américaines ont soulevé hier des manifestations violentes dans la ville de Kuchlak, au nord du Pakistan, où quatre personnes ont été abattues par la police, dont un adolescent de 13 ans.

Au Pentagone, les responsables de la Défense ont soutenu que les raids de dimanche et de lundi avaient endommagé ou détruit plus de 80 % des objectifs visés sur le territoire afghan.

« Nous avons frappé plusieurs camps d'entraînement terroristes. Nous avons endommagé la plupart des aérodromes... ainsi que leurs radars et canons de défense antiaérienne », a affirmé Rumsfeld, lors d'une conférence de presse.

« Avec le succès des raids précédents, nous pensons être en mesure de mener des bombardements 24

heures sur 24 si nous le souhaitons », a-t-il ajouté.

Rumsfeld a montré aux journalistes des photos satellites de cibles visées, comme le camp d'entraînement terroriste de Garmabak Ghar, près de Kandahar.

Au moment où le secrétaire à la Défense s'adressait aux journalistes à Washington, les forces américaines poursuivaient leurs frappes pour la troisième nuit consécutive contre des objectifs militaires des talibans et du réseau de ben Laden, tenu responsable des attentats contre le World Trade Center et le Pentagone.

Les attaques d'hier matin ont notamment visé la résidence du mollah Mohammed Omar, guide suprême des talibans, qui se trouve à Kandahar. Selon le Pentagone, il s'agissait d'une cible légitime dans la mesure où s'y trouvait du maté-

riel de « commande et de contrôle ».

Le dirigeant taliban, tout comme ben Laden, n'ont toutefois pas été touchés, a affirmé l'ambassadeur des talibans au Pakistan, Abdul Salam Zaeef.

Pendant la nuit, les frappes ont notamment atteint la ville d'Herat (Ouest), où se trouve une importante base aérienne, de même que Kaboul.

Les responsables du Pentagone ont reconnu qu'ils commençaient à manquer de cibles, l'Afghanistan étant un pays pauvre et dévasté par des guerres précédentes. Mais ils se sont refusés à évoquer la prochaine étape de leur guerre contre le terrorisme. Ils ont cependant encouragé les dissidents afghans à renverser les talibans au pouvoir à Kaboul.

CANADA

Suite de la page A1

« La nature même de la menace qui pèse sur nous fait qu'il nous faudra l'affronter non seulement à l'étranger, mais aussi chez nous », a déclaré le premier ministre dans son discours.

« Le massacre perpétré le 11 septembre a prouvé, hors de tout doute, qu'aucun pays n'est à l'abri de la menace terroriste. Et il a accru l'importance de prendre des mesures efficaces — ici comme à l'étranger, seuls comme de concert avec nos partenaires de la coalition — pour protéger nos citoyens », a-t-il ajouté.

M. Chrétien a précisé que les postes frontaliers demeurent en état d'alerte et que les mesures de sécurité touchant les voyageurs aériens ont été resserrées. Il a ajouté que le ministre de la Justice, Anne McLellan, déposera la semaine prochaine un projet de loi antiterroriste qui va donner au gouvernement de meilleurs outils « pour contrer les forces de la terreur et les contraindre à faire demi-tour ».

De son côté, le ministre des Finances, Paul Martin, a indiqué que le gouvernement avait gelé 150 000 dollars destinés à financer des activités terroristes d'Oussama ben Laden et ses associés.

Les propos du premier ministre tranchent avec ceux du ministre de la Défense, Art Eggleton, qui affirmait pas plus tard que lundi qu'aucune menace ne pesait sur le pays dans l'immédiat, bien que le Canada ait décidé d'envoyer plus de 2000 militaires, six navires de guerre, six avions et une composante de la Force opérationnelle interarmées II (FOI-II).

« Il n'y a aucune information qui

nous permet de croire qu'il existe quelque menace que ce soit qui pèse sur les Canadiens », déclarait le ministre Eggleton au moment de préciser la nature de la participation militaire du Canada.

Aux États-Unis, l'administration Bush a renforcé ses mesures de sécurité à l'échelle du pays, craignant des représailles à la suite des bombardements soutenus contre le régime des talibans qui abrite Oussama ben Laden, le suspect principal des attentats meurtriers de New York et Washington.

La semaine dernière, le premier ministre Chrétien avait ridiculisé le chef du Parti conservateur, Joe Clark, lorsqu'il lui avait demandé à la Chambre des communes de dire si son gouvernement croyait que des terroristes responsables des attentats du 11 septembre pourraient frapper de nouveau aux États-Unis ou même au Canada.

La réplique de M. Chrétien a été cinglante. « Le chef du cinquième parti vient de démontrer aux Canadiens qu'il manque sensiblement de sérieux en faisant des hypothèses de ce genre. Nous ne voulons pas que des terroristes viennent au Canada. »

Interrogé au sujet des déclarations d'hier de M. Chrétien, M. Clark s'est dit étonné de voir le premier ministre faire une telle admission à l'extérieur de la Chambre. Du même souffle, il a affirmé que M. Chrétien devra mettre tous les faits qui l'amènent à une telle conclusion sur la table, la semaine prochaine, aux Communes, lors du débat spécial sur la participation du Canada à l'effort de guerre.

« M. Chrétien doit nous donner

toute l'information qu'il a à sa disposition à ce sujet, qui ne compromettrait pas la sécurité du pays », a déclaré à La Presse M. Clark, qui réclame aussi du premier ministre qu'il informe quotidiennement tous les chefs de parti aux Communes sur les opérations en cours.

Dans son discours, qui faisait écho aux propos guerriers du premier ministre britannique Tony Blair la semaine dernière, M. Chrétien a prédit qu'Oussama ben Laden et ses acolytes terroristes auront un réveil brutal lorsque les forces de la coalition internationale dirigée par les États-Unis se mettront à leurs trousses.

« Les terroristes auront maintenant le réveil pénible. L'époque où ils pouvaient s'esquiver et se terrer est maintenant révolue. À l'instar des idéologies mortes et enterrées du passé, ils ont commis l'erreur fatale de sous-estimer la volonté et la détermination des peuples libres et civilisés », a affirmé M. Chrétien.

Il a à nouveau averti les Canadiens que la lutte sera longue et que des soldats canadiens pourraient perdre la vie dans le cadre des opérations visant à annihiler le terrorisme. Il s'est dit convaincu que la bataille qui s'engage changera le cours du 21^e siècle de la même manière que les deux guerres mondiales l'ont fait lors du dernier siècle.

« Mes amis, nous n'avons pas cherché ce conflit. Mais nous aurons le dernier mot », a déclaré M. Chrétien, obtenant du coup des applaudissements nourris des parlementaires des 19 pays membres de l'OTAN venus assister à la 47^e session annuelle de l'organisation.

MISS PROTOCOLE™
OR BLANC 18 CT. BRACELET
INTERCHANGEABLE

PIAGET

GENÈVE 1874

CHÂTEAU D'IVOIRE
Depuis 1978
2020 rue de la Montagne 845-4651

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Le réseau de ben Laden appelle à la guerre sainte

Al-Qaeda affirme que des milliers de musulmans sont prêts à mourir

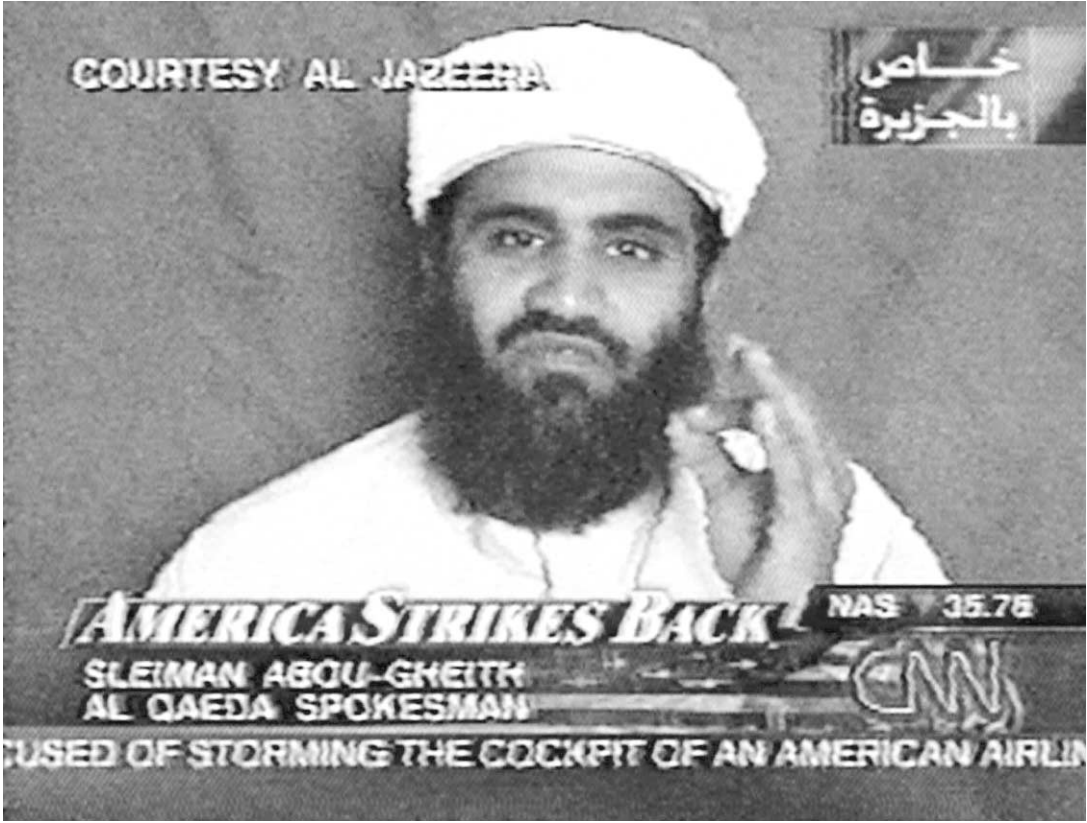
d'après AFP

DOHA – « Des milliers de jeunes de notre nation veulent autant mourir que les Américains veulent vivre ». C'est par des phrases-chocs comme celle-ci que le porte-parole d'Al-Qaeda, l'organisation d'Oussama ben Laden, a lancé hier un appel au jihad (guerre sainte) contre les États-Unis. Il s'adressait ainsi à « tous les musulmans, hommes et femmes, et principalement les jeunes, pour qu'ils assument leurs responsabilités et leur rappeler que le jihad est un devoir ».

Soulaiman Abou-Ghaïth, a parlé à la « nation islamique », au troisième jour des frappes américaines en Afghanistan, dans un message préenregistré diffusé par la chaîne satellitaire arabe al-Jazira, basée à Doha. Il s'exprimait en arabe d'un endroit non précisé en Afghanistan.

Il a qualifié de « croisade menée contre le peuple musulman d'Afghanistan et toute la nation islamique » les frappes américaines contre le régime islamiste des talibans, au pouvoir à Kaboul, qui accorde asile à Oussama ben Laden, désigné comme le commanditaire des attentats du 11 septembre aux États-unis, et à son organisation.

Par cette intervention ponctuée de versets du Coran sur les ondes d'al-Jazira, souvent présentée comme la « CNN arabe », seule télévision présente dans les territoires contrô-



Le porte-parole d'Al-Qaeda s'est adressé aux musulmans hier, sur les ondes d'al-Jazira, le «CNN arabe». « En s'attaquant à l'Afghanistan, les Américains ont ouvert une nouvelle porte qui ne se refermera pas », a-t-il assuré.

lés par les talibans, le porte-parole interpellait directement les populations du monde arabo-musulman, qui se sont peu mobilisées depuis le début des frappes dimanche.

Les 57 membres de l'Organisation de la

conférence islamique (OCI), qui ont presque tous condamné les attentats du 11 septembre comme « contraires à l'islam », mais observé une grande circonspection face aux frappes, doivent se retrouver aujourd'hui à Doha.

Cette réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères doit porter sur les attentats aux États-Unis, l'amalgame entre terrorisme et Islam, la question palestinienne et celle des réfugiés afghans.

Auparavant, le vice-ministre des Affaires étrangères des talibans, confrontés à l'écrasante supériorité militaire américaine, en avait appelé, également sur al-Jazira, à l'OCI, pour exhorter Washington et Londres au dialogue.

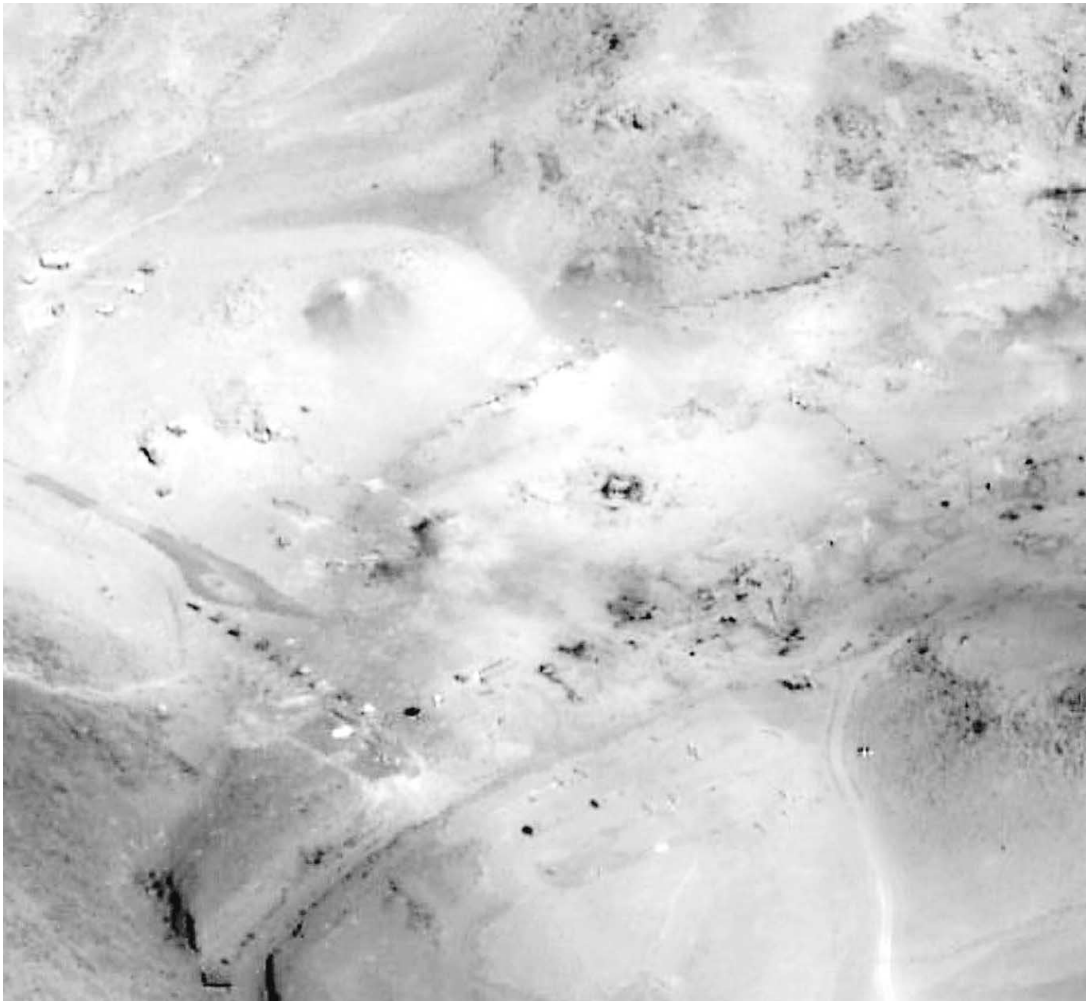
« Nous appelons la réunion ministérielle de l'OCI à demander au monde occidental, notamment la Grande-Bretagne et les États-Unis, de revenir à la raison, au dialogue et à la négociation », a déclaré Abderrahman Zahed, déplorant que « les pays islamiques restent les bras croisés alors que l'Afghanistan fait face à des attaques injustes ».

Le porte-parole d'Al-Qaeda a rendu hommage aux auteurs des attentats du 11 septembre, sans toutefois les revendiquer, et promis de nouvelles opérations similaires.

« Ces jeunes qui ont frappé l'Amérique en faisant exploser des avions à New York et à Washington ont bien agi en portant le combat au coeur des États-Unis et cette guerre y restera jusqu'à ce que l'Amérique cesse de soutenir les juifs (en Israël) et mette fin à l'embargo injuste contre le peuple irakien qui a coûté la vie à plus d'un million d'enfants », a-t-il affirmé.

« En s'attaquant à l'Afghanistan, les Américains ont ouvert une nouvelle porte qui ne se refermera pas », a assuré le porte-parole.

« Les intérêts américains sont dispersés partout dans le monde. Chaque musulman est tenu d'accomplir son devoir pour porter assistance à sa nation et à sa religion », a-t-il poursuivi, dans une injonction à porter la confrontation à l'échelle internationale.



Ces photos fournies par la Défense américaine présentent le camp d'entraînement terroriste Garmabak Ghar, dans le sud-est de l'Afghanistan avant et après les bombardements.

Les États-Unis ont détruit « des infrastructures importantes »

JEAN-MICHEL STOULLIG
Agence France-Presse

WASHINGTON — Après trois jours de raid sur l'Afghanistan, les États-Unis affirment avoir détruit « des infrastructures importantes pour l'entraînement des terroristes ».

C'est ainsi que le général Richard Myers, chef d'état-major interarmées, a désigné hier à Washington au cours d'une conférence de presse les camps atteints par l'artillerie américaine.

Le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a déclaré au cours de la même conférence de presse : « Nous avons frappé plusieurs camps d'entraînement terroristes. Nous avons endommagé la plupart des aérodromes — je crois tous sauf un — ainsi que leurs radars et canons de défense antiaérienne. » Et il a ajouté : « Avec le

succès des raids précédents, nous pensons être en mesure de mener des bombardements 24 heures sur 24 si nous le souhaitons. » « Le ciel est maintenant libre pour permettre aux avions américains de voler sans être harcelés, et les missions ont été un succès », a résumé pour sa part le président George W. Bush à l'issue d'entretiens avec le chancelier allemand Gerhard Schröder à la Maison-Blanche.

M. Rumsfeld a montré aux journalistes des photos satellites de cibles visées, comme le camp de Garmabak Ghar, près de Kandahar (Sud-Est) de l'organisation Al-Qaeda d'Oussama ben Laden, accusée d'avoir fomenté les attentats du 11 septembre.

Ces camps représentent des « infrastructures importantes pour l'entraînement terroriste », même s'ils avaient déjà été largement évacués, a estimé le général Richard

Myers, chef d'état-major interarmées, lors de la même conférence de presse.

Ces bombardements ont donné aux États-Unis la maîtrise du ciel afghan, a souligné le général américain. « Il y aura toujours des tirs de DCA et la possibilité de tirs de missiles sol-air portables », mais, a ajouté Richard Myers par allusion aux Stinger, « nous restons hors de leur portée ».

M. Rumsfeld a reconnu que l'Afghanistan pauvre et dévasté par des guerres précédentes « manquait de cibles ». Mais des objectifs se présentent en fonction des informations des services de renseignements, et ils seront frappés, selon lui.

Interrogé sur le recours éventuel à des forces terrestres, le ministre a dit ne pouvoir « rien exclure », tout en rappelant les différents aspects de la guerre antiterroriste (arresta-

tion de suspects, diplomatie, gel de fonds, renseignements).

Treize objectifs ont été touchés lundi, par de 5 à 8 bombardiers US venus de bases terrestres, de 10 à 15 avions de combats embarqués, ainsi qu'une quinzaine de missiles de croisière Tomahawk tirés de deux navires et d'un sous-marin, a précisé le général Myers.

Des concentrations de troupes — des centaines d'hommes — ont aussi été frappées, selon M. Rumsfeld.

Des attaques de jour ont visé hier la résidence à Kandahar du chef suprême des talibans, le mollah Mohammed Omar (qui est indemne), avait auparavant confirmé le Pentagone.

Le ministre de la Défense a aussi été interrogé sur ce qui pourrait être une bavure dans la campagne militaire : la mort de quatre civils d'une agence de déminage travaillant pour l'ONU à Kaboul lundi

soir.

« Nous n'avons pas d'informations indiquant que cela proviendrait de bombardements, a-t-il répondu. Nous regrettons les pertes humaines, mais dans tout conflit, il y aura des dommages non voulus », a-t-il dit.

Les responsables américains ont aussi indiqué que des rations humanitaires (37 500, autant que la veille) avaient été larguées lundi pour les réfugiés afghans.

Par ailleurs, Washington « encourage » les opposants — l'Alliance du Nord et d'autres groupes en Afghanistan et chez les talibans — à combattre le régime au pouvoir à Kaboul : « nous aimerions les voir réussir », a reconnu le ministre.

Il a cependant souligné à nouveau que Washington ne comptait pas décider qui prendrait le pouvoir, laissant ce choix « au peuple d'Afghanistan ».

Un journaliste français arrêté en Afghanistan sera accusé d'espionnage

Associated Press

ISLAMABAD — Les talibans ont arrêté hier dans l'est de l'Afghanistan un journaliste français de l'hebdomadaire *Paris Match* déguisé en femme voilée, qui était accompagné de deux Pakistanais, selon des proches des ressortissants pakistanais et selon l'agence Afghan Islamic Press (AIP), proche du régime de Kaboul.

Le ministre français de l'Intérieur n'était pas en mesure de confirmer l'identité du journaliste mais *Paris Match* estime qu'il s'agit très probablement de son grand reporter Michel Peyrard qui se trouvait dans le secteur depuis deux ou trois semaines. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères

François Rivasseau a confirmé que le Quai d'Orsay était « sans nouvelles du journaliste Michel Peyrard ».

« Je l'ai eu au téléphone hier (lundi) vers 23 h 00, il s'apprêtait à partir pour Jalalabad », a déclaré Patrick Jarnoux, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire. Michel Peyrard, né en 1957, était basé côté pakistanais à Peshawar. Il était déjà passé clandestinement en Afghanistan la semaine dernière.

L'agence AIP a déclaré, en citant des sources afghanes, que les trois hommes avaient été arrêtés à environ 35 km à l'est de Jalalabad, où ils ont ensuite été transférés afin d'être interrogés. Le Français devrait être poursuivi pour espionnage, précise l'agence

en citant les mêmes sources. Lorsqu'il a été démasqué, il avait un téléphone satellite, un magnétophone et d'autres « équipements utilisés pour l'espionnage », écrit la même agence.

La journaliste britannique Yvonne Ridley, libérée lundi après avoir aussi été arrêtée dans la région de Jalalabad avait pu bénéficier de son statut de journaliste qui avait été reconnu par le régime Kaboul. Mais en ce qui concerne le Français, celui-ci ne sera pas considéré comme un journaliste, ajoute l'AIP.

À Peshawar, des proches des deux Pakistanais arrêtés en même temps ont déclaré qu'ils étaient des journalistes originaires de la zone tribale frontalière avec l'Afghanistan.

Lorsqu'il a été arrêté, le journaliste français portait la burqa (ou tchadri), le voile traditionnel recouvrant les femmes de la tête aux pieds et dont les yeux sont cachés derrière une résille à larges mailles.

Instruction a été donnée à l'ambassade de France au Pakistan « de prendre contact avec toutes les autorités et interlocuteurs qualifiés et susceptibles de favoriser la libération saine et sauf de notre compatriote », a souligné hier soir le Quai d'Orsay dans un communiqué. Quelques heures auparavant, M. Rivasseau avait estimé qu'il ne pouvait « pas s'agir d'un officiel français militaire ou civil en mission officielle puisque nous n'en avons pas, à ma connaissance, dans cette zone ».

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Les militaires de Trenton en mission spéciale

MARTIN VALLIÈRES

TRENTON – Des principales bases aériennes de la Défense nationale canadienne, celle située à Trenton dans le sud de l'Ontario, entre Kingston et Toronto, sera la première impliquée dans le déploiement militaire du Canada près de l'Afghanistan.

La base de Trenton, qui regroupe 2500 militaires et 400 civils, est le principal aéroport de transport aérien des Forces armées canadiennes.

Au passage de *La Presse* hier, ça s'activait déjà depuis la décision du gouvernement canadien, lundi, de déployer près de l'Afghanistan au moins trois avions de transport Hercules C-130 et un Airbus militaire.

Le personnel civil et militaire à Trenton a l'habitude de pareils préparatifs, même si ce nouveau déploiement s'annonce le plus important depuis une décennie pour les forces armées canadiennes.

La base de Trenton et son principal occupant, le 8^e escadron aérien, sont responsables des liaisons aériennes entre le Canada et la dizaine de lieux de déploiement des troupes canadiennes dans le monde, ainsi que des bases éloignées comme Alert Bay, dans le Grand-Nord.



La base de Trenton, qui regroupe 2500 militaires et 400 civils, est le principal aéroport de transport aérien des Forces armées canadiennes.

La base de Trenton abrite aussi des équipes militaires spéciales comme le Groupe d'assistance d'urgence, qui avait été mis en disponibilité pour assister les équipes de secouristes à New York après les attentats. Enfin, la base est un endroit de formation de pilotes et de parachutistes.

Comme toutes les installations militaires canadiennes, la base de Trenton a été mise sous surveillance renforcée depuis les événe-

ments du 11 septembre aux États-Unis.

N'entre pas qui veut

Des blocs de béton et des guérites temporaires barrent les principales voies d'accès. Il faut présenter une pièce d'identité officielle avec photo, comme le permis de conduire, pour approcher le principal édifice administratif de la base.

Et une fois à l'intérieur, le mili-

taire chargé des relations publiques, M. Doucette, a dit poliment à *La Presse* hier, en anglais seulement, que « toutes les demandes d'informations doivent passer par Ottawa ».

N'empêche, de la route qui traverse la base, on pouvait voir hier trois Airbus affectés au transport de personnes et de fret qui étaient stationnés près des gros hangars. L'un de ces Airbus venait de se poser à Trenton quelques minutes plus tôt,

après avoir sillonné le ciel de la région en manoeuvres à basse altitude.

Sur la piste, un avion de transport Hercules au fuselage gonflé venait aussi de se poser. Impossible de savoir cependant si ses quatre membres d'équipage effectuaient des manoeuvres d'exercice ou revenaient d'une vraie de mission de transport.

Pour le moment, le rôle des trois Hercules et de leurs équipages qui seront déployés près de l'Afghanistan reste encore imprécis, de même que le moment de leur départ au cours des prochains jours. Ces avions, qui sont utilisés aussi par 53 autres armées du monde, peuvent servir au transport de troupes ou de matériel.

Les Hercules sont aussi très habiles pour le largage en rase-mottes de matériel militaire ou d'aide humanitaire par leur grande rampe, à l'arrière du fuselage. En vol à plus haute altitude, ces avions servent aussi au largage de parachutistes.

Par ailleurs, quelques chasseurs CF-18 et leurs équipages sont également stationnés ces jours-ci à la base de Trenton. Mais comme ceux beaucoup plus nombreux de la base de Bagotville, au Québec, il n'est pas prévu encore de déployer ces avions près de l'Afghanistan.

Hier, à Trenton, quatre CF-18 prêts à décoller, avec leur cockpit ouvert et branchés sur leur génératrice auxiliaire au sol, sous bonne garde armée, étaient bien visibles près d'un hangar et de la voie d'accès à la piste principale de la base.

Satisfaction, Fiabilité, Trophées

(Inutile d'en dire plus!)



De J.D. Power and Associates : Toyota Corolla 2001 : †
Gagnante du Prix J.D. Power and Associates 2000 et 2001
pour la Voiture compacte ayant la meilleure qualité initiale
aux États-Unis. Toyota Motor Manufacturing Canada
a remporté le prix d'Or 2001 pour la qualité d'usine
en Amérique du Nord.

COROLLA CE plus

De l'Association canadienne des automobilistes : Gagnante du
Trophée Pyramide de la CAA 2001 pour la satisfaction globale des
propriétaires de véhicules des années-modèles 1993 à 1997.

La Nouvelle Corolla 2002



- VVT-i • Véhicule à faibles émissions (LEV)
- Radio AM-FM avec lecteur de CD et montre intégrée
- Ancrages pour sièges de bébé
- Cotes de consommation - TRANSMISSION MANUELLE
– 7,3/5,3 L/100 km – 39/53 mi/gal. Ville/Route††
- Miroirs de pare-soleil pour conducteur et passager avant
- Pare-chocs de couleur assortie • Bloc central
- Verrous de protection pour enfants à l'arrière
- Banquette arrière divisée 60/40

en valeur*

En plus de toutes les caractéristiques de série offertes sur toutes les Corolla, la Corolla CE Plus comprend :

- Système d'accueil sans clé et verrous de portières assistées
- Enjoliveurs de roue complets • Climatiseur
- Volant inclinable • Pare-boue avant et arrière
- Moulures protectrices latérales



Louez pour **219\$*****
par mois pendant 48 mois

Ou obtenez un financement
au détail de **1,9%**** allant
jusqu'à 36 mois.

† La Toyota Corolla s'est classée en tête dans la catégorie des voitures compactes d'entrée lors de l'Étude 2000-01 de J.D. Power and Associates pour la qualité initiale[®]. L'usine de Cambridge en Ontario s'est classée en tête parmi toutes les usines nord-américaines qui fabriquent des véhicules pour le marché des E.-U., lors de l'Étude 2001 de J.D. Power and Associates pour la qualité initiale aux E.-U.[®]. L'Étude de 2001 s'est basée sur les réponses de 54 565 consommateurs indiquant des problèmes signalés par les propriétaires pendant les 90 premiers jours de possession. www.jdpower.com. Plans de location/financement de Toyota Crédit Canada Inc. Approbation du crédit requise. †† Cotes de consommation (ville/route) basées sur la Corolla CE Plus de l'année-modèle 2002 pour le moteur indiqué. *Montant de la contribution du fabricant pour les caractéristiques décrites. ** Exemple de financement : 20 000 \$ à 1,9 % par année équivaut à 572 \$ par mois pendant 36 mois. Frais d'emprunt de 592 \$ pour un total de 20 592 \$. Immatriculation, assurance et taxes en sus. *** La location est basée sur une location-bail de 48 mois et un taux de location de 6,9 % sur la Corolla CE Plus (modèle BR12EM-B avec boîte manuelle) et un acompte de 2 625 \$ ou échange équivalent. Premier paiement et dépôt de garantie de 275 \$ exigés au moment de la livraison. Coût total de la location de 13 150 \$ et prix de l'option d'achat de 8 201 \$ basés sur un maximum de 96 000 kilomètres. Des frais de 0,07 \$ s'appliquent pour chaque kilomètre supplémentaire. En fonction d'un PDSF de 17 085 \$. La location comprend un maximum de 995 \$ pour frais de transport et de préparation. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Offres valables sur tous les modèles Corolla CE Plus 2002 neufs, loués ou achetés avant le 31 octobre 2001. **** Certaines conditions s'appliquent. Le concessionnaire peut louer/vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire Toyota participant pour plus de détails. Pour plus de renseignements, composez le 1 888 TOYOTA-8 • visitez notre site web à www.toyota.ca



LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Le dilemme d'Arafat

JEAN-FRANÇOIS RÉGIN
envoyé spécial

LA PRESSE EN ISRAËL

BETHLÉEM, Cisjordanie – Ruba Abu Srou n'a rien d'une révolutionnaire, mais hier, comme des milliers d'autres étudiants des universités de Cisjordanie, elle a fait la grève en signe de protestation contre la violence de la police palestinienne qui a tué lundi trois manifestants aux abords de l'Université islamique de Gaza.

Contrairement aux manifestants qui ont fait la pluie et le beau temps à Gaza, saccageant deux postes de police et les bureaux de l'aviation civile, Ruba n'est pas du genre à se promener dans les rues en exhibant une photo d'Oussama ben Laden, ni à entonner des slogans à la gloire de l'ennemi numéro un des Américains.

Mais elle n'en est pas moins profondément choquée de voir l'Autorité palestinienne s'en prendre à son propre peuple, faisant ainsi le jeu des Israéliens.

« Ce qu'elle a fait est très grave, dit cette étudiante en première année à l'école de médecine dentaire de l'Université de Jérusalem, à l'est de la Ville sainte. Si nous voulons être un pays démocratique, il faut que les gens puissent exprimer publiquement ce qu'ils ressentent. »

S'exprimer, c'est ce qu'ont fait hier les étudiants des universités de Naplouse et de Bethléem, qui ont séché leurs cours pour organiser des sit-in, armés de pan-

cartes disant « Nous ne permettrons pas que des Palestiniens fassent couler le sang d'autres Palestiniens » et « Non aux arrestations politiques ». « Les étudiants étaient très en colère, a raconté Ruba, dans la résidence de sa famille, dans le camp d'Aida, près de Bethléem. Tout le monde criait et les insultes pleuvaient. »

La situation était différente à Gaza, où l'Université islamique et celle d'Al-Azhar ont été fermées jusqu'à la fin de la semaine par l'Autorité palestinienne, qui a aussi décrété la fermeture de toutes les écoles pour la journée d'hier.

Après le tumulte de la veille, qui a fait trois morts et plus de 200 blessés, le calme régnait dans les rues de Gaza, placées sous étroite surveillance policière. Mais les journalistes étrangers qui tentaient de pénétrer dans le territoire, dont le représentant de *La Presse*, n'ont pas pu constater la situation de visu. Après avoir fait le pied de grue pendant de longues heures dans le no man's land du point de passage d'Erez, ils ont dû rebrousser chemin vers Jérusalem, le bureau de Yasser Arafat leur ayant interdit l'accès à la bande de Gaza jusqu'à nouvel ordre.

« Le leadership regrette ces incidents douloureux et appelle toutes les forces nationales et islamiques à s'opposer avec vigueur aux éléments suspects qui tentent de déstabiliser notre fort sentiment d'unité nationale », ont par ailleurs indiqué les dirigeants de l'Autorité palestinienne, dans un communiqué annonçant la création d'une commission d'enquête sur les événements de lundi.

Le gouvernement israélien n'a pas manqué l'occasion de tourner le fer dans la plaie, le porte-parole du premier ministre Ariel Sharon félicitant les dirigeants palestiniens pour leur fermeté et exprimant le souhait qu'il ne s'agisse « que d'un commencement et que Yasser Arafat continuera dans cette voie ».

« Les pressions diplomatiques américaines et militaires israéliennes ont joué, mais apparemment Arafat s'est décidé enfin à agir car il a senti que c'est son pou-

voir que les islamistes mettaient en cause », a déclaré Raanan Gissin à l'AFP.

Position délicate

Yasser Arafat est dans une position délicate. Il ne veut pas répéter l'erreur d'il y a 10 ans, quand il avait appuyé Saddam Hussein lors de la guerre du Golfe et s'était retrouvé isolé, et il tente donc de montrer aux Américains que le peuple palestinien les appuie dans la guerre qu'ils livrent en Afghanistan à Oussama ben Laden et aux talibans.

Mais chez les trois millions d'habitants des villes et villages de Gaza et de Cisjordanie, le discours est fort différent, souvent radicalement antiaméricain, malgré les remarques de George Bush en faveur d'un État palestinien il y a une semaine. « Les Palestiniens éprouvent de la sympathie pour les Afghans, parce que les États-Unis sont un pays qui ne jure que par l'agression politique », dit Ahmed Ibrahim, un commerçant rencontré dans le camp d'Aida, où plus de 5000 réfugiés vivent dans des maisons de béton bâties à flanc de colline et séparées par des allées étroites jonchées de détritus.

Selon lui, Oussama ben Laden est en passe de devenir un symbole pour les Palestiniens qui ne digèrent pas l'indéflectible soutien américain à Israël. « Les photos de ben Laden qu'affichaient les manifestants de Gaza lundi, sont comme des photos de Fidel Castro ou de Che Guevara, des héros qui n'ont jamais hésité à défier les tout-puissants États-Unis », dit-il.

« Les Américains connaissent l'histoire de ce coin du monde, ils savent tout sur les morts qu'Ariel Sharon a sur la conscience, sur l'expansion des colonies juives et sur la sauvagerie des colons, et pourtant ils préfèrent ignorer ces faits. Ils n'ont jamais fait quelque effort pour défendre les droits humains des Palestiniens », estime pour sa part Salah Tamari, représentant du district de Bethléem au conseil législatif palestinien.

Dans les territoires, à peu près personne ne croit qu'Oussama ben Laden est responsable des atrocités commises le 11 septembre aux États-Unis. Les Palestiniens doutent qu'il dispose des ressources matérielles et logistiques requises pour mener à bien une opération d'une telle envergure. Ils préfèrent envisager d'autres scénarios, y compris des possibilités aussi farfelues qu'une action du Mossad, le service des renseignements israéliens.

Mais certains Palestiniens estiment que ben Laden, qui avait d'abord fait parler de lui pour son opposition à la présence militaire américaine sur la terre sacrée d'Arabie Saoudite, épouse bien tardivement la cause palestinienne. « Oussama ben Laden se réclame maintenant des Palestiniens comme Saddam Hussein quand celui-ci a envahi le Koweït en disant vouloir nous libérer », dit Christine Salman, psychologue et professeure de français à Bethléem. « On dirait que la cause palestinienne finit toujours par attirer tout le monde. »



Photo AP ©

Yasser Arafat se retrouve dans une position délicate. Il ne veut pas répéter l'erreur d'il y a 10 ans, quand il avait appuyé Saddam Hussein lors de la guerre du Golfe et s'était retrouvé isolé.

Détour

Vous voulez remodeler vos antécédents en sciences de la vie pour profiter des possibilités qu'offre le XXI^e siècle?

Vitesse - réorientation professionnelle Canada inc.^{MC} vous invite à manifester votre intérêt envers notre programme de réorientation professionnelle en technologie des bioprocédés. En partenariat avec Industrie Canada et le CNRC, nous travaillons à l'élaboration d'un programme de réorientation professionnelle qui permettra de répondre aux besoins urgents de l'industrie des bioprocédés.

UNE OCCASION.....

- L'industrie canadienne des biotechnologies génère présentement environ 1 milliard de dollars de ventes, 400 millions de dollars d'exportations et 10 000 postes (2 000 ne sont pas comblés).
- La biotechnologie est l'une des industries qui connaît la croissance la plus rapide au monde, une croissance 4 fois plus rapide que la moyenne de l'économie.
- Les bioprocédés englobent la recherche sur les cellules souches, les enzymes et la technologie de la fermentation & pharmaceutiques.

Vous pouvez être la solution à cette lacune en ressources humaines et en compétences que vit l'industrie des bioprocédés.

Vous pouvez nous manifester votre intérêt si vous :

- êtes prêt pour de nouvelles perspectives de carrière
- possédez un diplôme d'études collégiales ou d'études universitaires en sciences de la vie et en technologie ou génie
- aimez travailler au développement d'une technologie de pointe

Rendez-vous au site www.vitesse.ca pour nous manifester votre intérêt envers cette industrie.

(enseignement régulier, le jour)
LE 1^{er} NOVEMBRE 2001
est la date limite pour présenter
une demande d'admission pour la
SESSION «HIVER 2002»
dans l'un des cégeps suivants:

Abitibi-Témiscamingue
Ahuntsic
André-Laurendeau
de Bois-de-Boulogne
Drummondville
Édouard-Montpetit
Gérald-Godin
Granby Haute-Yamaska
John Abbott
de Lanaudière
- à l'Assomption
- à Joliette
- à Terrebonne
Lionel-Groulx
Maisonnette
Marie-Victorin
Montmorency

Outaouais
Rosemont
Saint-Hyacinthe
Saint-Jean-sur-Richelieu
Saint-Jérôme
Saint-Laurent
Shawinigan
Sherbrooke
Sorel-Tracy
Trois-Rivières
Valleyfield
Victoriaville
Vieux Montréal
Institut de technologie
agroalimentaire
Institut de tourisme
et d'hôtellerie du Québec

Pour obtenir les
formulaires, veuillez vous
adresser à l'un de ces
cégeps ou au:

SRAM

service régional d'admission
du Montréal métropolitain
C.P. 11028
Succursale Centre Ville
Montréal (Québec) H3C 4W9
Tél. : (514) 271-2454



LE DIMANCHE 4 NOVEMBRE 2001



Je vote!

ÉLECTION MUNICIPALE, NOUVELLE VILLE DE MONTRÉAL

Voter est simple !

- Présentez-vous le dimanche 4 novembre 2001, entre 9 h et 19 h, à l'adresse inscrite sur votre lettre de rappel, sans oublier d'apporter aussi une des trois pièces d'identité prévues par la loi soit : la carte d'assurance-maladie, le permis de conduire, le passeport canadien.
- Montrez votre pièce d'identité au scrutateur qui vous remettra une feuille de bulletins de vote, une chemise de confidentialité et un crayon marqueur.
- Dans l'isoloir, votez sur la feuille de bulletins de vote en noircissant l'intérieur du cercle à la droite du nom des candidats de votre choix.
- Placez ensuite la feuille de bulletins de vote dans la chemise de confidentialité.
- Dirigez-vous finalement vers l'appareil de compilation électronique. Placez la chemise de confidentialité vis-à-vis de la fente de l'appareil. Votre feuille de bulletins de vote s'introduira dans l'appareil et vos votes seront enregistrés.



À 19 heures, à la fermeture des bureaux de vote, les votes exprimés et les résultats de l'élection seront connus rapidement.

Visitez le site Internet www.transitionmontreal.org/election pour un complément d'information.

Renseignements :

Centre d'appels (514) 864-1065



Par ATS (Appareil de télécommunication pour personne sourde) (514) 864-9175

514 864-1065 • www.transitionmontreal.org/electionELECTION
MONTREAL
4 NOVEMBRE 2001

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

| MENACE TERRORISTE |

Ottawa aidera les Canadiens à faire face au stress

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le ministre de la Santé Allan Rock annonce aujourd'hui un plan destiné à aider les Canadiens à gérer le stress qu'ils éprouvent en raison de la menace terroriste qui pèse sur le pays et en raison de la participation du Canada à un conflit armé international.

M. Rock, qui doit d'abord rencontrer ce matin à Washington ses homologues américain et britannique pour coordonner la lutte contre le bioterrorisme, annoncera cet après-midi à Ottawa, dans le cadre de la Journée internationale de la santé mentale, la création d'une coalition des professionnels de la santé du pays qui verra à rassurer les Canadiens sur les diverses conditions de stress auxquelles ils font normalement face en temps de guerre. « Ils diront aux Canadiens, a affirmé à *La Presse* un responsable au bureau du ministre, qu'être stressé dans les circonstances qui existent actuellement, c'est normal. Ils suggéreront aux Canadiens, par l'entremise d'Internet, diverses manières de venir à bout de ce stress. Mais, diront-ils aussi, si vos pro-

blèmes persistent, n'hésitez pas à contacter un professionnel de la santé mentale. La campagne de sensibilisation insistera également pour dire aux Canadiens de mener une vie normale et de retourner au travail. »

La coalition de professionnels de la santé qui annoncera aujourd'hui cette nouvelle initiative, en compagnie du ministre de la Santé, est composée, entre autres personnes et groupes, de psychiatres, de médecins de famille, de l'Association médicale canadienne et de l'Association canadienne pour la santé mentale. Ce dernier organisme a d'ailleurs déjà affiché sur son site Internet (www.cmha.ca) quelques conseils à suivre en cas de souffrance émotionnelle excessive relative aux attentats du 11 septembre.

« Les attaques terroristes sont expressément conçues pour faire souffrir les victimes, tant en matière de blessures corporelles qu'en souffrance émotionnelle, peut-on lire sur ce site. En effet, un beaucoup plus grand nombre de personnes que celles qui ont été directement atteintes par ces attaques éprouvent actuellement un senti-

ment de détresse et de désespoir. D'extrêmes sentiments de peine, de colère, d'impuissance ou de crainte sont, face à de violents événements, des réactions normales. »

L'Association canadienne pour la santé recommande donc à ces personnes en détresse de faire face à leurs émotions sans toutefois les laisser les emporter. « Se tenir en contact avec sa famille, amis et collègues de travail peut nous aider à y faire front, conseille l'association. Ceux et celles qui ont fait face à des événements traumatisants par le passé et qui éprouvent des difficultés en ce moment, devraient peut-être consulter un professionnel de la santé mentale. »

Lutte contre le bioterrorisme

De plus, toujours pour rassurer les Canadiens, Allan Rock a affirmé hier que le gouvernement était en train de faire toutes les préparations nécessaires afin d'être prêt à réagir à toute attaque à l'arme biologique. La rencontre de ce matin à Washington avec les ministres de la santé des États-Unis et de la Grande-Bretagne a d'ailleurs été arrangée par les trois pays, selon un porte-parole gouvernemental, afin de justement parer au bioterrorisme.

M. Rock n'a cependant pas l'intention cet après-midi d'annoncer de nouvelles mesures en ce sens en dehors de celles déjà annoncées à ce jour. Hier, à la sortie de la réunion du Conseil des ministres, le ministre de la Santé a rappelé que son ministère avait pris toutes les dispositions nécessaires pour faire face à tout ce qui pouvait arriver.

« Nous avons un centre d'urgence à Santé Canada, a-t-il dit, qui se consacre à la préparation et aux réponses à donner dans une situation semblable. Les responsables ont travaillé avec les autorités locales et les provinces. Demain (NDLR : aujourd'hui), nous avons une réunion des responsables de la santé pour parler de l'état de notre préparation. Nous avons de plus un système de surveillance déployé dans tout le pays qui signalera toute anomalie le plus vite possible. Nous achetons et stockons des produits pharmaceutiques. Nous sommes prêts si le besoin se présente. Nous avons aussi accéléré la recherche pour mieux comprendre la nature de ces menaces biologiques et chimiques. Nous avons distribué une liste dans tout le pays aux autorités locales en matière de santé afin qu'elles puissent identi-

fier les agents biologiques qu'elles doivent surveiller. Mais les Canadiens ne doivent pas vivre dans la peur. Si quelque chose se produit, Santé Canada, en collaboration avec les provinces, est prêt à réagir. »

Par ailleurs, le ministre Rock a voulu aussi rassurer les Canadiens sur la présence en Floride de la bactérie de la maladie du charbon qui a causé la mort d'une personne. « Nous sommes en communication étroite avec les autorités américaines en ce qui concerne le charbon, a-t-il précisé, avec le Centre pour le contrôle des maladies et nous surveillons la situation au jour le jour. Je veux rassurer les Canadiens et leur dire que le plus grand mal auquel nous faisons face en ce moment est celui de la peur. Il n'y a pas de raisons pour les Canadiens de voir autre chose dans cela qu'une menace éloignée. »

Le ministre Rock a assuré que Santé Canada était prêt à réagir à toute attaque à la bactérie du charbon, que les médicaments étaient stockés et prêts à être utilisés et que les informations sur les cas signalés en Floride sont actuellement partagées entre les autorités américaines et canadiennes.

C'EST ENCORE MIEUX QUAND C'EST MEILLEUR!

L'ÉVÉNEMENT « LE MEILLEUR DE NISSAN »

219\$

/mois*

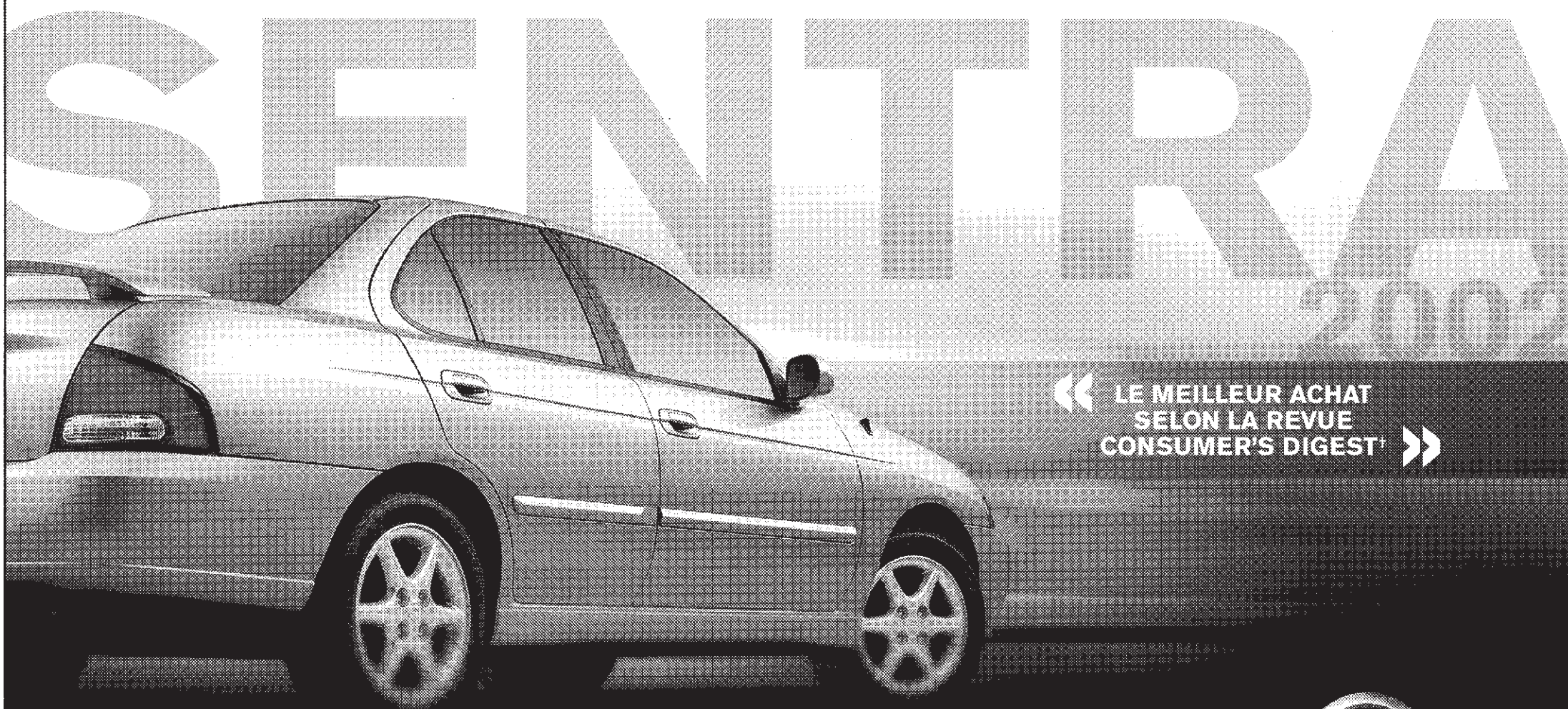
**Acompte
seulement 695\$**
0\$ dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus!

LE MIEUX C'EST D'EN PROFITER!

• Radio AM/FM stéréo 100 watts avec lecteur CD • Climatiseur • Siège du conducteur à 8 réglages • **Moteur 1,8 L de 126 chevaux** • Pneus toutes saisons 14 po • Assistance routière 24 h • Coussins gonflables • Dossier arrière rabattable 60/40

Acompte	Mensualité
0 \$	239 \$
695 \$	219 \$
1 195 \$	209 \$
1 595 \$	199 \$

2,8%

financement
à l'achat!**

« LE MEILLEUR ACHAT
SELON LA REVUE
CONSUMER'S DIGEST »


TOUJOURS PLUS LOIN.

*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2002 « Option Plus » (C41G52 BK00). Acompte ou échange équivalent de 695\$. Limite de 19 500 km par année avec 0,10\$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 2,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. †Le meilleur achat en 2001 et 1998 selon la revue *Consumer's Digest*. Le sceau Meilleur achat est une marque enregistrée de *Consumer's Digest* et est exploité sous licence. TOUJOURS PLUS LOIN et le logo NISSAN sont des marques de commerce de Nissan.

www.nissanmontreal.com www.nissancanada.com 1 800 387-0122

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

La Fiducie Al-Rasheed: caisse noire du terrorisme?



GILLES PAQUIN

envoyé spécial

LA PRESSE AU PAKISTAN

ISLAMABAD — Les pieds nus posés sur un coussin sous son grand pupitre laqué, Muhammad Arshad tourne lentement les pages d'un album de photos illustrant les oeuvres de bienfaisance subventionnées par la Fiducie Al-Rasheed.

« Vous voyez, nous aidons les pauvres au Pakistan, en Afghanistan, en Tchétchénie et ailleurs dans le monde. Nous avons été sidérés quand Washington nous a inscrits sur la liste noire des organismes finançant le terrorisme », dit M. Arshad.

La Fiducie Al-Rasheed a pignon sur rue au coeur de la capitale du Pakistan, à deux pas du siège du gouvernement, dans un modeste bureau situé au-dessus d'un petit restaurant d'où montent des odeurs de friture.

L'organisation est devenue mondialement connue en septembre dernier, quand le président américain George W. Bush a cité son nom, en même temps que celui d'Oussama ben Laden, parmi ceux de 27 individus et organismes accusés de financer et de soutenir le terrorisme.

« L'effet a été immédiat, nos comptes bancaires ont été gelés par la banque Habib, une institution du gouvernement pakistanais, et toutes nos activités paralysées », souligne M. Arshad, directeur du bureau d'Islamabad.

Aucune explication supplémentaire n'a depuis été fournie par Washington ou Islamabad. La banque a dit aux administrateurs de la Fiducie qu'elle avait été contrainte de suivre la consigne de Washington pour éviter le gel de ses propres avoirs en territoire amé-

ricain. Après de multiples démarches auprès des fonctionnaires pakistanais, la Fiducie a finalement obtenu l'assurance que le gouvernement du Pakistan allait prier Washington de lui fournir les motifs de son geste.

« On nous a dit que la lettre avait été expédiée il y a trois ou quatre jours, mais cela risque d'être long. En attendant tous ceux qui comptaient sur nous pour manger, recevoir des soins ou des services essentiels vont souffrir », dit M. Arshad.

La Fiducie affirme venir en aide aux démunis et aux malades sans ressources dans les pays musulmans, des personnes qui sont trop souvent négligées par les grandes organisations internationales, écrit-elle dans sa publicité.

À titre d'exemples des oeuvres soutenues par la Fiducie, M. Arshad cite la centaine de boulangeries de Kaboul qui donnent quotidiennement du pain à 300 000 personnes sans ressources, les puits creusés au Baloutchistan pour fournir de l'eau aux camps de réfugiés, les vivres et les médicaments distribués en Tchétchénie et au Cachemire et plusieurs autres tout aussi utiles.

« Jamais d'argent, nous ne donnons jamais d'argent à ceux à qui nous venons en aide. Nous leur fournissons des services temporaires et des moyens de subsistance pour qu'ils deviennent autonomes », dit-il.

Parmi ces moyens il y a, bien sûr, des écoles pour les petits des camps de réfugiés ou de Kaboul, des mosquées « pour que les gens puissent prier » ou des machines à coudre pour les femmes, ajoute M. Arshad.

Selon des documents obtenus par *La Presse*, la Fiducie construit surtout des écoles coraniques (madrassas) comme celle dirigée par son fondateur, le mufti Rasheed Ahmad Sahib, à Karachi. Une institution dont l'interprétation intégriste de l'islam est comparable à celle des talibans.

La pensée des talibans est d'ailleurs évoquée dans la documentation de la Fiducie lorsqu'elle fait appel à ses bienfaiteurs au

nom des veuves et orphelins de Kaboul.

Qui répond à ses appels ? « Tous ceux qui ont plus d'argent qu'il leur en faut pour vivre, répond M. Arshad. Exclusivement des individus, les dons viennent de partout dans le monde et je ne peux pas vous donner des chiffres précis, mais ce sont habituellement des contributions modestes », dit-il.

« Le gouvernement du Pakistan nous aide en nous facilitant les choses lors du passage de nos camions aux frontières ou en nous exemptant des taxes, mais rien de plus », précise-t-il.

Selon lui, l'inscription du nom d'Al-Rasheed sur la liste noire de Washington est une erreur ou un coup bas de certaines personnes qui voulaient nuire à l'organisation ou à George Bush en lui faisant dire des faussetés.

« Je pense que les gens du Programme alimentaire mondial n'étaient pas contents quand nous avons ouvert des boulangeries à

Kaboul. Les talibans menaçaient de fermer celles du PAM si des femmes continuaient d'y travailler avec des hommes », dit-il.

« Al-Rasheed a donc ouvert ses boulangeries avec un personnel exclusivement masculin, au grand déplaisir du PAM, soutient-il. Les femmes n'ont pas besoin d'y travailler puisque nous leur donnons le pain et qu'elles peuvent ainsi rester à la maison à vaquer à leurs affaires. »

Les états financiers d'Al-Rasheed ne sont pas du domaine public, mais ils sont vérifiés par un comptable agréé et transmis au gouvernement, dit M. Arshad.

Selon une source proche du groupe, l'organisme prétend qu'il a dépensé un peu plus de deux millions de dollars pour réaliser ses différents programmes d'aide l'an dernier. Un chiffre qui semble bien modeste considérant l'étendue de ses activités.

Vente LACIE

electron19blueIII

Le seul moniteur 19" spécialement conçu pour les professionnels du graphisme. Cadre d'écran et visière bleus, de conception inédite, pour garantir les conditions d'éclairage les plus stables possibles. Résolution maximale de 1600 x 1200 à 75 Hz.

699⁹⁹ \$*

705215D



electron22blue

Résolution maximale impressionnante: 2048x1536 @80Hz, 3 ans de garantie

1569⁹⁹ \$*

705216D



Disque dur externe FireWire 60Go

7200 rpm / ATA100 / 2Mo de cache interne. 1 an de garantie

459⁹⁹ \$*

300151



FireWire® externe CD-RW

Écriture 16x / réécriture 10x / lecture 40x. Logiciel d'enregistrement simple d'emploi et convivial. 1 an de garantie

349⁹⁹ \$*

300143

LACIE

B.Mac

Le supermagasin Apple

Spécialiste Apple
Centre de service autoriséCentre-ville : 463, rue Sainte-Catherine ouest, 2^e étage • (514) 842-2571

Montréal : 5580, rue Paré • (514) 738-9955 Laval : 2600c, boul. Daniel-Johnson • (450) 688-4966

* Plus taxes. La vente se termine le 31 octobre 2001. B.Mac se réserve le droit de limiter les quantités. Apple et le logo Apple, sont des marques déposées de Apple Computer Inc.

LE CONVOI
DES PRODUITS

2002

EST ARRIVÉ

ARRIVAGE MASSIF DE GM 2002

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

George W. Bush pratique la culture du secret

Les parlementaires américains n'auront plus accès aux renseignements confidentiels

ALEXANDRE SIROS
envoyé spécial

LA PRESSE À WASHINGTON

TROIS JOURS après le début des bombardements en Afghanistan, George W. Bush ne fait déjà plus confiance aux membres du Congrès américain. C'est en quelque sorte le message qu'a livré le président en confirmant hier que la plupart des parlementaires n'auront plus accès aux informations jugées ultrasecrètes.

M. Bush a soulevé toute une controverse en rédigeant une note de service selon laquelle moins d'une dizaine de membres du Congrès, qui comprend 535 sénateurs et membres de la Chambre des représentants, seront dorénavant mis au courant des informations les plus confidentielles. Washington souhaite ainsi limiter les fuites.

Le président a dû hier faire face aux questions des médias à ce sujet, mais il a également été dénoncé par plusieurs parlementaires, qui l'accusent d'aller trop loin. Au sortir d'une rencontre avec le chancelier allemand Gerhard Schröder, M. Bush a expliqué que les membres de son cabinet continueront à divulguer certains renseignements aux parlementaires. « Mais je veux le dire haut et fort pour que le Congrès l'entende : transmettre de l'information ultrasecrète lorsque nous

avons des troupes en situation de risque est un comportement inacceptable », a-t-il lancé.

« Nous traversons une période extraordinaire, a ajouté M. Bush. Par conséquent, je pensais qu'il était important d'envoyer un signal clair au Congrès, à savoir que l'information ultrasecrète doit être jalousement préservée. » Seuls les quatre plus importants dirigeants du Sénat et de la Chambre des représentants, ainsi que certains membres de commissions sur le renseignement, seront mis au courant « des nouveaux faits importants pour ce qui est de nos opérations militaires, de renseignement et de sécurité », indique le mémo de l'administration Bush.

Il a été impossible de savoir avec précision ce qui a provoqué cet important revirement, mais il s'agirait vraisemblablement de la publication de renseignements dans les médias après qu'ils eurent été divulgués aux membres du Congrès lors d'une séance d'information la semaine dernière. Un article du *Washington Post* — rapportant qu'une source des services américains de renseignement estimait que les chances de représailles terroristes étaient de 100 % à la suite de la riposte américaine — pourrait être la goutte d'eau ayant fait déborder le vase.

Le président rencontrera les leaders du Congrès demain pour discuter des modifications annoncées, mais il a fait savoir hier qu'il leur en a déjà parlé. « Lorsque l'information ultrasecrète a été rendue publique, je leur ai téléphoné et je leur ai dit : ça ne peut pas durer », a-t-il raconté hier.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer, n'a pas voulu admettre qu'un incident spécifique a été à l'origine de la déci-

sion du président. Interrogé à plusieurs reprises au cours de la demi-heure quotidienne qu'il accorde aux médias, il s'est contenté de dire qu'il s'agissait de « préoccupations globales ». « C'est le reflet du fait que notre nation est maintenant en guerre et que les règles ont changé », a-t-il dit.

M. Fleischer a aussi tenté de diminuer la portée de ce changement de cap. « Je vous rappelle que même en temps de paix, ce ne sont pas tous les membres du Congrès qui ont accès à toutes les parties des informations ultrasecrètes », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, le gouvernement Bush a créé deux nouveaux postes afin d'accroître les mesures de protection contre le terrorisme.

Le nouveau directeur du Bureau de la sécurité intérieure, Tom Ridge, a annoncé hier que le général à la retraite Wayne Downing est promu au poste de directeur national de la lutte contre le terrorisme. L'ex-responsable du contre-terrorisme a pour sa part été nommé conseiller spécial du président en matière de sécurité du cyberspace.

Quant au chancelier Gerhard Schröder, qui n'a effectué qu'un passage éclair à Washington, il a néanmoins pris le temps de faire connaître son appui à la lutte contre le terrorisme. Il a précisé qu'il n'était pas exclu que l'Allemagne contribue aux opérations militaires en cours, mais n'est pas allé plus loin dans ses révélations.

RAIDS AÉRIENS

Des dizaines de personnes tuées...
... selon un ambassadeur taliban

Associated Press

ISLAMABAD — L'ambassadeur taliban au Pakistan, Abdul Salam Zaef, a annoncé hier que des « dizaines de personnes » avaient été tuées par les différents raids aériens perpétrés sur l'Afghanistan depuis dimanche soir.

Accusant Washington de « terrorisme manifeste » contre l'Islam, le représentant du régime fondamentaliste de Kaboul a assuré que le chef suprême des talibans, le mollah Mohammed Omar, était sorti sain et sauf de ces attaques.

L'ambassadeur n'a pas fourni de chiffres sur les civils qui auraient trouvé la mort lors des bombardements sur Kaboul, Kandahar, Jalalabad, Herat, Mazar-e-Sharif et Kunduz.

« Dans ce jeu sans règles, Washington cherche d'abord à renverser le gouvernement islamique d'Afghanistan et, par voie de conséquence, tout musulman engagé, au nom du terrorisme », a-t-il observé devant la presse à Islamabad.

Pour Abdul Salam Zaef, les États-Unis procèdent à des bombardements au lieu de négocier avec les talibans le sort d'Oussama ben Laden, suspect numéro un des attentats antiaméricains.

« Nous demandons à l'Amérique de produire une preuve solide plutôt que des allégations, mais l'Amérique envoie à la place des avions de guerre, des bombes et des missiles de croisière », a ajouté l'ambassadeur taliban.

Il a encore précisé que le mollah Omar n'avait pas été affecté par les derniers raids aériens sur Kandahar, le fief taliban dans le sud de l'Afghanistan. « Je lui ai parlé il y a seulement un quart d'heure », a-t-il dit. Un conseiller du chef suprême des talibans avait expliqué que ce dernier n'avait quitté son bureau dimanche que 15 minutes avant le début des frappes américano-britanniques.

FLOWING LINES[®]
par
KAUFMANN de SUISSE

Superbe bague
Flowing Lines
avec diamant oval
de 4,03 carats.

KAUFMANN de SUISSE
BIJOUX ET MONTRES - DEPUIS 1954
2195, RUE CRESCENT, MONTRÉAL
(514) 848-0595
À PALM BEACH, FL. 210 WORTH AVE.
www.kaufmannsdesuisse.com

FABRICVILLE Gigantesque CONCOURS 15.000\$ en prix poursuit... COUREZ LA CHANCE DE GAGNER!

RAYON AU COMPLET RÉDUIT jusqu'à 50% de rabais

MOLLETON ARCTIQUE "type polaire" à partir de 6⁹⁹ m^e • Imprimé • Uni • Anti-Boulochage Cour. jusqu'à 32,99 m

Nouvelles collections d'automne aspects **SUÈDE** aspects **CUIR** TISSUS à **COSTUME** larges - Plaids - Tartans - Styles Burberry Cour. jusqu'à 19,99 m

50% de rabais Nouvelle Collection 2001 Imprimés à Draperie Cour. jusqu'à 19,99 m

TISSUS À COSTUME d'Halloween - DOUBLURES - TRICOTS - TISSUS LOURDS Cour. jusqu'à 7,99 m

COTON imprimés pour Noël à partir de 2⁴⁹ m^e Cour. jusqu'à 16,99 m

LIQUIDATION Tant qu'il en reste des **TABLES** et des **TABLES** 3⁹⁹ m^e et 5⁹⁹ m^e Cour. jusqu'à 14,99 m

TISSUS À DRAPERIE Cour. jusqu'à 14,99 m

ENSEMBLES de TRINGLES DÉCORATIFS en METAL 40% de rabais Cour. jusqu'à 69,99 l'ens.

Service de Décoration à Domicile GRATUIT (514) 388-6600

decorville **BON D'ACHAT VALABLE** 50\$ DE RABAIS Valable sur le tissu et la confection pour toute commande de 500\$ et plus, de draperies ou literie faites sur mesure. Valable pour les commandes Service à Domicile seulement. Ce rabais n'est pas applicable aux frais d'installation ni aux achats de stores. Un bon d'achat par commande. Ne peut être jumelé avec aucun autre bon d'achat, ni offre spéciale. (Coupon valide jusqu'au sam. 20 oct.)

Le symbole "Moins cher pour membres" indique les prix membres Elite. Escomptes non-membres aussi disponibles. Les spéciaux de draperies non-valables pour les commandes à domicile

FABRICVILLE Le plus grand distributeur de tissus et tentures avec 170 magasins à travers le Canada

OUVERT DIMANCHE jusqu'à 17 h

En raison du manque d'espace, tous les articles ne sont pas disponibles dans tous les magasins. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

2995292

PLACE VERSAILLES - 7275, rue Sherbrooke Est (514) 493-6666
CENTRE-VILLE - 354, rue Ste-Catherine Ouest (514) 866-1821
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE - 6444, avenue Somerset (514) 483-2685
DORVAL - 2050, boul. St-Régis (514) 683-4550
MONTRÉAL - 1178, rue Beaumont (514) 737-4755
LASALLE - 8469, boul. Newman (514) 365-8045
CHOMÉDEY - LAVAL
Galerie Laval - 1545, boul. Le Corbusier (450) 978-1313
CENTRE GREENFIELD PARK - 3514, boul. Taschereau (450) 672-6884
CENTRE RÉGIONAL CHATEAUGUAY - 200, boul. d'Argy (450) 669-6112
GALERIES ST-LAURENT - 1993, boul. Marcel-Laurin (514) 334-0910

decorville **SERVICE @ DOMICILE GRATUIT 388-6600**

MASSIVE **GM** 2002

PREMIER PAIEMENT GRATUIT*
PAS DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
PAS DE FRAIS DE LIVRAISON
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

TAUX D'INTÉRÊT À PARTIR DE 0,5% INCROYABLE!

JUSQU'À 8000\$ DE RABAIS[†] SUR NOS DERNIERS VÉHICULES 2001

CONCESSIONNAIRES PARTICIPANTS :

* Offres valides sur les modèles Cavalier, Sunfire, Alero et Grand Am 2002 en inventaire. Voir détails et conditions sur place.

† Pour achat au comptant, voir détails et conditions sur place.

LE RELAIS CHEVROLET OLDSMOBILE, Ltée
9411, avenue Papineau, Montréal (514) 384-6380

ROYAL CHEVROLET OLDSMOBILE Inc.
8000, boul. Newman, LaSalle (514) 595-5666

RIVE-SUD :

ACTUEL PONTIAC BUICK CADILLAC Inc.
5959, boul. Cousineau, St-Hubert (450) 443-5959

LES AUTOMOBILES CANDIAC Inc.
30, Route 132, Delson (450) 632-2220

GRAVEL CHEVROLET OLDSMOBILE Ltée
5900, boul. Marie-Victorin, Brossard (450) 466-2233

RIVE-SUD PONTIAC BUICK GMC Inc.
395, rue St-Charles Ouest, Longueuil (450) 670-1440

VISION CHEVROLET OLDSMOBILE Ltée
150, boul. Taschereau, Laprairie (450) 659-5471

LAVAL :

BOURASSA PONTIAC BUICK Ltée
1601, boul. St-Martin Est, Laval (450) 382-2122

CONTACT PONTIAC BUICK Inc.
3670, autoroute Laval Ouest, Laval (450) 682-3670

LEFEBVRE CHEVROLET OLDSMOBILE Inc.
3710, autoroute Laval Ouest, Laval (450) 687-3123

2990774A 2990789

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Les talibans en garde à vue... virtuelle

ANDRÉ DUCHESNE

« Hôte introuvable ». C'est ce qu'annoncera votre ordinateur si vous furetez sur Internet à la recherche du site www.taliban.com.

Pas vraiment une surprise en ces semaines de turbulences. Les talibans sont en garde à vue, voire en voie d'annihilation virtuelle.

Sauf qu'ils sont quand même présents sur la Grande Toile par le biais d'un autre site (<http://stcom.net/afghanistan>), coiffé de l'en-tête « Émirat islamique d'Afghanistan » et disponible autant en anglais qu'en français.

« Certains nous ont accusés de faire l'apologie du Jihad et de la Shari'a et autres alors que nous ne faisons qu'un travail de traduction d'articles déjà présents ailleurs sur le Web uniquement afin de les mettre à la disposition des lectures (sic) francophones », peut-on lire en introduction à ce site sur lequel on retrouve, effectivement plusieurs textes faisant l'apologie du

régime taliban. Les gestionnaires affirment le faire au nom de la liberté d'expression, de pensée et d'information.

Reste que plusieurs des textes retrouvés sur ce site ne sont guère tendres à l'endroit des Occidentaux et des Américains. On écrit par exemple que « l'hostilité envers l'Islam circule dans le sang de chaque Américain ».

Quant à livrer Oussama ben Laden aux Américains, il n'en est pas question, entre autres parce que, affirme-t-on, « dans la shari'ah islamique, il est interdit à un musulman de remettre un autre musulman aux kafir (mécréants) quelle que soit la raison et quelles que soient les circonstances ».

Un peu plus loin, on en remet : « Quelle sorte de nation a-t-elle qualifié Oussama ben Laden de terroriste et de criminel pour avoir prétendument causé le décès de quelques douzaines (c'était avant le 11 septembre) d'Américains ? Est-ce la même nation qui fut la seule dans l'histoire à utiliser l'arme atomique dans la colère ? (...) Est-ce la même nation raciste qui, il n'y a pas si longtemps, a opprimé les

personnes noires pendant des décennies, de sorte qu'il y avait des sections « Blancs seulement » et « Noirs seulement » dans les bus publics ? (...) Est-ce la même nation qui a bâti et supporte un État terroriste, du nom d'Israël... »

En fait, il y en a un peu pour tout le monde sur ce site, incluant un proche voisin du nom d'Husseïn. « Les dirigeants des talibans ne sont pas des tyrans comme Saddam Hussain (sic), qui continue à apprécier les costumes des couturiers parisiens tandis que son peuple meurt suite aux sanctions. »

D'autres sites musulmans tiennent des discours nuancés, inquiets, quant aux résultats des actuelles ripostes américaines en territoire afghan.

C'est le cas du site du Conseil de coordination du Front islamique du Salut (www.ccfis.org), mouvement qui a amorcé la lutte armée contre le gouvernement algérien à la suite de l'annulation des élections de janvier 1992. Les attaques constituent « une escalade dangereuse qui risque de transformer la riposte américaine en une agression inacceptable contre le peuple

afghan ». Le FIS, qui avait condamné les attaques contre des cibles américaines le 11 septembre, demande l'arrêt immédiat des frappes contre l'Afghanistan.

Sur son site officiel (www.hezbe-islami.org), l'organisation Hezbe-islami Afghanistan, faction fondamentaliste menée par l'ancien premier ministre Gulbuddin Hekmatyar, publie une lettre signée par ce dernier et adressée au secrétaire général des Nations unies Kofi Annan afin de le sensibiliser aux dangers des ripostes actuelles.

« Les États-Unis, dans leurs ripostes, n'ont pas le droit d'attaquer notre pays et sacrifier d'innocentes personnes. Si les États-Unis veulent prendre leur revanche sur les auteurs des attentats de New York et de Washington, ils doivent le faire en dehors de nos frontières », lit-on dans cette missive. Le signataire ajoute que les Américains ont été incapables d'apporter des preuves quant à la culpabilité de Ben Laden dans cette histoire.

Chassé virtuellement

Plusieurs autres sites gérés par des organisations afghanes ou mu-

sulmanes depuis le territoire américain condamnent les agressions du 11 septembre et rapportent les dernières nouvelles en diffusant des communiqués d'agences de presse.

L'un d'eux, Afghanistan Online (www.afghan-web.com) indique dans sa page titre qu'il condamne le terrorisme sous toutes ses formes. Toujours sur cette page, on affirme avec conviction, sous une carte du pays : *The Friendliest Country in the World, Possibly the Universe.* »

En marge de ces sites, on retrouve une autre catégorie de liens consacrés à Oussama ben Laden : les jeux multimédias où le terroriste le plus recherché de la planète est chassé virtuellement par des internautes en mal de le détruire.

Plusieurs de ces jeux sont regroupés à l'adresse www.newgrounds.com/collections/osama.html. On y retrouve des titres tels « Mission : kill Ben Laden », « Osama Bin Hiden », « Smash Osama », « Star wars : Osama attacks », « Torture Osama », « Mr T vs Bin Laden » ou « Bomb Saddam's family ».



*La soirée
Les copines
d'abord*

**Les copines se font
dorloter de la
tête aux pieds.**

Le mercredi 17 octobre, de 18 h à 21 h. À quand remonte la dernière fois où vous vous êtes amusée avec vos copines et laissée dorloter? On entend ici maquillage, manucure, pédicure, soins du visage, tout le tralala, quoi! Que diriez-vous si vous pouviez en plus profiter d'une virée de magasinage, ainsi que de petites gâteries comme des rafraîchissements, des bouchées amusantes, de la musique sensass et des cadeaux spéciaux?

Cet événement extraordinaire ne dure qu'une soirée seulement, alors communiquez au (514) 842-5111, poste 348, pour réserver votre place dès maintenant.

Le billet, au coût de 20 \$ est applicable à tout achat de produits de beauté, d'une valeur de 75 \$ et plus, effectué lors de cet événement.* Holt Renfrew versera 2 % du total de ses ventes de produits de beauté réalisées au cours de la soirée Les copines d'abord, le 17 octobre prochain, à la campagne américaine en faveur de la Croix-Rouge.

*Cosmétiques, fragrances et soins de la peau seulement. Cette offre de 20 \$ de durée limitée est valable lors de la soirée Les copines d'abord seulement.

HOLT RENFREW

rue Sherbrooke, angle de la Montagne (514) 842-5111 www.holtrenfrew.com

LES COURS DE CUISINE DE L'ACADÉMIE CULINAIRE



**Promotion spéciale :
Invitez
un ami à
moitié prix!**

Appelez-nous (514) 393-8111
www.academieculinaire.com

360, rue du Champ-de-Mars, Montréal • Stationnement public métro Champ-de-Mars

Vente de fin de saison

*Faites vite,
la vente se termine
le 14 octobre*

**Retour de location,
À qui la chance ?**
Classe A, Condor 2001, **78 995\$**

Condor 2002, 1 extension,
Admiral 2001, 2 extensions,
à prix jamais vus !

**Grand choix
d'usagés,
Classe A, B, C,
à partir de 9 995\$**

**Caravanes à sellette
Bonair 2001
modèles 724 et 824
17 995\$**

**Roulotte Bonair 2001,
modèle 825
16 995\$
(1 en inventaire)**

**Classe A:
Condor 2001,
2 extensions,
à partir de 99 000\$**

**HORIZON
LUSSIER**
Une seule adresse
MARIEVILLE

37 sortie 37 de l'autoroute 10

450-460-3636
1-800-387-4100

www.horizonlussier.com

À voir aux Galeries d'Anjou du 9 au 14 octobre 2001
en face de Sears

Safari Condo  **Savana Condo** 

*Prenez le contrôle
de vos vacances*

LIQUIDATION Modèle ME 2001
3 en stock
Tout équipé, chauffe-eau, auvent, toilette,
onduleur 1 000 W, ventilateur de toit

À partir de 2002
32 495\$

Régulier ~~52 491\$~~
Spécial 48 991\$

Rive-Sud (514) 995-8461 • Rive-Nord (450) 434-6653 • www.parnado.com

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

L'agitation antiaméricaine prend de l'ampleur au Pakistan

d'après Associated Press

ISLAMABAD – Islamabad veut tenter de réduire l'agitation anti-américaine au Pakistan durant l'opération militaire menée par les États-Unis en Afghanistan, et éviter qu'elle ne gagne du terrain.

Les autorités ont ainsi décidé mardi de renforcer la sécurité dans la capitale et de mettre à l'écart trois dignitaires religieux, alors qu'un nouveau rassemblement d'opposants aux représailles de Washington contre le régime taliban et le réseau d'Oussama ben Laden a fait au moins quatre morts à Kuchlak.

Fazal-ur Rehman, dirigeant du Jamiat Ulema-e-Islam (organisation des oulémas islamiques), se trouvait déjà en résidence surveillée après avoir appelé à des manifestations lorsque l'ordre officiel de son assignation à résidence pour une durée de trois mois a été annoncé par le ministère de l'Intérieur.

Azam Tariq, chef du Sipah-e-Sahaba, un autre parti islamiste, a lui aussi été placé en résidence surveillée pour trois mois après avoir été arrêté alors qu'il se rendait à une réunion à Islamabad. Un troisième dignitaire, Samiul Haq, leader pro-taliban du Conseil de défense afghan, a également été interpellé, mais on ignore où il se trouve. Il a été emmené dans « un endroit inconnu et nous ne sommes pas en contact avec lui », a expliqué son porte-parole Yousaf Shah.

La mise à l'écart de ces dignitaires intervient au lendemain de violentes émeutes à Quetta (sud-ouest), près de la frontière avec l'Afghanistan, où des milliers de



Pakistans ont dénoncé l'opération militaire engagée par les États-Unis contre le régime taliban et les installations d'Al-Qaïda, le réseau d'Oussama ben Laden. Au cours de ce rassemblement, le plus violent au Pakistan depuis le début des frappes américaines, une personne a été tuée et 26 autres blessées, selon un bilan hospitalier.

Mardi, la colère était toujours vive. Une nouvelle manifestation a dégénéré à Kuchlak, non loin de Quetta, et quatre personnes, dont un adolescent de 13 ans, ont été tuées par balles lors de l'attaque d'un poste de police par plusieurs centaines de réfugiés afghans, ont rapporté les autorités. D'après des responsables, la police a ouvert le

feu quand les manifestants, dont certains étaient armés, s'en sont pris en premier lieu à une banque et un bureau de poste. Le chef de la police de Quetta, Abid Ali, a fait état de 75 arrestations.

Par ailleurs, à Lahore (est), plusieurs centaines de manifestants pro-talibans ont attaqué la police à coups de pierres, bloquant des rou-

tes et scandant des slogans contre George W. Bush et le président pakistanais Pervez Musharraf.

Le calme prévalait cependant dans le reste du pays. Et le général Musharraf a souhaité que cette situation continue de prévaloir. « Dans une société islamique, il n'y a pas de place pour l'extrémisme et la violence contre toute autre religion ou groupe », a-t-il déclaré. Le chef d'État a estimé que le soutien de son gouvernement à la coalition internationale antiterroriste relevait désormais d'« intérêts nationaux supérieurs ».

Dans un climat où les autorités craignent cependant que l'agitation ne s'étende, un renforcement de la sécurité a été décidé : des murs de sacs de sable ont été érigés par les forces de sécurité sur le périmètre de l'enclave diplomatique, à Islamabad, ainsi qu'autour d'installations gouvernementales. Mardi, des véhicules militaires équipés de mitrailleuses patrouillaient dans les principales rues de la capitale.

Les décisions visant les trois dignitaires religieux s'inscrivent dans le processus de reprise en main du régime par le général Pervez Musharraf, qui entend empêcher toute déstabilisation par des mouvements opposés au soutien pakistanais apporté aux États-Unis.

La veille, le chef d'état pakistanais, reconduit dimanche à la tête de l'armée pour une période indéterminée, avait écarté deux généraux pro-talibans, Mohammed Aziz Khan et Muzaffar Usmani, dans le cadre d'un important remaniement à la tête de l'armée annoncé peu avant les frappes alliées en Afghanistan. Il avait également limogé le général Mahmood Ahmed, patron du puissant Inter-Service Intelligence (ISI), service de renseignement pakistanais.

Les soldats américains en Égypte prêts à entrer en Afghanistan

d'après Associated Presse

LE CAIRE — Plus de 20 000 soldats américains sont engagés depuis lundi dans les manœuvres conjointes baptisées Bright Star au côté de neuf autres pays, dont la France.

Pour l'heure, tout se passe normalement en Égypte, mais le commandant des troupes américaines n'a pas exclu qu'elles se joignent plus tard aux opérations menées par leur pays en Afghanistan.

De même, côté français, les 1 500 militaires impliqués dans les manœuvres pourraient participer le cas échéant à ces opérations lancées en riposte aux attentats du 11 septembre. Le détachement français est composé d'un bataillon d'infanterie motorisée, de la frégate *Jean de Vienn*e, du transport de chalands de débarquement *Sirocco*, de deux avions de transport et de commandos de l'air.

Au total, 70 000 soldats, dont 23 759 Américains et 43 350 Égyptiens, prennent part en Égypte aux manœuvres terrestres, navales et aériennes qui doivent se poursuivre jusqu'au 1^{er} novembre.

« Nous avons des forces dans cette zone du monde tout le temps. À la fin (des manœuvres), soit ils rentrent à la maison, soit ils iront ailleurs, nous ne le savons pas. Le plan à l'heure actuelle est qu'ils regagnent les États-Unis », a souligné le général Michael DeLong, commandant des troupes américaines engagées dans Bright Star.

Outre les États-Unis, l'Égypte et la France, sept autres pays participent à ces exercices : l'Italie (1200 soldats), la Grèce (554), l'Espagne (540), le Koweït (300), l'Allemagne (250), la Grande-Bretagne (220) et la Jordanie (122).

Pour la première fois cette année, selon le général égyptien Amin Ibrahim, les participants s'entraîneront avec l'US Navy à lancer des missiles depuis des sous-marins et des hélicoptères.

Le général DeLong a souligné qu'il n'avait pas été envisagé de repousser ou d'annuler Bright Star cette année, à la lumière de la tension dans la région, car « il n'y a rien de mieux au monde, a-t-il noté, que de montrer la coopération régionale et la solidarité internationale ».

Mais pour ce qui est de l'opération militaire américaine en Afghanistan, le président égyptien Hosni Moubarak a déclaré qu'il n'apporterait pas de soutien militaire à la guerre déclarée par les États-Unis au terrorisme.

SCÉNARIO D'ATTAQUE TERRESTRE

Cette option et toutes les autres sont précédées de raids aériens pour s'assurer la maîtrise du ciel

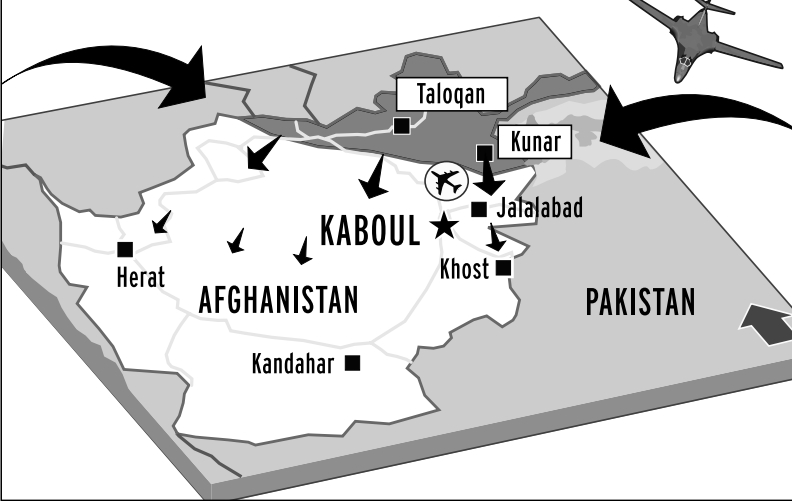
- ① Jonction des troupes américaines venues d'Ouzbékistan avec les forces de l'Alliance du Nord.



- ② Création d'une zone sécurisée pour l'arrivée massive de troupes par avion puis déploiement dans tout le nord du pays



- ② Réduction progressive de la poche sud par des offensives aériennes associées à des actions de commandos



La guerre au terrorisme a débuté avec des déclarations de réussite pour apaiser les sensibilités ébranlées et entretenir la fierté patriotique des citoyens.

Terrorisme et désinformation

Agence France-Presse

WASHINGTON — Comme toutes les batailles, la guerre contre le terrorisme a débuté avec des déclarations de réussite pour apaiser les sensibilités ébranlées et entretenir la fierté patriotique des citoyens.

Des photos en noir et blanc de camps terroristes et d'emplacements de missiles détruits ont été diffusées, mardi, pour prouver la précision des frappes américaines.

Par contre, peu d'information émanait du Pentagone au sujet de quatre employés de l'ONU qui auraient été tués dans les bombardements à Kaboul. De même, les talibans prétendent qu'ils ont abattu un avion chasseur américain, mais n'ont toutefois pas fourni de preuves de cette affirmation.

« Lorsqu'une guerre se déclare, la première victime est la vérité », déclarait Hiram Johnson lors d'un discours devant le Sénat américain, en 1917. En effet, les généraux, les bureaucrates et les politiciens qui agissent comme responsables de l'information en temps de guerre s'emploient souvent à cacher ou à déformer la vérité.

Du coup, vérifier si la tentative des Américains de détruire les camps d'entraînement d'Oussama ben Laden en Afghanistan a été une réussite ou un échec est presque impossible.

Les correspondants des médias, équipés de téléphones par satellite sophistiqués, sont nombreux dans la région, mais ils sont confinés à l'Ouzbékistan, au Pakistan et à l'enclave afghane où l'Alliance du Nord prévaut.

À part les informations émises par une poignée de journalistes d'agences de presse afghanes peu fiables, aucune information sérieuse n'émane du pays contrôlé par les talibans. La guerre moderne est observée de loin, la technologie maintenant les journalistes encore plus loin de l'action qu'auparavant.

Les opérations militaires américaines à la Grenade et au Panama ont démontré les mérites de garder les journalistes à distance et la guerre du Golfe en a été l'apothéose. Les généraux du Pentagone s'assurent donc que les journalistes sont tenus enfermés sur des porte-avions ou entourés de gens qui s'affairent à contrôler l'information.

« La sécurité, la protection des opérations futures et la fierté » sont au centre de la désinformation occasionnelle du Pentagone, a affirmé Peter Singer, un analyste militaire au Brookings Institution. « Les gens doivent prendre les informations qu'ils entendent avec un grain de sel », a-t-il ajouté.

Les frappes aériennes en Afghanistan étaient une copie conforme des opérations militaires au Kosovo et dans le golfe Persique. Les flashes de lumière dans le ciel, le son étouffé et distant des explosions et l'apparition d'un George W. Bush intranquille, tout cela avait des allures de déjà vu.

Oussama ben Laden a démontré lui aussi qu'il avait du talent pour les relations publiques, en enregistrant une série de vidéos le montrant en train de défier l'Amérique. Les États-Unis et ses alliés ont donc maintenant un adversaire qui sait lui aussi soigner ses relations publiques.

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Cas de maladie du charbon: les limiers américains sur la piste criminelle

MIGUEL ENESCO
Agence France-Presse

WEST PALM BEACH — Les autorités américaines semblaient privilégier hier la piste criminelle à propos des deux cas de maladie du charbon (anthrax) détectés dans un immeuble de Floride, bien qu'aucune conclusion n'ait été arrêtée à ce stade de l'enquête.

« Une importante enquête est en cours, sans conclusion pour le moment », a résumé le secrétaire à la Santé de Floride, John Agwunobi. La police fédérale (FBI) à Miami s'est refusée de son côté à tout commentaire.

« Nous suivons toutes les pistes, toutes les pistes possibles », a déclaré le président américain George W. Bush, pour qui « jusqu'à présent, il semble que cela soit un incident très isolé. Mais nous prenons au sérieux tout incident de ce genre, toute information de ce genre (...) car nous comprenons que nous avons affaire à des gens diaboliques », a ajouté le président américain, qui s'exprimait à l'issue d'entretiens avec le chancelier allemand Gerhard Schröder à la Maison-Blanche.

La possibilité qu'une bactérie se soit répandue « sans intervention humaine est pratiquement nulle », a assuré de son côté à Washington le sénateur de Floride, Bob Graham, en citant les services de santé fédéraux.

« Je suis préoccupé (...) mais il n'y a pas de raisons » de relier ces cas de maladie du charbon aux attentats du 11 septembre, a ajouté M. Graham.

Les 300 personnes employées dans l'immeuble où travaillaient les deux hommes, à Boca Raton, au sud de West Palm Beach, ont dû continuer hier de se soumettre à des analyses de laboratoire.

Dans cet immeuble, qui a été fermé, travaillaient Robert Stevens, un éditeur photo de 63 ans, mort vendredi, et un autre homme — Ernesto Blanco, 73 ans, selon les médias locaux —, employé au service du courrier et qui est toujours hospitalisé.

Un spore de la bactérie du charbon ayant été découvert sur le clavier de l'ordinateur de M. Stevens, toutes les personnes qui « ont passé plus d'une heure » dans l'immeuble depuis le 1^{er} août doivent se soumettre à des analyses et être traitées aux antibiotiques en prévention.

Les enquêteurs ignorent comment la bactérie a pu s'introduire dans l'immeuble. Mais selon le docteur Landis Crockett, des services de santé de l'État de Floride, la probabilité de deux cas de la maladie du charbon dans le même immeuble est quasi nulle. « La possibilité est d'une sur un milliard. Il doit y avoir une autre explication », a déclaré M. Crockett.



Les enquêteurs ont fermé l'édifice, situé à Boca Raton, au sud de West Palm Beach en Floride, où travaillaient Robert Stevens, un éditeur photo de 63 ans, mort vendredi, et un autre homme — Ernesto Blanco, 73 ans, selon les médias locaux —, également touché par la maladie du charbon.

Seulement 18 cas de cette maladie avaient été enregistrés aux États-Unis au XX^e siècle et elle n'avait fait qu'une victime mortelle, il y a 25 ans, selon la presse américaine.

Hier, les spéculations allaient bon train. Le site Internet de l'hebdomadaire *Newsweek* rapporte qu'une semaine avant les attentats à New York et Washington, une enveloppe contenant une « étrange lettre d'amour adressée à l'actrice Jennifer Lopez » avait été reçue dans cet immeuble qui abrite plusieurs médias.

L'enveloppe, qui contenait aussi une substance « savonneuse, poudreuse », était alors passée entre les mains de M. Stevens comme de M. Blanco, selon des employés travaillant dans l'immeuble cités par le magazine.

D'autres coïncidences, peut-être fortuites, ne font qu'amplifier les appréhensions.

Mohammed Atta, considéré comme l'organisateur des attentats à l'avion-suicide du 11 septembre, a ainsi habité un moment à Delray Beach, à quelques kilomètres au nord. Et d'autres pirates de l'air allégués ont vécu du 26

août au 9 septembre au Panther Motel de Deerfield Beach, environ 15 km au sud, indiquait hier le quotidien *The Miami Herald*.

Le public s'affole

La peur de la maladie du charbon commence à affoler le public et à mobiliser les forces de l'ordre, obligées de multiplier les mesures de précaution.

Dans le Kentucky, dans l'Ohio et dans le Maryland les services d'urgence ont dû envoyer hier du personnel spécialisé pour répondre à des alertes provoquées par des substances ou des liquides suspects — et pour calmer l'inquiétude d'une population avertie de risques d'attentats après le déclenchement de frappes militaires américaines en Afghanistan.

Face aux craintes du public, une revue américaine spécialisée dans la recherche médicale, le *Journal of the American Medical Association (JAMA)*, a décidé de mettre sur son site Internet, en accès libre, des liens vers les articles sur ces sujets.

Maladie rare chez l'homme

Associated Press

DENVER — Arme bactériologique potentielle, l'anthrax ou maladie du charbon touche habituellement les animaux et beaucoup plus rarement l'homme. Chez ce dernier, la maladie peut se manifester sous forme cutanée, la plus répandue, ou pulmonaire, beaucoup plus grave.

Le charbon pulmonaire, type le plus rare, est provoqué par l'inhalation de spores du *Bacillus anthracis*. Les symptômes commencent par un rhume mais se transforment vite en troubles respiratoires graves. Ils peuvent d'abord être confondus avec la grippe. Pour être efficace, un traitement antibiotique doit commencer avant l'apparition des symptômes, habituellement dans un délai d'une semaine, et parfois jusqu'à deux mois après l'exposition.

Les centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) ont identifié deux antibiotiques, le Cipro et le doxycycline, pour traiter la maladie du charbon.

Une fois déclaré, le charbon pulmonaire peut tuer en quelques jours, malgré un traitement agressif. « Il faut traiter les gens avant l'apparition des symptômes », souligne Bruce Clements, directeur associé du Centre pour l'étude du bioterrorisme et des infections émergentes de l'Université de Saint Louis.

Les terroristes pourraient essayer de répandre la bactérie en la diffusant dans un système de ventilation, estiment les experts. Les spores sont robustes et peuvent survivre pendant des semaines dans un local. Ils sont résistants à la lumière du soleil et aux désinfectants.

Environ 95 % de tous les cas de charbon dans le monde sont cutanés : ils résultent d'un contact direct avec des animaux ou tissus infectés.

La Paresse

Le luxe de la paresse: la Lexus RX 300 vous fait passer partout où vous le voulez... sans effort.

- Régulateur de traction aux 4 roues (TRAC)
- Système ABS avec 4 capteurs à 4 voies
- Sièges assistés et chauffants
- Garnitures en noyer

51 250\$ ou 4,1% en location*



À la conquête de la perfection.



Lexus RX 300

Gabriel Lexus Toyota

3333, Côte de Liesse, St-Laurent (514) 747-7777

Spinelli Lexus Toyota

561, boul. St-Joseph, Lachine (514) 634-7171 1-800-352-6111

Vimont Lexus Toyota

255, boul. St-Martin Est, Laval (450) 668-2710 1-800-625-3987

* PDFS pour une Lexus RX 300, Édition Luxe: 51 250\$. Cette offre temporaire est disponible par l'entremise des concessionnaires Lexus participants sur approbation du crédit aux clients au détail admissibles seulement. Frais de transport et préparation, taxes, immatriculation et assurances en sus. Taux de bail de 4,1%, pour les locations de 24 et 36 mois avec un dépôt remboursable de 5 000\$.

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Les secours s'organisent lentement à Montréal

MARIE-ANDRÉE AMIOT

« CETTE FOIS, il nous semble que les gens réagissent plus lentement qu'à l'habitude, déplore le responsable des communications d'UNICEF-Québec, Robert Lussier. Après le séisme qui avait ravagé l'État du Gujarat en Inde, les gens avaient été plus prompts à nous offrir des dons. » Depuis le début de l'appel à l'aide en Afghanistan, l'UNICEF a recueilli 30 000 \$ environ dans tout le Canada. Les objectifs de l'organisme dans le monde entier sont de 36 millions US. « On est loin de là », se désole M. Lussier.

Ailleurs, les dons sont entrés lentement au début de la campagne entreprise au début de la semaine dernière. OXFAM-Québec a recueilli plusieurs dons en argent qui ne sont pas encore comptabilisés.

Son objectif pour le Canada est de 100 000 \$ et la responsable des communications est confiante de l'atteindre. « Nous sommes conscients que c'est une cause difficile, convient Maryse Beaudry. Les gens doivent faire la différence entre les talibans, les réfugiés, les populations en mouvance. Il reste beaucoup d'éducation à faire. »

À la Croix-Rouge, on n'a recueilli jusqu'à maintenant que 10 000 \$. L'objectif de la Fédération à Genève est d'un peu plus de 40 millions CAN. La Croix-Rouge du Canada a envoyé 100 000 \$ d'un fonds d'urgence vers Genève, argent qui sera dépensé selon les besoins. « Ce pourra être pour des bâches, des pastilles de chlore pour purifier l'eau, de la nourriture, explique Nathalie Allaire, responsable des communications. C'est la Fédération qui décide où les den-

rées devront être achetées. Si c'est plus avantageux de se les procurer en Europe et de les envoyer par voie terrestre, c'est ce qu'ils feront. Sinon, ils pourront les acheter dans les pays limitrophes. »

Développement et Paix a déjà fait parvenir 30 000 \$ à Caritas Pakistan. Les dons venaient d'un peu partout au Canada.

Les Afghans ont besoin de tout, mais les organismes d'aide préféreraient recevoir des dons en argent, n'étant pas équipés pour faire parvenir des vêtements ou de la nourriture. Cela coûterait trop cher. Ils promettent de remettre les sommes d'argent recueillies à Montréal et dans le reste du pays aux sièges sociaux qui les achemineront vers le pays et les ONG sur place, comme OXFAM qui travaille avec une quinzaine d'organismes locaux couvrant presque tout l'Afghanistan.

OÙ ENVOYER LES DONS

OXFAM-Québec

Faire ses dons en argent en composant le 514-937-1614 à Montréal ou le 1 877-937-1614 de l'extérieur. Les chèques doivent être faits à l'ordre d'OXFAM-Québec avec la mention « Campagne réfugiés afghans ».
2330, rue Notre-Dame Ouest, bureau 200
Montréal
H3J 2Y2
www.oxfam.org

Croix-Rouge

Les dons en argent peuvent être envoyés en composant le 514-362-2929 ou le 1 800-418-1111 de l'extérieur. Les chèques doivent être faits à la Croix-Rouge avec la mention « Afghanistan ».
6, place du Commerce
Verdun
H3E 1P4
www.croixrouge.ca

UNICEF-Québec

Le numéro à composer est le 1 877-955-3111.
Il faut adresser ses chèques à UNICEF-Québec avec la mention UNICEF Alerte ou « Don pour l'Afghanistan » à l'adresse suivante :
4474, rue Saint-Denis
Montréal
H2J 2L1
www.unicef.org

Développement et Paix

Il faut composer le numéro 514-257-8711 ou le 1 888-664-3387 de l'extérieur pour atteindre la ligne de secours d'urgence. L'organisme accepte les dons en argent.
www.devpo.org

FRAPPES

Le récit de la prise de décision de Bush

SONYA ROSS

Associated Press

WASHINGTON — C'est mardi dernier que le président américain George W. Bush a décidé que les États-Unis attaqueraient des cibles terroristes en Afghanistan durant le week-end. Voici le récit de cette prise de décision, selon les conseillères présidentielles Condoleezza Rice et Karen Hughes.

Cinq jours avant que les bombes ne tombent sur l'Afghanistan, M. Bush avait ordonné à l'un de ses conseillers de commencer à écrire un discours afin de l'aider à expliquer les représailles. Puis, au bout de trois jours, il n'a plus voulu attendre.

« Écris-moi ça ! », a-t-il aboyé au téléphone trois jours plus tard. Et sa conseillère en communication Karen Hughes de s'acquitter de sa tâche avec soin. Avant la fin de leur conversation, le premier jet était terminé, parlant de patience et de sacrifice et reprenant les mots d'une petite fille du cours primaire proposant d'offrir son père pour livrer cette nouvelle guerre.

Vendredi, il a passé en revue le plan d'attaque avec ses conseillers militaires à la Maison-Blanche et a demandé si le général Tommy Franks, commandant des forces armées dans la région, était prêt. « Oui, monsieur », a alors répondu le général Richard Myers, le nouveau chef d'état-major interarmes.

« Le président s'est rassi et a lancé : « Parfait, alors nous sommes prêts à y aller », a expliqué la conseillère à la sécurité nationale Condoleezza Rice. Mais par précaution, selon elle, il s'est accordé un dernier jour de vérifications à Camp David avec le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et le secrétaire d'État Colin Powell.

Quelques jours avant l'attaque de dimanche, M. Bush était en contact permanent avec le premier ministre britannique Tony Blair et avait recommandé à ses conseillers de faire de même avec leurs homologues britanniques « afin que les autres dirigeants et leurs gouvernements comprennent nos objectifs », a raconté Karen Hughes.

« Il était bien conscient qu'il lui fallait non seulement éduquer le public américain, mais également les autres dirigeants du monde, sur la nature de notre campagne », a-t-elle expliqué.

M. Blair a bien entendu reçu une attention particulière en raison de la participation militaire de la Grande-Bretagne, a ajouté Condoleezza Rice.

ANGLAIS
COURS AXES SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes : admission continue
à temps partiel et semi-intensifs
matin, après-midi, soir, samedi
1 à 7 fois/semaine • 220 \$ / 30 h*
* Matinée, midi, soir, samedi, dimanche, vacances
COURS INTENSIFS
de jour, 25 h/semaine
145 \$ à 165 \$/semaine
aussi disp. : 30 h/semaine
Formation en entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues
Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec
1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, Mtl
(514) 278-5309 www.converlang.com



Une allure sport pour les femmes au bureau et des milles de récompense Air Miles^{md} avec vos achats!
Consultez notre circulaire dans le journal d'aujourd'hui pour en savoir davantage.

L'Équipeur

C'est pour moi!

2990173A

Marque déposée d'« Air Miles » International utilisée sous licence par « Loyalty Management Group Inc. », « Mark's Work Wearhouse » et « L'Équipeur Ltée »

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

10 octobre 2001

Page A14 manquante

LES ALLIÉS FRAPPENT EN AFGHANISTAN

Hausser les dépenses militaires pour contrer le terrorisme

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Les pays membres de l'OTAN doivent augmenter leurs dépenses en matière de défense afin de combattre le terrorisme avec la même vigueur et la même détermination qu'ils ont combattu le communisme durant la guerre froide, estime le secrétaire général de l'OTAN, Lord Robertson.

M. Robertson a affirmé que les pays fondateurs de l'OTAN ont dépensé des milliards de dollars afin de faire échec au communisme et son principal porte-étendard à l'époque, l'Union soviétique.

« Nous devons continuer à investir. Le bien-être et la sécurité que nous tenons tous pour acquis depuis de nombreuses années ne sont pas survenus par accident », a déclaré le bouillant secrétaire général lors d'un discours devant l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

« Durant la guerre froide, nous avons consacré des milliards de dollars afin de garantir notre sécurité et celle des générations à venir. Nous devons aborder les nouveaux défis de sécurité avec la même vigueur, le même engagement et la même volonté de dépenser de l'argent dans les bons domaines », a poursuivi M. Robertson.

Reconnaissant que l'économie mondiale est dans un état précaire, le secrétaire général a soumis qu'il ne fallait pas pour autant sabrer les programmes sociaux afin d'augmenter les dépenses militaires. Agir de la sorte constituerait, à ses yeux, une victoire des terroristes.

Toutefois, il faut tout de même consacrer davantage d'argent à la défense si les pays de l'OTAN veulent vaincre ceux qui appuient le terrorisme.

Ces propos du secrétaire général n'ont pas indisposé le premier ministre Jean Chrétien, qui a balayé du revers de la main toute suggestion que M. Robertson cherchait encore une fois à montrer du doigt le Canada.

À l'issue d'une réunion de son cabinet, le premier depuis le déclenchement des hostilités en Afghanistan, M. Chrétien a soutenu que le Canada fait largement sa part en matière de dépenses militaires et remplit parfaitement ses obligations internationales malgré les compressions des dernières années.

« C'est une demande qu'il (M. Robertson) fait chaque fois qu'il se promène dans tous les pays. Cela fait partie de son rôle de de-

mander au gouvernement de dépenser plus. (...) Nous faisons ce que nous avons à faire et nous avons tendance à bien le faire aussi », a déclaré le premier ministre, qui a rencontré M. Robertson hier.

M. Chrétien a aussi souligné que son gouvernement a augmenté le budget du ministère de la Défense d'environ trois milliards de dollars au cours des trois dernières années après les avoir comprimées de manière important durant de la lutte contre le déficit, au début de son premier mandat.

« En valeur réelle, nous sommes un des plus importants bailleurs de fonds (de l'OTAN). Nous sommes les septièmes. (...) Alors le Canada a toujours été capable d'agir

avec compétence et efficacité », a ajouté le premier ministre.

Le ministre de la Défense Art Eggleton a fait écho aux propos du premier ministre. « M. Robertson affirme tout simplement que tous les pays, notamment ceux de l'Europe, doivent faire plus d'efforts. Il n'a pas visé le Canada plus qu'un autre. »

Lors d'une visite à Ottawa peu de temps après son accession à la tête de l'OTAN, il y a deux ans, M. Robertson avait critiqué l'état des forces armées canadiennes et le budget consacré à la Défense, estimant qu'il était au prorata aussi important que celui du Luxembourg.

Dans son discours, hier, M. Robertson a

indiqué qu'il veut faire en sorte que les forces armées de l'ensemble des pays de l'OTAN soient plus mobiles et plus efficaces sur le champ de bataille et être en mesure d'effectuer des missions de longue durée.

Selon lui, les attentats du 11 septembre ont démontré qu'aucun pays de l'OTAN n'est invincible, même les États-Unis, pourtant la plus grande puissance militaire au monde. Il a salué la grande coalition qui a été créée dans les heures qui ont suivi ces attaques barbares.

« Devant cette nouvelle menace que constitue le terrorisme, nous nous tenons tous fermement debout comme jamais depuis la création de l'OTAN », a dit M. Robertson.

Notre prix est plus bas



- Moteur V6 3,1 L de 170 HP alliant performance et économie d'essence
- Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée
- Climatiseur
- Système de freinage antiblocage aux 4 roues
- Suspension indépendante et roues de 15 po
- Régulateur de vitesse
- Lecteur CD
- Verrouillage des portes automatique et programmable avec dispositif antiverrouillage
- Vitres, rétroviseurs et coffre à commandes électriques
- Dispositif antivol PASSLock
- Télédéverrouillage des portes
- Banquette arrière à dossier divisé 60/40 rabattable
- Verrouillage de sécurité pour enfants aux portes arrière
- Moulures latérales
- Chauffe-moteur
- Protection antidécharge de la batterie
- Système d'échappement en acier inoxydable
- Volant inclinable
- Assistance routière

➔ **19 998\$***
ou **268 \$/mois****
location 48 mois

LA MALIBU DE CHEVROLET



La route. Sans le doute.

SOLARIUMS
Zytco
2973233A

NOUVEAU
VERRE
SUPER-ISO
BLOCK

**VASTE SÉLECTION DE
MODÈLES DE SOLARIUMS**
TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS
CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN,
CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIEN
ALUMINIUM OU CÈDRE
4940 CHEMIN BOIS-FRANC
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
WWW.ZYTCO.COM

ARÊTES OU RECOURBÉS
**ESTIMATION SANS FRAIS : 514-335-2050
800-361-9232**

Qualité Meilleurs prix

le Parchemin
Place des Arts, 175 rue Ste-Catherine Ouest, (514) 849-8333
Métro Berri-UQAM, 505 rue Ste-Catherine Est, (514) 845-5243

DES
**RÉNOVATIONS
ÉCLATANTES
À TROIS-RIVIÈRES**
Métamorphose spectaculaire...

**L'HÔTEL
LE PLUS LUXUEUX
DE LA RÉGION!**

DES CHAMBRES SPLENDIDES...

Vous serez charmé par la finesse du décor de nos chambres. Un véritable havre de détente.

**GOUVERNEUR
HÔTEL**

1-888-910-1111
www.gouverneur.com

975, rue Hart, Trois-Rivières • Tél. : 819-379-4550

Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux Malibu neuves sélectionnées 2002 en stock telles que décrites ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. *À l'achat, préparation incluse, transport (830\$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le prix d'achat inclut un crédit de livraison et ne peut être jumelé à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de la Carte GM, des Diplômes et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. **Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec un versement initial ou échange équivalent de 2 742\$. Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité de 325\$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12¢ du km après 80 000 km. Une commande ou un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour plus de renseignements, voyez votre concessionnaire participant, visitez le gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.

La skieuse Lucie Laroche indemnisée après une longue guérilla judiciaire

CHRISTIANE DESJARDINS

PLUS de neuf ans après avoir été contrainte de mettre un terme à sa carrière de skieuse en raison d'une blessure au genou, Lucie Laroche pourra enfin toucher son indemnité d'assurance.

La compagnie Lloyd's a finalement accepté, le 25 sptembre, de verser 500 000 \$ à M^{me} Laroche. Mais il aura fallu sept ans de procédures judiciaires en Cour supé-

rieure pour en arriver à ce règlement.

Lucie Laroche a été membre de l'Équipe nationale canadienne de ski alpin entre 1985 et 1992, et à ce titre, participait aux compétitions sur le circuit de la Coupe du monde. Elle s'était qualifiée pour les Jeux olympiques d'Albertville, en France, qui devaient avoir lieu en 1992. Mais le 8 décembre 1991, lors d'une descente d'entraînement en Italie, la skieuse s'est blessée au genou droit. Après une chirurgie

arthroscopique, Laroche a pu reprendre l'entraînement, tout en sachant qu'au terme de la saison, elle devrait subir la reconstruction d'un ligament au genou droit.

Mais voilà, au cours d'une descente d'entraînement à Albertville, le 9 février 1992, Laroche s'est à nouveau blessée, cette fois au genou gauche. Elle n'a pas pu participer à la compétition, et a été opérée aux deux genoux en mars 1992. Elle a tenté de reprendre la compétition, mais la douleur était trop in-

tense. Après des examens, les médecins lui ont dit que sa carrière de skieuse était finie.

Comme tous les athlètes, la skieuse avait une assurance-invalidité. Dans son cas, sa police était reconduite d'année en année depuis 1987, avec la compagnie Lloyd's. Mais cette dernière a refusé de payer, si bien que Laroche a fini par intenter une poursuite de 311 000 \$, en 1994.

Au fil des longues procédures, Lloyd's alléguait notamment que la

skieuse avait caché l'étendue de sa blessure de décembre 1991, et qu'elle avait opté pour une opération partielle parce qu'elle voulait à tout prix participer aux JO d'Albertville. Or, il appert que ce sont les médecins de la skieuse qui lui avaient donné le feu vert, tout en lui faisant porter une orthèse de protection. D'autre part, la compagnie d'assurances était constamment tenue au courant du déroulement de la carrière de la skieuse et de sa situation médicale.

Les avocats de Laroche estimaient que la compagnie d'assurances était de mauvaise foi. Les athlètes professionnels risquent de se blesser, et c'est justement pour cette raison qu'ils s'assurent. Comme beaucoup d'athlètes qui subissent une blessure, Laroche a tenté de reprendre l'entraînement par la suite. Est-ce à dire que dès lors qu'elle s'était blessée une première fois, sa couverture d'assurance devenait caduque ? Les assureurs ne peuvent pas toucher de prime sans assumer de risque, ont fait valoir les avocats de Laroche.

Une agence propose une nouvelle technologie de diagnostic

Presse Canadienne

UNE AGENCE d'évaluation des technologies médicales recommande, dans un rapport, de déployer graduellement au Québec une nouvelle technologie d'imagerie médicale, la tomographie par émission de positrons, une technologie prometteuse en oncologie, cardiologie et neurologie.

L'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, qui vient de publier son rapport à ce sujet, relève du ministère québécois de la Recherche, de la Science et de la Technologie.

L'agence avait été mandatée pour étudier l'efficacité de cette technologie de diagnostic, qui n'est implantée au Québec, pour le moment, qu'à l'Institut neurologique de Montréal et au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke.

La tomographie par émission de positrons — communément appelée « TEP — ne remplacera pas les technologies plus connues, comme la tomodensitométrie ou l'imagerie par résonance magnétique. Elle sera « complémentaire », a expliqué hier en entrevue le président-directeur général de l'agence, le Dr Renaldo Battista.

« C'est une technologie qui nous renseigne beaucoup plus sur le fonctionnement même des organes, non pas sur l'anatomie. Ça donne des renseignements différents » des autres technologies, qui permettent ensuite de décider du traitement à donner au patient. »

Cette technologie est cependant fort coûteuse — acquisition de l'équipement (des cyclotrons et des caméras TEP) et aménagement. Selon les scénarios retenus, les auteurs du rapport évoquent des coûts globaux de plusieurs dizaines à une centaine de millions de dollars.

Actuellement, un tel examen est remboursé à raison de 250 \$ d'honoraires médicaux.

EN BREF

Le sommet de la francophonie à Beyrouth en octobre 2002

LE SOMMET de la francophonie, dont la tenue prévue fin octobre à Beyrouth a été reportée du fait de la situation internationale, se tiendra dans la capitale libanaise le 26 octobre 2002, a indiqué hier un communiqué de la présidence du Liban. Cité par ce communiqué, le président libanais Emile Lahoud déclare que son pays adopte une attitude « compréhensive » concernant le report du Sommet de la francophonie qui devait se tenir le 26 octobre à Beyrouth. « Nous comprenons la décision du secrétaire de la francophonie de reporter le IX^e Sommet », ajoute M. Lahoud dans ce qui est la première réaction officielle libanaise à cet ajournement. Tout en soulignant que le Liban était avait terminé tous les préparatifs pour accueillir le Sommet de la francophonie, M. Lahoud indique que son pays « ne peut que se joindre aux vœux des présidents qui ont par ailleurs souligné la nécessité de tenir le sommet au même endroit l'année prochaine ».AFP

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

10 octobre 2001

Page A17 manquante

Charest ne réclamera pas d'élections générales

DENIS LESSARD

QUÉBEC — En dépit de deux victoires surprenantes lors des élections complémentaires du 1^{er} octobre, le chef libéral Jean Charest ne réclamera pas la tenue d'élections générales lorsqu'il se retrouvera devant Bernard Landry à l'Assemblée nationale, la semaine prochaine.

Lancer un tel ultimatum, expliquent des sources libérales à *La Presse*, aurait une connotation triomphaliste et surtout ne serait pas du tout au diapason de la population, qui n'a pas la tête aux élections.

Hier toutefois, à l'entrée de la réunion de son caucus précédant la reprise des travaux au parlement, Jean Charest n'a pas dévoilé ses intentions. « On va en discuter au caucus », a-t-il dit. Bernard Landry « se décrit lui-même comme premier ministre désigné, mais on doit aussi tenir compte de la situation où se trouve le Québec. Il y a des élections municipales, les conséquences des événements du 11 septembre », de souligner le chef libéral.

Entouré de ses candidats des quatre élections partielles, dont les nouvelles députées de Jonquière et de Lavolette, Françoise Gauthier et Julie Boulet, M. Charest a indiqué que la santé et les fusions municipales avaient dominé le débat dans les circonscriptions.

Au PLQ, on rappelle que par rapport aux élections de 1998, 27 000 électeurs de moins ont voté le 1^{er} octobre. Le PLQ a gagné 12 000 voix tandis que le PQ en perdait 35 000.

Pour M. Charest, le gouvernement Landry doit rapidement clarifier la situation économique du Québec. Au cours des derniers jours, les ténors économiques du gouvernement « ont tiré dans toutes les directions », a-t-il rappelé.

« On nage dans le flou actuellement sur les intentions du gouvernement », a-t-il dit. Une journée, Pauline Marois indique que le Québec est en récession ; le lendemain, le président du Conseil du Trésor, Sylvain Simard, parle de compressions de dépenses, pendant que le premier ministre Bernard Landry parle d'appuyer sur l'accé-

lérateur des finances publiques pour stimuler l'économie.

Dans les élections partielles, le gouvernement a fait pleuvoir 500 millions de dollars de promesses, une attitude étrange pour un gouvernement à l'approche d'une récession, a estimé M. Charest.

« Au gouvernement, ils sont loin d'être fixés sur la situation. En rendant publique la synthèse des opérations financières de juin, M^{me} Marois a déjà indiqué que le tableau avait changé », rappelle M. Charest.

Aux États-Unis et en Ontario, les gouvernements ont annoncé des réductions d'impôts pour stimuler l'économie. « Leur marge de manœuvre n'est pas celle du Québec », a constaté M. Charest en déplorant toutefois que Québec « souffle le chaud et le froid » en annonçant à la fois des compressions et des dépenses. « Ce qu'on conclut, c'est qu'il y a beaucoup de confusion, d'improvisation dans la façon dont les choses sont dirigées », a résumé le chef libéral.



Jean Charest juge que les Québécois n'ont pas la tête aux élections.



Alexa McDonough, chef du NPD.

La lutte contre le terrorisme revient à l'ONU, croit le NPD

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Non, Alexa McDonough n'est pas contre l'engagement militaire du Canada dans la lutte contre le terrorisme international, contrairement à ce que veulent bien laisser croire certains de ses adversaires politiques. Si la voix du chef du NPD est cependant quelque peu dissonante en regard de celle des chefs des autres partis d'opposition aux Communes, c'est que M^{me} McDonough croit que la façon de faire du Canada n'est pas la bonne.

« La lutte contre le terrorisme, dit-elle, est très importante. Mais elle doit se faire dans un contexte global. Il faut punir les attentats comme ceux du 11 septembre, mais il faut le faire avec les bons moyens. » Les néo-démocrates se disent en effet déçus que le premier ministre Jean Chrétien n'ait pas insisté pour que toute l'opération de chasse à ben Laden et à ses acolytes se fasse sous la seule autorité des Nations unies.

« Je pense que c'est important pour le Canada de jouer un rôle, insiste Alexa McDonough, mais nous sommes convaincus que cela doit se faire dans le cadre de l'ONU, dans le cadre du droit international. C'est l'ONU qui devrait jouer le rôle central dans cette histoire. Nous sommes déçus que le premier ministre et le Canada n'aient pas insisté sur cette approche. »

La leader néo-démocrate reproche également au premier ministre Chrétien de n'avoir pas fait approuver par le Parlement canadien sa décision d'engager les forces canadiennes au sein de la coalition menée par les États-Unis. Un vote au Parlement, estime-t-elle, aurait donné encore plus de force et de légitimité à l'opération militaire canadienne. M. Chrétien a cependant annoncé un débat exploratoire dès le retour en Chambre lundi prochain. Ce débat ne sera cependant pas assorti d'un vote.

M^{me} McDonough conteste de plus l'assertion des États-Unis qui veut que la nature des attentats du 11 septembre l'autorise à agir selon son bon gré puisqu'il s'agit de légitime défense. « Ils devraient toujours considérer le terrorisme, explique-t-elle, sous l'angle d'un acte criminel. Il faut bien sûr poursuivre les personnes qui ont commis des actes criminels, mais il faut le faire dans le contexte du droit international. » M^{me} McDonough a affirmé que la création d'un tribunal international où auraient comparu les responsables des attentats du 11 septembre aurait eu plus de crédibilité que la stratégie de guerre actuellement utilisée par les États-Unis et les membres de la coalition.

Louez une Cavalier ou une Alero 2002

Comptant 0 \$

Dépôt de sécurité 0 \$

Première mensualité 0 \$

2 portes			4 portes		
Cavalier Z22	226 \$/mois*	• Moteur 2,2 L L4 de 115 HP • Boîte manuelle Getrag 5 vitesses avec surmultipliée • Système de freinage antiblocage aux 4 roues • Dispositif antivol PASSLock • Aileron arrière • Roues de 14 po	Cavalier VL	226 \$/mois*	• Moteur 2,2 L L4 de 115 HP • Boîte manuelle Getrag 5 vitesses avec surmultipliée • Système de freinage antiblocage aux 4 roues • Dispositif antivol PASSLock • Roues de 14 po
Cavalier Z22 Plus	276 \$/mois*	Modèle Cavalier Z22 avec en plus : • Climatiseur • Roues de 15 po en aluminium • Lecteur CD • Télérrouillage des portes avec fonction alarme • Groupe d'instrumentation • Volant inclinable • Moulures latérales	Cavalier VLX	276 \$/mois*	Modèle Cavalier VL avec en plus : • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée et traction asservie • Climatiseur • Lecteur CD • Télérrouillage des portes avec fonction alarme • Volant inclinable • Groupe d'instrumentation • Moulures latérales
Alero GX	319 \$/mois*	• Moteur Ecotec L4 de 140 HP • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée et traction asservie • Freins à disques et système de freinage antiblocage aux 4 roues • Climatiseur • Lecteur CD avec 6 haut-parleurs • Régulateur de vitesse avec commande sur le volant • Aileron arrière • Roues de 15 po en aluminium • Dispositif antivol PASSLock • Portes et coffre à commandes électriques • Siège du conducteur avec réglage électrique en hauteur • Banquette arrière à dossier divisé rabattable • Suspension indépendante aux 4 roues • Volant inclinable	Alero GX	319 \$/mois*	• Moteur Ecotec L4 de 140 HP • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée et traction asservie • Freins à disques et système de freinage antiblocage aux 4 roues • Climatiseur • Lecteur CD avec 6 haut-parleurs • Régulateur de vitesse avec commande sur le volant • Dispositif antivol PASSLock • Portes et coffre à commandes électriques • Siège du conducteur avec réglage électrique en hauteur • Banquette arrière à dossier divisé rabattable • Volant inclinable • Roues de 15 po

Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur

CHEVROLET

Oldsmobile

GM

Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2002 en stock, tels que décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Sujettes au financement et à l'approbation du crédit de GMAC. Conditions applicables à la location seulement. La première mensualité (taxes incluses) est défrayée par General Motors. *Paielements mensuels basés sur un bail de 48 mois. À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Une commande ou un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour obtenir plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.

Le prix Nobel pour avoir « contrôlé des atomes »

Agence France-Presse

STOCKHOLM — Les chercheurs américains Eric Cornell et Carl Wieman et allemand Wolfgang Ketterle ont reçu hier le prix Nobel de physique 2001, pour avoir mis en pratique les théories avancées dans les années 1920 sur le condensat de Bose-Einstein, en réussissant à garder des atomes sous contrôle, en les faisant « chanter à l'unisson ».

Ils ont été récompensés « pour la réalisation de la condensation Bose-Einstein dans des nuages gazeux d'atomes alcalins, ainsi que pour leurs études postérieures fondamentales sur les propriétés du condensat », a indiqué l'Académie royale des sciences de Suède, qui décerne les prix Nobel scientifiques.

Une équipe américaine de l'Université du Colorado à Boulder, dirigée par Eric Cornell et Carl Wieman — âgés aujourd'hui de 39 et 50 ans — a réussi, pour la première fois, à obtenir en 1995 une condensation de Bose-Einstein en refroidissant la température d'atomes à un niveau que personne n'avait jamais atteint.

Ils ont ainsi mis en application les hypothèses soulevées par le physicien indien Satyendra Bose en 1924, et développées un an plus tard par Albert Einstein.

Selon les prévisions d'Einstein, le refroidissement d'un nuage gazeux d'atomes pouvait les amener à tous s'effondrer dans l'état de plus basse énergie. Ce processus, s'apparentant à la formation des gouttes de liquide dans un gaz, fut baptisé condensation.

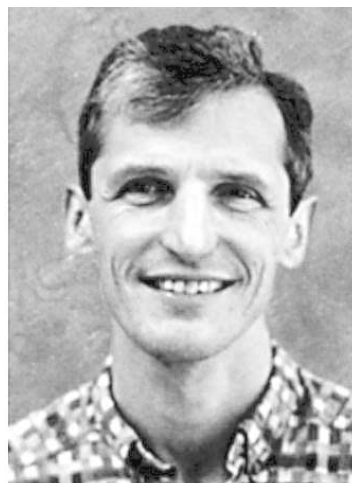
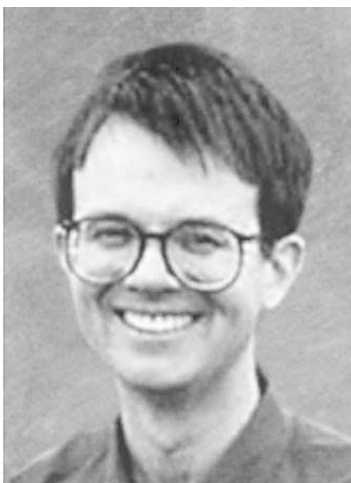


Photo AFP ©

Les trois lauréats du prix Nobel de physique : Carl E. Wieman et Eric Cornell, de l'Université du Colorado à Boulder, ainsi que Wolfgang Ketterle du Massachusetts Institute of Technology (MIT) de Cambridge.

Une situation relativement proche d'un condensat de Bose-Einstein est celle de la lumière laser, qui n'a pu être développée que ces dernières années : dans un faisceau laser, tous les photons se trouvent dans le même état quantique (même énergie, même direction, même fréquence, même phase, etc.).

Réaliser un condensat de Bose-Einstein, c'est donner aux atomes — par nature en constant mouvement désordonné — un comportement grégaire, et produire un état extrême de la matière. Les deux chercheurs américains l'ont finalement obtenu pendant

quelques secondes : un condensat pur d'environ 2000 atomes de rubidium à 20 nK (nanokelvins), c'est-à-dire à 20 milliardièmes de degrés Celsius au dessus du zéro absolu — qui est de 0 K, soit —273,15°C. Indépendamment des travaux de Cornell et Wieman, l'équipe que dirige Wolfgang Ketterle — aujourd'hui âgé de 43 ans — au Massachusetts Institute of Technology (MIT) de Cambridge a réalisé une expérience comparable sur des atomes de sodium. Contenant davantage d'atomes, les condensats obtenus permettent une étude plus précise du phénomène.

En observant l'interaction de deux condensats de Bose-Einstein séparés en cours d'expansion, son équipe a pu montrer qu'ils étaient composés d'atomes se comportant collectivement. D'autres équipes ont depuis réalisé des expériences du même type, avec notamment des atomes de lithium (Houston) et d'hydrogène (MIT).

Carl Wieman ne s'est pas montré autrement surpris. « Nos travaux ont reçu beaucoup d'attention de nombreux physiciens, nous avions quelques indices nous laissant penser que c'était dans l'air », a-t-il déclaré hier.

« Cornell et moi-même travaillons étroitement depuis des années », a poursuivi M. Wieman, et les deux scientifiques connaissent également bien le professeur Ketterle pour l'avoir fréquemment rencontré lors de conférences.

La découverte des lauréats 2001, qui a été rendue possible par les progrès en matière de refroidissement par laser, ouvre la voie à des applications révolutionnaires dans les secteurs tels que ceux de la mesure de précision et de la nanotechnologie.

Elle devrait notamment permettre l'avènement d'une nouvelle génération de rayons laser composés de matière, et non plus de photons.

Les trois lauréats se partageront la somme de 10 millions de couronnes suédoises (environ 14,3 millions CAN). Ils recevront leur prix le 10 décembre à Stockholm.



Achetez une Cavalier ou une Alero 2002 à prix spécial

Cavalier à partir de 12 498 \$*

Alero à partir de 19 998 \$*

2 portes		
Cavalier Z22	12 498 \$*	• Moteur 2,2 L4 de 115 HP • Boîte manuelle Getrag 5 vitesses avec surmultipliée • Système de freinage antiblocage aux 4 roues • Dispositif antivol PASSLock • Aileron arrière • Roues de 14 po
Cavalier Z22 Plus	16 698 \$*	Modèle Cavalier Z22 avec en plus : • Climatiseur • Roues de 15 po en aluminium • Lecteur CD • Téléverrouillage des portes avec fonction alarme • Groupe d'instrumentation • Volant inclinable • Moulures latérales
Alero GX	20 588 \$*	• Moteur Ecotec L4 de 140 HP • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée et traction asservie • Freins à disques et système de freinage antiblocage aux 4 roues • Climatiseur • Lecteur CD avec 6 haut-parleurs • Régulateur de vitesse avec commande sur le volant • Aileron arrière • Roues de 15 po en aluminium • Dispositif antivol PASSLock • Portes et coffre à commandes électriques • Siège du conducteur avec réglage électrique en hauteur • Banquette arrière à dossier divisé rabattable • Suspension indépendante aux 4 roues • Volant inclinable

4 portes		
Cavalier VL	12 498 \$*	• Moteur 2,2 L4 de 115 HP • Boîte manuelle Getrag 5 vitesses avec surmultipliée • Système de freinage antiblocage aux 4 roues • Dispositif antivol PASSLock • Roues de 14 po
Cavalier VLX	16 698 \$*	Modèle Cavalier VL avec en plus : • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée et traction asservie • Climatiseur • Lecteur CD • Téléverrouillage des portes avec fonction alarme • Volant inclinable • Groupe d'instrumentation • Moulures latérales
Alero GX	19 998 \$*	• Moteur Ecotec L4 de 140 HP • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée et traction asservie • Freins à disques et système de freinage antiblocage aux 4 roues • Climatiseur • Lecteur CD avec 6 haut-parleurs • Régulateur de vitesse avec commande sur le volant • Dispositif antivol PASSLock • Portes et coffre à commandes électriques • Siège du conducteur avec réglage électrique en hauteur • Banquette arrière à dossier divisé rabattable • Volant inclinable • Roues de 15 po

Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur



Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2002 en stock, tels que décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. *Le prix d'achat inclut un crédit de livraison et ne peut être jumelé à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de la Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. À l'achat, préparation incluse, transport (Cavalier : 795 \$, Alero : 830 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Une commande ou un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requise. Pour obtenir plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.

2992148A

Le président de l'UMQ rembourse ses dettes

SILVIA GALIPEAU

LE PRÉSIDENT de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) a reçu la semaine dernière des brevets de saisie de salaire de près de 9500 \$ pour dettes impayées. Une seconde saisie d'environ 8500 \$ est prévue sous peu.

D'après deux jugements de la Cour du Québec datés du 2 octobre 2001, Bernard Gagnon a été appelé à rembourser d'abord 3300 \$, puis 3039,23 \$, à Conrad et Catherine Delisle. Avec intérêts et frais divers, la somme grimpe à près de 9500 \$. Le tout a été réglé la semaine dernière.

Vers la fin des années 90, Bernard Gagnon partageait un bureau d'avocat avec Conrad Delisle. « Il avait loué des bureaux où je suis copropriétaire. Il a décidé de quitter et le résultat apparaît. Il a oublié certaines choses. »

Oublié quelles « choses » ? « De l'argent de la pratique, des frais de bureaux, etc. »

Une seconde somme de 7400 \$ pour loyer impayé, doit encore être réglée. « Il est parti vers le monde politique et a oublié le monde juridique. »

Bernard Gagnon s'est dit hier peu fier de cette histoire. « Il n'y a personne qui est fier de ces questions liées à des difficultés financières. Cela arrive. J'ai eu à passer au travers et j'ai la satisfaction d'être passé au travers », a-t-il commenté, soulignant qu'il avait payé « à 100 % » les premières dettes, et qu'il avait fait une offre de règlement pour la dernière.

loto-québec

Tirage du 2001-10-09
02 05 14 15 16
17 18 20 21 25
26 33 35 43 45
48 49 65 68 70
NUMÉRO: 352540

Quotidien
Tirage du 2001-10-09
3 4
103 0108
Extra
Tirage du 2001-10-09
NUMÉRO: 352540

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de LQ, cette dernière a priorité.

T V A, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

EXCLUSIF

Luxeux manteaux en peau d'agneau léger espagnol merinos

Pour ELLE ET LUI
Prêt à porter ou sur mesure

Directement du fabricant

Robert Arnold
Sur rendez-vous samedi de 9 h 30 à 15 h 30
Lun. au vend. de 12 h à 18 h
9250, av. du Parc (angle Chabanel)
Local 450 • Tél. : 387-5495

MONDE

Le conflit se rallume entre la Géorgie et l'Abkhazie

Tbilissi et Moscou se lancent des accusations mutuelles

MAIA TOPOURIA
Agence France-Presse

TBILISSI— Le conflit entre la Géorgie et la région séparatiste d'Abkhazie s'est rallumé hier avec des bombardements aériens qui ont fait l'objet de démentis et d'accusations mutuelles, y compris contre la Russie.

Des combats qui ont fait des morts et des blessés opposent depuis la semaine dernière les forces de Soukhoumi, la « capitale » de l'Abkhazie, et quelques centaines de combattants géorgiens et tchétchènes, dans la région des gorges de Kodor.

Soukhoumi a rappelé plusieurs milliers de réservistes pour renforcer ses forces armées.

« En dépit de tous les accords conclus et des engagements pris (par Tbilissi) lors des

dernières négociations, une nouvelle tentative d'agression contre la république d'Abkhazie a été lancée par des terroristes de tout poil sous l'égide des autorités géorgiennes », a déclaré le « vice-président » de l'Abkhazie, Valeri Archba.

Le ministre russe de la Défense Sergueï Ivanov a de son côté estimé que « ou bien la direction géorgienne ne contrôle pas la situation sur son territoire ou bien elle manipule des terroristes pour servir ses objectifs ».

Hier les autorités de Soukhoumi ont affirmé que deux avions géorgiens avaient bombardé des villages abkhazes dans la région de Goulripch, au sud-est de Soukhoumi, faisant des morts et blessés. Le ministère géorgien de la Défense a « catégoriquement démenti » l'accusation.

Peu de temps après, les gardes-frontières géorgiens déclaraient que des hélicoptères et des avions non identifiés avaient bombardé des villages géorgiens dans la région de la gorge de Kodor, une zone échappant à tout contrôle.

Le président géorgien Édouard Chevardnadzé a annoncé à la télévision une « réaction dure » de son pays à ce bombardement.

« Ma conviction profonde est qu'il s'agissait d'avions de combat russes », a affirmé le chef adjoint d'état-major de l'armée de l'air géorgienne, le colonel Mikhaïl Javanadzé. L'armée de l'air russe l'a formellement démenti.

Le ministre géorgien des Affaires étrangères Irakli Menagarichvili a demandé à la Russie d'effectuer une enquête sur son territoire, et a dénoncé dans un communiqué une « violation de la souveraineté » géorgienne, qui constitue selon lui une « tentative de saboter le processus de paix abkhaze ».

Menagarichvili a indiqué que Tbilissi soupçonnait la Russie de fournir, via sa base de Goudaouta en Abkhazie, des armes modernes aux forces armées abkhazes.

Il a qualifié la présence de cette base « d'illégal », après le report *sine die* de son évacuation par la Russie qui aurait dû s'en retirer en juillet dernier aux termes d'un ac-

cord conclu en 1999 sous l'égide de l'OSCE.

Lundi, neuf personnes, dont cinq observateurs militaires internationaux, ont été tuées lorsqu'un hélicoptère de l'ONU a été abattu en Abkhazie. L'attaque a été attribuée par les autorités abkhazes aux combattants tchétchènes et géorgiens.

Les rebelles tchétchènes sont supposés être venus de la région géorgienne des gorges de Pankissi, frontalière avec la Tchétchénie, où Moscou a accusé Tbilissi de tolérer la présence de nombreux combattants indépendantistes.

Située dans l'ouest de la Géorgie au bord de la mer Noire, l'Abkhazie avait été intégrée à la république soviétique de Géorgie en 1921. Après l'effacement de l'URSS, elle a proclamé son indépendance en août 1992, et l'a défendue, soutenue par Moscou selon Tbilissi, lors d'un conflit d'un an qui a fait plusieurs milliers de morts et a provoqué l'exode de 250 000 Géorgiens qui vivaient dans la région.

La marine russe admet le « danger potentiel » des missiles du *Koursk*

d'après AFP

MOURMANSK, Russie — Le commandement de la Flotte russe du Nord a reconnu hier le « danger potentiel » de la récupération des missiles Granit qui se trouvent à bord du sous-marin nucléaire *Koursk*, renfloué lundi en mer de Barents.

« La récupération des missiles est une opération potentiellement dangereuse », a affirmé le commandant de la Flotte, l'amiral Viatcheslav Popov, lors d'une conférence de presse à Mourmansk.

La marine russe va prendre « des mesures de sécurité spéciales » lors de cette opération, qui devrait être effectuée après la mise en cale sèche du sous-marin samedi ou diman-

che, a dit l'amiral. « Il existe deux moyens de récupération des missiles », a-t-il indiqué, ajoutant que le commandement de la Flotte effectuera son choix après avoir soigneusement inspecté l'épave en cale sèche.

« Notre choix dépendra de l'état des missiles », a expliqué l'amiral. S'ils sont endommagés, il faudra découper les compartiments dans lesquels ils se trouvent.

L'identification des corps des sous-marins du *Koursk* qui devront également être récupérés en cale sèche « sera probablement difficile », a estimé, de son côté, le colonel Vladimir Moulov, procureur militaire de la Flotte, interrogé à Mourmansk.

Cet engagement crucial prouve aux yeux du monde que la « coalition mondiale » contre le réseau de ben Laden n'est pas une vue de l'esprit, que cette guerre n'est pas simplement celle des États-Unis.

Tony Blair occupe le centre de la scène internationale, et sa prestance constitue un véritable cadeau du ciel pour Washington. Elle aide à convaincre les Américains peu inspirés par l'image de cowboy de leur président du bien-fondé de la cause. « Avoir Blair dans votre équipe, c'est comme avoir un avocat pour vous représenter », disait le politologue Fred Greenstein, de l'Université Princeton, au *Wall Street Journal*. L'article proclamait Blair « nouvel ambassadeur mondial des États-Unis ».

L'année 2001 a ébranlé l'amour-propre des Britanniques. Aux yeux du monde, le pays a été rongé par la fièvre aphteuse, paralysé par les inondations, humilié par ses hôpitaux crasseux, son métro vétuste et ses trains qui déraillent. Dans des articles ravageurs, des publications prestigieuses, notamment en Allemagne et aux États-Unis, ont qualifié la Grande-Bretagne de « tiers-mondiste ».

En temps normal, Tony Blair serait probablement empêtré dans un débat féroce avec les syndicats du pays sur la réforme des services publics. Au congrès du Parti travailliste, la semaine dernière, il aurait affronté des délégués farouchement opposés à son projet.

Mais les attentats du 11 septembre ont totalement changé la donne. Diffusé dans des millions de foyers par CNN et BBC, son discours devant des délégués admiratifs l'a propulsé encore plus haut dans l'estime populaire.

Tony le missionnaire

Dans ce discours écrit en un après-midi à Downing Street, Tony Blair est soudainement passé d'un ultimatum aux talibans à un plan global de paix sur Terre. Si tout le monde s'y met, a-t-il dit, on pourra guérir les plaies de l'Afrique, réconcilier Juifs et Palestiniens, ré-

soudre les problèmes de changement climatique et éliminer la pauvreté dans le monde.

« Un bien durable peut émerger de cette crise, a-t-il déclaré. Notre cause est aussi celle des affamés, des misérables, des dépossédés, des ignorants, de ceux qui vivent dans des conditions sordides, des déserts de l'Afrique aux bidonvilles de Gaza aux montagnes de l'Afghanistan. »

Tony Blair venait de donner un sens aux atrocités qui ont bouleversé la planète. À un peuple profondément inquiet de la crise, il a offert une vision, une morale, un nouvel ordre mondial, plus pacifique... et vaguement colonialiste.

« Tony le missionnaire va nettoyer la planète des maladies, de la pauvreté et des conflits. Le soleil ne se couchera jamais sur le Saint Empire britannique. La troisième voie, dure et tendre, régnera de Kinshasa à Kaboul », ironisait le *Guardian*.

Champion du réalisme dans ses politiques intérieures — il combat depuis des années les « utopies » du Old Labour —, Tony Blair veut donc profiter de la crise pour « réorganiser le monde ». Idéalisme débridé ou cynisme profond?

Dans le premier cas, Blair devrait peut-être commencer par augmenter le budget de l'aide internationale au niveau fixé par les Nations unies ou par résoudre l'interminable conflit en Irlande du Nord. Dans le second cas, il s'agirait ni plus ni moins de propagande de guerre. Car, derrière ce discours moralisateur, il y avait l'imminence des frappes militaires en Afghanistan.

Autocratique

Le premier ministre est aussi surnommé « Président Blair » par ses critiques, qui l'accusent de ne pas consulter son cabinet, et de ne pas soumettre ses décisions au Parlement qu'il n'a convoqué qu'à trois reprises depuis le début de la crise.

Alors que Bush tient régulièrement des réunions et envoie ses ministres en mission diplomatique,

Blair est entouré de quelques conseillers, non élus et triés sur le volet. Là encore, les rôles semblent inversés.

Pour faire taire ses détracteurs, Blair a formé lundi un cabinet de guerre, formé de ses principaux ministres. Mais cela ne l'empêchera pas de prendre ses décisions avec son cabinet « officieux », en privé, à Downing Street.

Cette tendance autocratique est la seule critique sérieuse essuyée par Blair depuis le 11 septembre. Les conservateurs l'appuient, les députés travaillistes opposés à la guerre sont muselés. Lundi, aux Communes, les rares qui ont tenté de s'opposer au premier ministre ont écopé de rires de mépris ou de « shame! » outrés. On ne critique pas un commandant en temps de crise.

Tony Blair vit donc son moment de grâce. Mais Londres demeure une allée modeste de Washington, là où toutes les véritables décisions seront prises au cours de cette crise. Et son soutien indéfectible constitue un jeu dangereux. « Qui est le plus grand allié des États-Unis? Qui sera la prochaine cible? Ce sera la Grande-Bretagne », prévenait récemment Sir John Stevens, de la police métropolitaine de Londres.

Les deux tiers des Britanniques appuient leur premier ministre dans sa croisade contre le terrorisme. Mais si une catastrophe de l'ampleur de celle du 11 septembre devait s'abattre sur Londres, ils pourraient rapidement changer d'avis.

Car, tout compte fait, les Britanniques ont d'abord besoin d'un premier ministre, pas d'un « président du monde », comme le disait récemment un chroniqueur du *Guardian*. « En ce qui concerne les électeurs, Blair peut bien se proclamer Grandeur Impériale de l'Univers, en autant que grand-mère n'attende pas un an pour une nouvelle hanche, que le plafond de l'école ne coule pas et que les trains soient parfois à l'heure. Pour l'instant, Blair est en orbite autour du globe. Un jour, il devra revenir sur terre. »

UN CLASSIQUE
NOTRE SOLDE
MI-SAISON

ENCORE D'AUTRES RÉDUCTIONS

de
40 à 60%
de rabais
sur nos prix originaux
Les quantités sont limitées.

Talbots

Centre commercial Rockland (514) 344-9295
Centre Fairview Pointe-Claire (514) 697-3310

Pattes de Crabes

24\$ À VOLONTÉ

Tous les jeudis soirs à compter de 17 h 00. Pour un temps limité. Repas incluant une soupe du jour ou une salade à volonté.

Restaurant STEAK STEAK

Boeuf et fruits de mer
Réservations: (514) 255-5744
5222, rue Sherbrooke est, Montréal
Informez-vous au sujet de nos salons privés.

L'UE et l'Afrique font le point sur les initiatives pour le développement

d'après AFP et AP

BRUXELLES — L'Union européenne et l'Afrique vont faire le point aujourd'hui et demain à Bruxelles sur les nouveaux partenariats pour le développement du continent africain, dans le prolongement du G8 de Gênes et du sommet UE-Afrique du Caire.

La présidence belge de l'Union européenne accueille ce matin les présidents Thabo Mbeki (Afrique du Sud), Olusegun Obasanjo (Nigeria), Abdoulaye Wade (Sénégal), Abdelaziz Bouteflika (Algérie), les quatre pères de « Nouvelle Initiative africaine », une stratégie globale de développement du continent saluée par les Occidentaux.

Le président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le président zambien Frederick Chiluba, y sera aussi.

Entérinée début juillet par le sommet de Lusaka, « la Nouvelle Initiative africaine » est présentée par ses pères comme « une stratégie de développement et un proramme détaillé d'action », avec pour objectif de « consolider la démocratie et une saine gestion économique » sur le continent.

Ce plan, synthèse du plan « Omega » du président Wade et du « Programme de renaissance de l'Afrique pour le millénaire » élaboré par le président sud-africain Thabo Mbeki et ses homologues nigérian Olusegun Obasanjo et algérien Abdelaziz Bouteflika, a reçu l'appui des sept pays les plus industrialisés et de la Russie en juillet.

« C'est un texte intellectuellement très élaboré, qui offre une nouvelle approche du problème africain », résume-t-on au ministère des Affaires étrangères belge.

« Il traite de l'Afrique pas seulement sur le mode Nord-Sud mais aussi en terme de système politique, de gouvernance », poursuit-on de même source. « On ne parle plus que de dette et d'aide, mais aussi de prise en main par l'Afrique de ses propres problèmes », a-t-on ajouté. L'UE, qui est le principal donneur d'aide de l'Afrique, sera représentée au sommet par le premier ministre belge Guy Verhofstadt et son ministre des Affaires étrangères Louis Michel, ainsi que par le président de la Commission européenne Romano Prodi et le représentant pour la politique extérieure de l'UE, Javier Solana.

Au lendemain de ce sommet UE-Afrique, une cinquantaine de ministres africains des Affaires étrangères retrouveront demain à Bruxelles les ministres euro-

péens chargés du développement pour faire le point sur l'application des décisions du premier sommet UE-Afrique, qui avait eu lieu au Caire en avril 2000.

Il s'agit d'un rendez-vous de mi-parcours avant le prochain sommet UE-Afrique, prévu en 2003 à Lisbonne. Le sommet du Caire avait défini huit priorités d'action. Depuis, les discussions sur l'intégration régionale, la lutte contre l'épidémie de sida, la sécurité alimentaire, les droits de l'homme ont bien progressé, comme celle sur la prévention des conflits et l'environnement, estime-t-on de source européenne.

Mais des divergences subsistent sur les questions relatives à la dette ou aux biens culturels. Le calendrier ministériel prévoit aussi d'évoquer la future Union africaine, destinée à remplacer l'OUA.

Des discussions doivent également avoir lieu sur le terrorisme. Le président Wade a annoncé après les attentats du 11 septembre qu'il proposerait à ses homologues la création d'un « Pacte africain contre le terrorisme ».

La situation dans la région des Grands Lacs doit également faire l'objet d'échanges entre les ministres. La réunion de jeudi doit s'achever par une déclaration commune, selon le ministère belge des Affaires étrangères.

| MACÉDOINE |

Skopje offre l'amnistie aux Albanais de l'UCK

d'après AFP

SKOPJE — L'amnistie des anciens rebelles albanais de l'UCK va permettre le retour des forces macédoniennes dans les régions du conflit entre guérilla et forces gouvernementales, a affirmé hier le président Boris Trajkovski, lors d'une session du gouvernement.

La déclaration d'amnistie, acceptée par Skopje sur proposition du chef de l'État, « va rendre possible le retour de l'armée dans les régions qui ont été temporairement sous le contrôle » de l'Armée de libération nationale (UCK), a déclaré Trajkovski, dans une déclaration diffusée par la présidence.

Cette amnistie « va permettre le début de la réintégration de tous ceux qui n'ont pas commis de crimes relevant de la compétence du Tribunal pénal international » (TPI) de La Haye, qui enquête sur les crimes de guerre en ex-Yougoslavie, a ajouté le président.

Une déclaration d'amnistie était réclamée par les Occidentaux, parrains du processus de paix en Macédoine, comme l'une des conditions à la reprise de contrôle des zones de conflit par les forces macédoniennes, la seconde étant l'adoption des amendements à la Constitution prévus par l'accord de paix d'Ohrid.

Le retour des forces de sécurité fait toujours l'objet de discussions entre responsables macédoniens et organisations internationales.



EXPRESS INTERNATIONAL

Angola | Province meurtrie

QUELQUE 500 PERSONNES ont été tuées et 200 blessées entre janvier et septembre 2001, victimes de la guerre civile dans la province de Cuanza-Norte, selon un rapport des autorités régionales cité hier par la radio catholique Ecclesia. La moitié des victimes sont des civils, des paysans pour la plupart, selon ce rapport. Elles ont été prises en tenaille lors des combats entre l'armée et les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance de l'Angola (UNITA), ont été tuées par des mines, ou été victimes d'embuscades de la rébellion. — d'après AFP

CISL | Droits menacés

LE RAPPORT annuel de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), première organisation syndicale mondiale, fait état d'une recrudescence des violences contre les syndicalistes, dont plus de 200 ont été assassinés en 2000, soit une hausse de 50 % par rapport à 1999. Portant sur 140 pays (contre 113 en 1999), le rapport s'inquiète des « chiffres alarmants » de l'année 2000 « qui ne représentent pourtant qu'une infime part de la réalité ». « Le nombre d'assassinats, d'agressions physiques, d'arrestations et d'autres formes de répression signalées contre des syndicalistes et leurs organisations n'a jamais été aussi élevé », déplore Bill Jordan, secrétaire général de la CISL. — d'après AFP

Bahreïn | Ambassadeur irakien

LE PREMIER ambassadeur irakien depuis la guerre du Golfe (1991), Ali Sebt al-Hadithi, a présenté hier ses lettres de créance à l'émir de Bahreïn, cheikh Hamad ben Issa al-Khalifa. Depuis la guerre du Golfe, l'Irak était représenté à Manama par un chargé d'affaires. Un chargé d'affaires bahreïni, Hassan Malallah al-Ansari, dirige l'ambassade de Bahreïn à Bagdad depuis une année. Le ministre bahreïni de l'Information Nabil Yakoub Al-Himr a toutefois précisé que « Bahreïn continue à réaffirmer la nécessité pour l'Irak de se conformer aux résolutions internationales » relatives à son occupation du Koweït. — d'après AFP

Soudan | Washington condamne

LES ÉTATS-UNIS ont condamné les bombardements menés au Soudan par les forces gouvernementales, qui ont entraîné l'interruption d'opérations humanitaires, tout en réaffirmant leur satisfaction pour la coopération de Khartoum dans la lutte antiterroriste. « Le gouvernement est responsable des bombardements survenus vendredi, samedi et lundi contre des opérations du Programme alimentaire mondial (PAM) dans le sud du Soudan », a déclaré le porte-parole du secrétariat d'État. Mais il a ajouté que Washington continuait de se féliciter de la coopération apportée par le Soudan en matière de lutte antiterroriste, après des années de profond contentieux entre les deux pays sur ce sujet. — d'après AFP

Philippines | Communistes tués

CINQ REBELLES communistes ont été tués dans un affrontement avec les forces régulières philippines dans le nord de l'archipel, a annoncé hier l'armée. Un militaire a été blessé au cours de ce combat qui a éclaté lundi contre un groupe de la Nouvelle Armée du peuple (NPA), ont encore indiqué les autorités. La présidente Gloria Arroyo a suspendu en juin les négociations avec le Front démocratique national, branche politique de la rébellion communiste après que cette dernière eut assassiné deux élus du Congrès. La NPA d'obédience maoïste mène depuis 32 ans une insurrection contre le pouvoir central. — d'après AFP

Birmanie | Rapporteur de l'ONU

LE RAPPORTEUR spécial de l'ONU sur les droits de l'homme, Paulo Sergio Pinheiro, est arrivé hier pour une visite de deux semaines en Birmanie, pays souvent mis en accusation pour ses violations des droits de l'homme. Au même moment, le gouvernement annonçait la libération de cinq députés de la LND (Ligue nationale pour la démocratie) d'Aung San Suu Kyi. Ces élargissements, présentés comme un « geste de bonne volonté », portent à 174 le nombre de membres de la LND libérés depuis le début de l'année. — d'après AFP

TECHNOLOGIE À BAS PRIX, CHAQUE JOUR !



UN BON DÉBUT... LIRE, JOUER, SE BRANCHER ET BIEN SÛR, ORGANISER.



m125
Handheld

- Agenda classique avec expansibilité
- Port d'extension pour cartes Secure digital/multimedia facilitant la sauvegarde ou le stockage
- Transportez des jeux, images et applications avec vous

470348

IMPRIMANTE LASER
• Jusqu'à 30 % d'économies sur le coût d'impression par page

TÉLÉCOPIEUR À PAPIER ORDINAIRE
• Modem télécopieur 14,4 kbps avec mémoire de 2 Mo

TÉLÉCOPIEUR PC
• Envoi/réception de télécopies à partir de votre PC

COPIEUR
• Capacité jusqu'à 99 pages par copie

SCANNER
• Numérisation facile de documents à un PC

LASER



brother
CENTRE MULTIFONCTIONNEL
MFC4800 5 EN 1

Notre prix 598,86
Rabais de reprise 50,00
Prix après rabais

548⁸⁶

469053

Code du bon : 9701700000000000

LE SAVIEZ-VOUS ? GAGNEZ DU TEMPS ET ÉCONOMISEZ DE L'ARGENT AVEC LES IMPRIMANTES LASER ET LES APPAREILS MULTIFONCTIONNELS.
• Impression et copie moins coûteuses par page • Les cartouches de toner impriment plus de pages que les cartouches à jet d'encre. Changement de cartouche moins fréquent. • Contrairement aux pages imprimées à l'aide d'une imprimante à jet d'encre qui tachent, vous pouvez utiliser un surligneur sur les pages imprimées au laser.

Annonce en vigueur du 10 au 15 octobre 2001 jusqu'à épuisement des stocks !

MONTRÉAL 770, rue Notre-Dame Ouest • 1035, rue du Marché-Central • 895, rue de la Gouche **HEURES D'OUVERTURE**
Lun. au vend. : 8 h à 21 h Sam. : 9 h à 17 h Dim. : 10 h à 17 h **Brossard** 6555, boul. Taschereau **Cavendish** 5800, boul. Cavendish **Dorval** 3165, boul. des Sources **Kirkland** 3330 rue, Jean Yves **Lachenaie** 590, montée des Pionniers **Lasalle** 7097, boul. Newman **Greenfield Park** 3344, boul. Taschereau **Laval** 1600, boul. le Carbusier • 3055, boul. le Carrefour (Carrefour Laval) **Pointe-Claire** 365, boul. Brunswick (derrière Fairview) **Rosemère** 315, Curé Labelle **St-Bruno** 1465, boul. St-Bruno **St-Laurent** 3660, boul. Côte-Vertu **St-Jean-Sur-Richelieu** 1000, boul. du Séminaire **St-Léonard** 4625 ou 6800, rue Jean-Talon est **St-Hyacinthe** 3700, boul. Martineau Ouest **St-Jérôme** 1135, Jean-Baptiste Rolland Ouest **Longueuil** 2790 Chemin Chambly **Ville Mont-Royal** 4205, boul. Jean-Talon Ouest **Mascouche** 145, montée Masson

m505

- Écran à CL avec plus 65 000 couleurs
- Idéal pour jeux, photos, feuilles de calcul et vidéos
- Port d'extension
- Connecteur universel

457059

IMPRIMANTE LASER
• Jusqu'à 30 % d'économies sur le coût d'impression par page

TÉLÉCOPIEUR À PAPIER ORDINAIRE
• Modem télécopieur 14,4 kbps avec mémoire de 2 Mo

COPIEUR
• Capacité jusqu'à 99 pages par copie

LASER



brother
CENTRE MULTIFONCTIONNEL
MFC8300 3 EN 1

Notre prix 699,95
Rabais de reprise 100,00
Prix après rabais

599⁹⁵

389468

Commande spéciale dans certains magasins
Code du bon : 9701900000000000

BUREAU EN GROS
Articles de bureau • Bas prix d'entrepôt

www.bureauengros.com

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Jouer avec le four



L'issue de la réunion des ministres des Finances du G7, en fin de semaine, Paul Martin a fait savoir que contrairement à Washington, Ottawa n'envi- sage pas d'important programme de stimulation de l'écono- mie. M. Martin serait-il plus conservateur que M. Bush ? En ma- tière de finances publiques, sans doute, et c'est très bien comme ça.

L'économie mondiale est en ré- cession. Le ralentissement était amorcé bien avant le 11 septembre, et les causes en sont bien connues. La panique provoquée par les at- tentats a seulement précipité l'éco- nomie au fond d'un gouffre où elle était déjà engagée.

Que faire ? Habitué à la prospé- rité comme à la sécurité, nous ai- merions croire que le gouverne- ment peut nous sortir de ce mauvais pas, comme les masques à gaz nous protégeraient contre une attaque biochimique. Illusion, dans un cas comme dans l'autre.

La première arme contre les ra- lentissements économiques est déjà déployée depuis plusieurs mois : la baisse des taux d'intérêt. La Fede- ral Reserve a abaissé la semaine dernière son taux directeur à 2,5 %. C'est le plus bas niveau en presque 40 ans.

Depuis la fin de l'année der- nière, le taux de la Fed est tombé de 400 points. L'économie n'a pas encore réagi. Pourquoi ? Les entre- prises, dopées par une prospérité apparemment sans fin, avaient beaucoup trop investi. Elles se re- trouvent écrasées par les stocks in- vendus, embarrassées par une ca- pacité de production excessive. On aura beau baisser les taux d'intérêt, elles n'investiront pas avant d'avoir fait le ménage.

La deuxième arme antirécession, c'est l'action gouvernementale. Les idées de John Maynard Keynes, tombées en défaveur avec les « rea- ganomics », sont brusquement re- venues en vogue à Washington de- puis le 11 septembre.

Le gouvernement peut tenter de stimuler l'économie de deux ma- nières. La première approche est celle prônée par Bernard Landry : « Quand la température baisse, c'est le temps de chauffer le four. » Chauffer le four, cela veut dire que

le gouvernement et les sociétés d'État multiplieront leurs investis- sements et subventions.

Au mieux, de tels investisse- ments atténueront un peu la hausse du chômage. Et encore : certains des projets annoncés jusqu'ici — barrage sur la Péribonka, centrale thermique près de Montréal — n'auront pas d'impact sensible sur l'emploi avant trois ou quatre ans. De plus, s'ils n'influent pas sur les dépenses à court terme, les inves- tissements publics alourdiront la dette. Il faut donc s'assurer qu'il s'agit de travaux nécessaires, d'ac- tifs véritables pour l'économie qué- bécoise.

■ ■ ■

L'action gouvernementale peut aussi prendre la forme de réductions d'impôt. C'est la stratégie prônée maintenant par le président Bush (et par Mike Harris en Onta- rio). Outre les 60 milliards déjà an- noncés pour les opérations de sau- vetage à New York et l'offensive antiterrorisme, le président espère faire voter par le Congrès des baisses d'impôt pour les entreprises et les particuliers évaluées à un autre 60 milliards.

Rien de plus simple : les con- sommateurs hésitent à consommer, donnons-leur de l'argent, ils vont dépenser. Cependant, en économie, rien n'est simple. Il n'est pas du tout garanti que les baisses d'impôt stimuleront les dépenses. Cet été, les Américains ont reçu un rabais d'impôt de 300 \$ à 600 \$, gracieu- seté de M. Bush. La plupart d'entre eux se sont empressés... de mettre cet argent dans leur tirelire, ou de payer leurs factures.

Donc, rien ne dit que les mil- liards de baisses d'impôt envisa- gées aujourd'hui par Washington se traduiront par une relance de la consommation. Et le jeu est risqué. Car ces baisses d'impôt auront un impact important — et permanent — sur le budget du gouvernement.

En tentant de forcer l'économie hors de la récession, les gouverne- ments pourraient royalement man- quer leur coup. Pire, ils pourraient aggraver la situation. C'est-à-dire qu'ils pourraient s'avancer un peu trop dans le rouge, ce qui aurait pour effet de pousser les taux d'in- térêt vers le haut avant même que l'économie ne se soit complètement rétablie. D'où un nouvel effet de freinage sur la croissance, et des fi- nances publiques replongées dans la spirale déficitaire.

Chauffer le four ? Peut-être, mais sans oublier qu'il est toujours ris- qué de jouer avec le feu.

La drogue des sondages



Le Parti québécois n'est pas le seul à avoir reçu un coup de semonce à la suite des quatre élections partielles du 1^{er} octo- bre. Les résultats ont aussi donné un électrochoc aux son- deurs, impuissants à prédire les ré- sultats dans trois des quatre cir- conscriptions. Il est temps que ce constat suscite une réflexion chez ceux qui sont les plus grands con- sommateurs de sondages : les mé- dias.

Aux élections de 1998, les mai- sons de sondage ont frappé un os au Québec. L'immense majorité d'entre elles avait alors prévu une victoire convaincante du Parti qué- bécois. Or, les libéraux ont finale- ment obtenu la pluralité des voix. Depuis, ce scénario se répète à cha- que rendez-vous électoral, fédéral comme provincial, et, tout récem- ment, dans le cas des élections par- tielles, où les sondeurs se sont trompés en moyenne d'une dizaine de points. Encore à la défaveur du Parti libéral.

On comprend que Jean Charest fustige les maisons de sondage... et les médias, qui ont développé pour les sondages une véritable « accou- tumance », soutient-il. M. Charest n'a pas tort. Depuis toujours, les sondages ont représenté, pour les médias, une façon simple d'appré- hender une réalité complexe, une drogue dont il est difficile de s'af- franchir.

À la suite du revers des élections de 1998, les maisons de sondage québécoises ont changé leurs fa- çons de faire. Mais rien n'y fait : le

vote libéral demeure sous-évalué. Certains sondeurs suggèrent main- tenant de mesurer, par diverses questions, la probabilité qu'un électeur se rende bel et bien aux urnes, afin de tempérer les résultats finaux. Mais en attendant que les experts cogitent sur ce problème, ce sont les médias qui doivent ques- tionner leurs attitudes afin d'en ar- river à une moins grande dépen- dance face à ces chiffres magiques.

Il serait bien sûr naïf de penser que les médias n'auront plus re- cours aux sondages. De toute façon, les partis politiques utilisent eux aussi cet outil durant les campa- gnes, qu'ils couplent cependant à d'autres données « de terrain » pour obtenir un portrait de la situa- tion. Les médias devraient-ils faire la même chose ? Peut-être. Bien sûr, les impressions d'un journa- liste qui visite quelques comités ne pourront jamais remplacer un son- dage réalisé sur une base scientifi- que. Ces éléments de reportage pourraient cependant remplacer les sondages dans un contexte où les mécontentements locaux auraient leur place.

Surtout, les médias devraient do- rénavant faire preuve de la plus grande prudence dans le traitement de ces données. Commander moins de sondages, mais des enquêtes comportant plus de questions, afin d'en arriver à l'interprétation finale la plus exacte possible. Informer le public de la méthode de répartition des indécis, qui contribue souvent à pervertir les résultats. Et surtout, consacrer plus d'espace à l'analyse de ces données, qu'il serait désor- mais irresponsable de traiter comme le compte final d'un futur match de hockey.

Mais comme la dépendance aux sondages ne date pas d'hier, n'en déplaise à Jean Charest, la cure de désintoxication risque d'être lon- gue.



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

OPINION

Deux mots de trop?



JOCelyn COULON
L'auteur est directeur du bureau de Montréal du Centre Pearson pour le maintien de la paix, basé en Nouvelle-Écosse.

Si les É.-U. devaient élargir à d'autres pays la guerre au terrorisme ils risqueraient l'éclatement de la coalition.

LA SEMAINE DERNIÈRE encore, certains observateurs affirmaient que la coalition assemblée par les États-Unis pour lutter contre le terrorisme commençait à s'effriter et qu'elle éclaterait avec le déclen- chement des frappes militaires contre l'Afghanistan. Les intérêts de chaque membre étaient cir- constanciels et limités, laissait-on entendre, et la moindre bombe fe- rait voler en éclats le bel édifice. On disait exactement la même chose à la veille de l'intervention multinationale contre l'Irak en janvier 1991.

Certes, il y a des tensions au sein de cet assemblage disparate d'États, et personne ne le nie. Tou- tefois, ce qui est le plus frappant depuis trois jours, c'est de consta- ter l'extraordinaire solidité de cette coalition malgré les frappes et les premiers morts civils. Cela va-t-il durer ? Oui, à moins que deux petits mots, contenus dans une lettre de l'ambassadeur amé- ricain aux Nations unies, ne vien- nent brusquement changer la donne.

En découdre avec l'Irak

Lundi, avant une rencontre à huis clos entre les 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU, l'ambassadeur américain John Negroponte a transmis à ses collè- gues une lettre justifiant les atta- ques en Afghanistan. Il a rappelé le droit à la légitime défense con- féré à son pays par la charte des Nations unies après les attentats du 11 septembre. Ce qu'il a écrit après laisse songeur. Le diplomate américain a souligné que l'en- quête pour découvrir l'ampleur du complot terroriste se poursuivait et a prévenu que les États-Unis pourraient « estimer que (sa) légi- time défense requiert d'autres ac- tions concernant d'autres organi- sations et d'autres États ». Les États-Unis préparent-ils le monde à des frappes militaires débordant les frontières de l'Afghanistan ? C'est à craindre.

Au lendemain des attaques contre New York et Washington, des responsables américains ont af- firmé que ni Oussama ben Laden ni le régime taliban n'avaient l'ar- gent, les réseaux, la technologie et les moyens de renseignements né- cessaires pour orchestrer les tue- ries auxquelles on venait d'assis- ter. Il y avait donc des commanditaires, plus puissants, et qui attendaient depuis longtemps pour frapper l'Amérique. Plus- ieurs pays, dont le Soudan, la Sy- rie, la Libye, l'Iran et l'Irak ont été montrés du doigt. Le secrétaire



Saddam Hussein

d'État, Colin Powell, a rejeté cette piste.

Pourtant, plusieurs Américains croient en la véracité d'un complot international et certains ont déjà nommé l'Irak comme maître d'oeuvre. La semaine dernière, le secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, déclarait devant des journalistes que la stratégie américaine comportait une guerre contre les terroristes en plusieurs étapes dont celles de « détruire leurs repaires, liquider leurs ap- puis et se débarrasser des États qui parraient le terrorisme ». Dans une entrevue publiée dans *La Presse* de samedi dernier, James Woolsey, ancien directeur de la CIA, disait croire fermement en la responsabilité directe de Saddam Hussein. Il demande son élimina- tion immédiate. D'autres lui em- boîtent le pas, comme l'ancien conseiller Richard Perle, et récla- ment des frappes contre la Syrie et l'Iran.

Le complot international, fo- menté au Moyen-Orient, n'est pas impossible. Après tout, des États de la région entretiennent des re- lations tumultueuses avec Wa- shington. L'Irak fait toutefois l'ob- jet d'un acharnement particulier de la part des dirigeants amé- ricains. Depuis 10 ans, les Amé- ricains et les Britanniques bombar- dent régulièrement des sites militaires irakiens dans l'espoir de forcer Bagdad à se soumettre aux résolutions exigeant la destruction de ses armes et le retour d'inspec- teurs onusiens. Plusieurs respon- sables américains regrettent amè- rement la décision de George Bush père d'avoir écarté l'option de ren- verser Saddam Hussein, en mars 1991, alors que 500 000 soldats

américains étaient déployés dans la région et que le régime irakien vacillait. Aujourd'hui, la tentation est grande à Washington d'en dé- couvrir une fois pour toutes avec l'Irak.

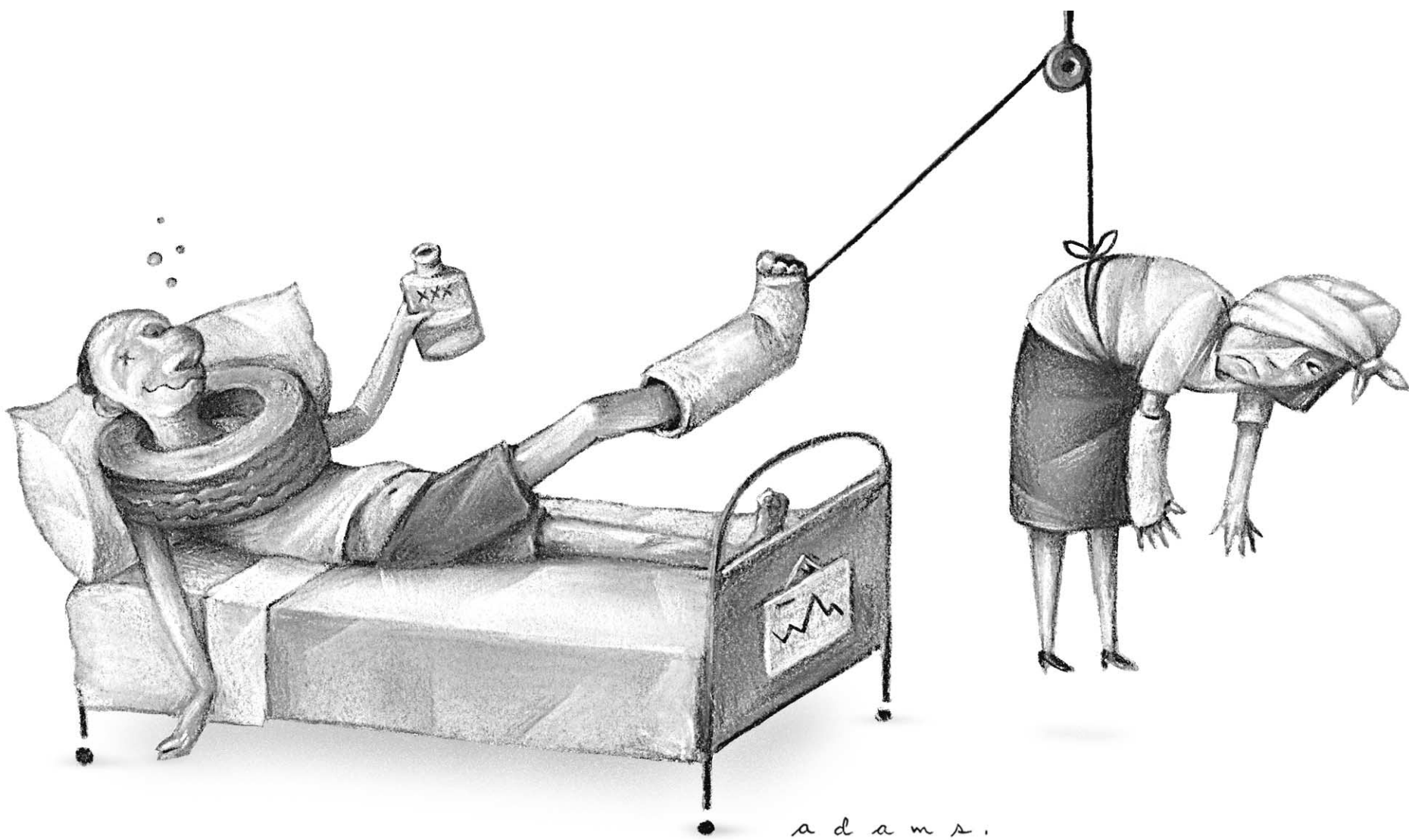
Un saut dans l'inconnu

Si les Américains devaient élar- gir à d'autres pays, et en particu- lier à l'Irak, la guerre qu'ils mèn- ent contre le terrorisme et le régime taliban ils risqueraient l'éclatement de la coalition ac- tuelle. En 1991, certains dirigeants américains avaient demandé à Bush père de dépasser le cadre des résolutions de l'ONU, autorisant l'expulsion des troupes irakiennes du Koweït, et de foncer sur Bag- dad. La France et plusieurs pays arabes membres de la coalition anti-irakienne avaient alors servi un véritable ultimatum à Washing- ton : ou vous vous en tenez aux ré- solutions de l'ONU ou nous nous retirons de la coalition.

Les premières réactions à la let- tre de l'ambassadeur américain laissent croire que les États-Unis se retrouveraient devant le même ultimatum qu'il y a 10 ans. Certes, tous les membres du Conseil de sécurité sont sortis de la réunion de lundi soir sans s'exprimer sur le contenu de cette missive. L'épreuve actuelle commande une telle solidarité. Malgré cela, le quotidien *Le Monde* rapportait hier que la petite phrase de Negro- ponte aurait engendré « un certain frisson, une certaine surprise » lorsqu'elle a été lue par le secré- taire général de l'ONU, Kofi An- nan. Un certain frisson, et pour cause. Lundi soir, l'ambassadeur de France à l'ONU a déclaré, sibyl- lin, qu'« à l'heure actuelle en tout cas, l'unité extraordinaire du Con- seil est inentamée ». À l'heure ac- tuelle, en effet. Des réactions plus tranchées sont venues du Moyen- Orient. Le sultanat d'Oman, un al- lié fidèle des Américains, a pro- testé avec vigueur. Si les opéra- tions actuelles « devaient viser d'autres objectifs, incluant certains pays arabes, nous rejetons cela et ne pouvons y coopérer », a dit hier son ministre des Affaires étrangè- res.

Comment interpréter les deux petits mots de l'ambassadeur amé- ricain ? Simple manoeuvre d'inti- midation ou annonce d'une nou- velle étape dans la guerre ? En tout cas, les Américains ouvrent leur jeu et tous sont maintenant avertis de leurs intentions. Pour- tant, la coalition antiterroriste a été mise sur pied pour lutter contre toutes les organisations terro- ristes impliquées dans les attentats et cela partout dans le monde et chasser les talibans du pouvoir. C'est pour ces raisons que les Américains ont pu y attirer autant de partenaires et obtenir de la part de pays musulmans importants comme le Pakistan et les républi- ques d'Asie centrale une précieuse collaboration. À ce que l'on sache, ni eux, ni le Canada et ni les Euro- péens, n'ont été engagés dans une guerre contre d'autres pays. Si cela devait être le cas, il s'agirait là d'un saut dans l'inconnu aux con- séquences graves.

Forum



Revoir le *no-fault* ?



> OUI

Il est devenu bien difficile de défendre le statu quo

JEAN-LUC BACHER

L'auteur est professeur de criminologie à l'Université de Montréal.

LE GRAND DÉSAVANTAGE du régime actuellement en place au Québec est qu'il ne permet pas de faire la différence, quant aux indemnités accordées aux victimes de la route, entre les individus qui sont irréprochables, mais malchanceux, et les individus qui ont causé un accident en se rendant coupables d'une infraction criminelle comme celle de conduire avec les facultés affaiblies ou celle qui consiste à conduire dangereusement. Il en résulte que l'ensemble de la communauté des automobilistes québécois est appelée à supporter, via la SAAQ, les coûts des dommages corporels (blessures et morts) que certains d'entre eux causent aussi bien à eux-mêmes qu'à autrui.

La situation actuelle est aberrante à plus d'un titre : premièrement, il est tout à fait contraire à la logique de base de l'assurance de couvrir des risques que les assurés peuvent éviter en s'entourant de mesures de précaution élémentaires. Deuxièmement, dans la mesure où la SAAQ offre à ses bénéficiaires une protection contre les conséquences économiques des infractions dont ils se rendent coupables au volant, elle oblige du coup tous les bénéficiaires de ce régime d'assurance à se solidariser de la délinquance d'autrui en leur en faisant supporter les conséquences économiques. Autrement dit, ce régime traite de manière égale des individus qui mériteraient des traitements différents.

En effet, comment peut-on décevoir offrir à tous les assurés les mêmes prestations, quand on sait que les uns s'efforcent de circonscrire les risques pris au volant en adoptant des comportements empreints de prudence et que d'autres acceptent d'encourir eux-mêmes et de faire courir aux autres automobilistes des risques additionnels parfaitement inutiles.

Troisièmement, un tel régime d'assurance lance un message ambigu aux individus qui sont tentés d'adopter des comportements délinquants au volant et contribue à dissiper les inhibitions et scrupules qui pourraient les retenir de passer à l'acte. Dans la mesure où la SAAQ ne fait pas la différence entre les conséquences de risques évitables et les conséquences de risques irréductibles, nombre d'automobilistes pourraient bien en déduire que la SAAQ, et donc l'État, s'accommode aisément du fait que des automobilistes prennent sur la route des risques inutiles ou, du moins, qu'elle ne s'en soucie que modérément.

Pas de changement en profondeur

Le régime actuel ne nécessite pas de changement en profondeur pour remédier aux injustices qu'il comporte actuellement. Pour conserver les avantages inhérents au *no-fault*, tout en cessant d'offrir aveuglément les mêmes prestations à tous les automobilistes, coupables ou non d'infractions, il conviendrait, à tout le moins, de réserver aux individus ayant causé des dommages, lors d'infractions criminelles, de moindres prestations qu'aux autres. Une telle mesure serait évidemment revêtue d'un certain caractère punitif et elle devrait dès lors être mise en oeuvre dans le respect du principe très fondamental de l'individualisation des peines. Cela signifie en clair qu'il conviendrait de ne pas placer tous les délinquants de la route à la même enseigne, mais qu'il faudrait leur octroyer, en cas d'accident, des prestations dont l'ampleur serait fonction des circonstances atténuantes et aggravantes entourant la réalisation des infractions commises lors de l'accident.

Très concrètement, il faudrait que les indemnités versées par la SAAQ soient notamment fonction, le cas échéant, du taux d'al-

coolémie de l'automobiliste responsable, de ses antécédents au volant, du caractère plus ou moins prémédité de l'infraction commise, etc. La prise en considération de ces différents facteurs permettrait, comme il se doit, de faire la différence entre l'automobiliste qui boit une bière de trop pour la première fois de sa vie et qui prend ensuite le volant sans même se rendre compte qu'il est légèrement au-dessus de la limite du 0,08 et celui qui est un multirécidiviste de l'alcool au volant. Il nous paraîtrait parfaitement envisageable que les délinquants de la route se voient réserver un decrescendo des indemnités auxquelles ils peuvent normalement prétendre des suites d'accidents.

Ainsi, il serait notamment possible de commencer par priver le délinquant primaire des ou de prestations qu'il réclame pour les dommages qu'il s'est infligés à lui-même et d'aller jusqu'à exiger le remboursement, à la SAAQ, des dommages causés à autrui des délinquants qui ont des antécédents. Quant au droit pour les victimes d'ester en justice pour obtenir, des automobilistes responsables, des indemnités dépassant celles de la SAAQ, il pourrait aussi être réservé aux victimes de récidivistes.

Responsabilité criminelle

Parmi les arguments qu'oppose le gouvernement aux demandes d'amendements du régime actuel, il y a notamment celui qui consiste à dire qu'un régime qui tiendrait compte de la responsabilité criminelle des automobilistes ne saurait inciter plus d'individus à se conformer aux règles sur la circulation routière. Cet argument ne semble a priori pas dépourvu de sens quand on considère la sévérité des sanctions criminelles et administratives qui sont déjà infligées actuellement aux délinquants de la route. Il peut en effet paraître difficile de dissuader plus d'individus que ceux dont il est déjà possible d'obtenir le respect des lois par la menace des sanctions pénales et administratives actuellement en vigueur. (...)

Certes, il peut paraître difficile d'apporter à l'éventail actuel des sanctions déjà en place des ajouts susceptibles de le rendre beaucoup plus dissuasif. La difficulté semble d'autant plus grande si l'on attend avant tout de l'arsenal des sanctions qu'il déploie des effets de dissuasion générale, soit cette dissuasion qui s'adresse à tout le monde en général et à personne en particulier et qui atteint en fait très inégalement ses divers destinataires.

Rien n'empêcherait toutefois la SAAQ de pratiquer aussi la dissuasion spéciale — celle qui vise précisément les délinquants avérés et susceptibles de récidiver —, s'il lui était possible de réduire les prestations auxquelles sont en droit de prétendre les individus s'étant rendus coupables d'infractions au volant. Cette dissuasion spéciale pourrait principalement être destinée à ceux qui font appel à la SAAQ des suites d'un accident dont ils sont criminellement responsables, mais aussi à tous ceux qui se rendent coupables d'infractions criminelles n'ayant « encore » causé ni mort, ni blessure. (...)

Il n'est, en l'occurrence, nullement indispensable que de telles modifications se traduisent par une dissuasion massive pour se justifier, dès lors qu'il s'agit de protéger rien de moins que la vie et l'intégrité corporelle de nos concitoyens. Et quand on considère enfin que de telles modifications permettraient en outre à l'État de corriger une injustice manifeste et de dépenser l'argent du contribuable avec un peu plus de discernement, on voit assez mal comment il est encore possible de défendre le statu quo.



> NON

Le remède serait pire que le mal

ROBERT TÉTRAULT

L'auteur est professeur à la faculté de droit de l'Université de Sherbrooke.

LA PROBLÉMATIQUE À propos de l'indemnisation des chauffards ivres refait surface. Doit-on les priver de toute indemnité ? Doit-on permettre aux victimes innocentes de leur intenter un procès en responsabilité civile ? Doit-on permettre à la SAAQ de les poursuivre à son tour pour récupérer les indemnités qu'elle a versées aux autres victimes ? À ce jour, malgré de nombreuses campagnes pour mobiliser l'opinion, le gouvernement est demeuré ferme dans ses convictions et a maintenu le principe du *no-fault* dans son intégralité. Pourquoi ? Les plus ardents promoteurs des changements n'y voient qu'entêtement, hypocrisie et mauvaise foi. Est-ce bien le cas ?

Convenons que l'application intégrale du *no-fault* peut mener, en certaines circonstances, à des résultats qui peuvent surprendre et même choquer. Malgré un renforcement des mesures répressives, l'alcool au volant continue à faire des victimes, tant chez les innocents que chez les coupables. Or, un chauffard blessé ou mutilé a droit aux indemnités du régime public d'assurance automobile, comme tout autre conducteur québécois blessé ou mutilé. Il est à l'abri des poursuites civiles, comme tout autre conducteur québécois imprudent ou négligent. Le Québec est-il pour autant le paradis des chauffards ? Allez-y voir. Amendes, emprisonnement, perte du permis de conduire et problèmes de tous ordres les attendent. Tout comme les souffrances physiques et morales, la perte d'estime de soi, l'ostracisme social et familial. Sans parler du remords, affiché ou non. Le paradis ? Vraiment ?

On prête aux modifications proposées de grandes vertus : effet dissuasif, indemnités bonifiées pour les victimes innocentes, économies pour l'État et les contribuables et surtout, une plus grande Justice. Pour ce qui est de la dissuasion, rien n'est moins certain. La crainte de causer un accident n'effleure même pas les esprits embrumés par l'alcool. Un conducteur en état d'ébriété s'expose déjà à des peines pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement à perpétuité s'il cause la mort. Ceux que cette perspective ne dissuade pas seront-ils davantage impressionnés par la menace d'éventuelles poursuites civiles ?

Obtenir par voie de procès des indemnités additionnelles pour les victimes innocentes ? Il n'est pas acquis qu'une poursuite en responsabilité civile permettrait d'obtenir des indemnités supérieures à celles attribuées par le régime public d'assurance automobile. Dans bien des cas, ces dernières se comparent avantageusement aux indemnités accordées par les tribunaux de droit commun. Par ailleurs, le tribunal pourrait prendre en compte une possible faute de la part du poursuivant pour établir un partage des responsabilités. Enfin, que restera-t-il du montant de la condamnation, une fois déduits les honoraires du procureur, les frais d'expertise et autres déboursés ? Tout cela en espérant que le défendeur demeure solvable en fin de parcours. Les gagnants à cette loterie judiciaire seraient rarissimes et le billet est hors de prix. Pire, les poursuivants risqueraient d'y engloûtir les indemnités que la SAAQ leur aura versées.

L'État et les contribuables économiseraient-ils en privant les chauffards mutilés de toute indemnité ? À moins de les priver

totale de soins ou d'aide de dernier recours, l'État les aura de toute façon à sa charge. Les économies seront rapidement absorbées par une kyrielle de nouveaux procès où on débattrait longtemps de responsabilité et de lien de causalité. Par ailleurs, le chauffard menacé de perdre ses indemnités s'il est déclaré coupable de comportement criminel au volant cherchera à se prévaloir de tous les moyens de défense pour éviter ce verdict. Les coûts des poursuites pénales s'en trouveront accrus, pour l'accusé et pour l'État. Faisons plutôt l'économie des procès, pour mieux indemniser toutes les victimes.

Et la Justice ? Elle n'y trouvera pas davantage son compte. Les recours pour le surplus ne seraient accessibles qu'à la catégorie des victimes d'actes criminels au volant, pour autant qu'elles disposent de moyens financiers pour les exercer. La victime d'un acte criminel au volant mériterait une plus grande mesure de réparation qu'une victime de simple négligence ?

Par ailleurs, est-il juste et équitable de priver de toute indemnité les conducteurs reconnus criminellement responsables ? Ne s'agit-il pas d'une mesure excessive et arbitraire ? La sanction ne serait pas proportionnelle à la gravité objective du comportement, mais elle serait plutôt déterminée par la gravité des blessures. Le conducteur fautif devenu tétraplégique et qui aura eu le malheur de dépasser au moindre degré le seuil d'alcoolémie fixé, se verra imposer l'équivalent d'une amende de plusieurs millions de dollars. De son côté, l'alcoolique récidiviste qui se sera blessé légèrement dans un autre de ses accidents n'encourra aucune sanction de cette nature, quelles que soient les conséquences pour les autres. N'aura-t-on pas créé une injustice plus grave ?

Qu'en sera-t-il d'un éventuel recours de la SAAQ pour récupérer auprès des fautifs les indemnités payées aux victimes innocentes ? Peut-on envisager qu'il s'exercera à l'encontre d'un conducteur, père de famille, pour récupérer les indemnités versées à son conjoint et à ses enfants blessés dans l'accident dont il serait tenu criminellement responsable ? Doit-on absolument fabriquer des pauvres ?

Par ailleurs, prenons conscience que les modifications proposées ne toucheront pas que les récidivistes et les têtes brûlées. Il en faut bien peu pour faire basculer un citoyen, respectueux des lois et habituellement responsable, dans le groupe des parias. Un souper au restaurant ou chez des amis, deux consommations, un imprévu ou une urgence, un départ précipité, l'accident. Tout y est. Devrons-nous tous souscrire une assurance complémentaire pour fermer la brèche qu'on aura ouverte dans la police d'assurance de tous les Québécois ? Pour régler le cas de quelques individus, on aura en fait exposé l'ensemble des automobilistes à un risque qu'on aurait tort de minimiser.

Tout bien considéré, peut-on blâmer le gouvernement d'avoir résisté aux mouvements d'humeur de l'opinion ? Pour peu qu'on s'y arrête, il n'est pas opportun de modifier le régime public d'assurance automobile pour chercher à punir une poignée d'irresponsables. Le remède est pire que le mal.

Des économies absorbées par une kyrielle de coûts.



Forum pour la réconciliation en Côte d'Ivoire

STÉPHANE ORJOLLET
Agence France-Presse

ABIDJAN – Le Forum pour la réconciliation nationale, censé mettre fin aux tensions socio-politiques en Côte d'Ivoire, s'est ouvert hier à Abidjan au milieu d'intenses négociations politiques et d'appels « à la vérité et au pardon ».

Alors que des menaces de boycottage des principaux acteurs faisaient peser de sérieuses hypothèses sur le succès des débats, des percées de dernière heure ont semblé relancer le processus.

Henri Konan Bédié, président renversé en décembre 1999 lors du premier coup d'État de l'histoire du pays, le général Robert Gueï, chef de la junte au pouvoir de décembre 1999 à octobre 2000, et l'ancien premier ministre Alassane Ouattara, n'ont pas assisté à l'ouverture, mais leur présence ultérieure semble se dessiner.

Bédié a annoncé hier son retour le 15 octobre à Abidjan après 22 mois d'exil en France. Il a « souhaité plein succès au Forum », sans toutefois préciser s'il y prendrait part personnellement.

Le général Gueï, retiré depuis près d'un an dans son village de l'ouest du pays, était également attendu à Abidjan en fin de semaine, selon son entourage.

Lundi soir, le Rassemblement des républicains (RDR, principal parti d'opposition) de Ouattara, avait annoncé l'envoi d'une délégation au Forum, arguant de gestes positifs du pouvoir.

Ouattara lui même est resté en France, où il réside, et insiste toujours sur son « rétablissement dans ses droits civiques et politiques » pour participer au Forum.

L'ancien premier ministre fut exclu des élections présidentielle et législatives en 2000 pour cause de « nationalité douteuse ».

Le président Laurent Gbagbo, dans son discours d'ouverture du Forum, a de nouveau appelé le RDR à participer au gouvernement.

« Je réitère mon appel au RDR à rejoindre le gouvernement de coalition nationale. Chers amis, chers camarades, vous avez votre place,

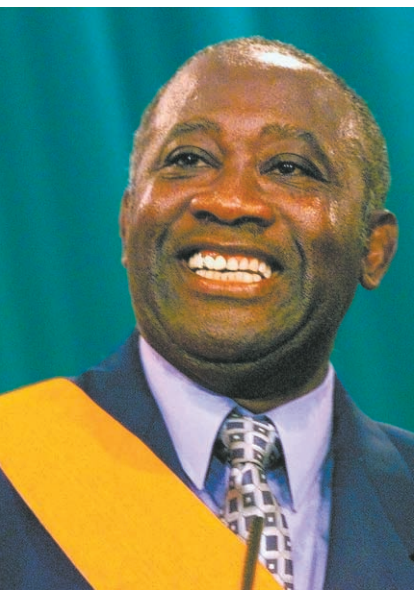


Photo AP

Laurent Gbagbo

nous vous attendons », a-t-il lancé.

« Nous avons vis-à-vis de notre pays un devoir de vérité. Toute la vérité doit être dite, nous ne pouvons construire ce pays sur des demi-vérités, qui sont aussi des demi-mensonges. Après nous devons accepter de pardonner », a-t-il déclaré.



Photo AP

Alassane Ouattara

Évoquant les « fractures ouvertes dans la nation » depuis le coup d'État, le président a souhaité que le Forum constitue « une véritable catharsis pour opérer notre rédemption ».

Les violences et tensions politiques, comme lors des élections de l'an 2000, ont parfois dégénéré en

affrontements ethniques, avec 303 morts, selon un bilan officiel, plus selon certains partis.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence des présidents malien Alpha Oumar Konaré, ghanéen John Kufuor et du ministre français délégué à la Coopération Charles Josselin.

Josselin, qui a lancé un « message d'amitié » de la France et de « coopération » au nom de l'Union européenne, a estimé devant la presse que « certaines questions de nationalité pourraient trouver rapidement des solutions », une allusion claire à Ouattara.

L'UE avait fait du progrès dans le dialogue politique une des conditions à la reprise complète en janvier prochain de son aide à un pays plongé dans une profonde crise économique.

Plus de 700 invités sont attendus, mais les organisateurs ont proscrit le débat direct, afin d'éviter que le Forum ne tourne à la foire d'empoigne.

Le « directoire » du Forum présentera au président Gbagbo des recommandations, qui n'auront pas de caractère contraignant.

